



BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

CHAMBRE
DE
COMMERCE

PLAN STRATÉGIQUE
DE DÉVELOPPEMENT
DE LA MANDATURE 2016- 2021



**CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO**

**PLAN STRATÉGIQUE
DE DÉVELOPPEMENT DE LA MANDATURE
2016- 2021**

TABLE DES MATIÈRES	2
SIGLES DES ABRÉVIATIONS	3
AVANT-PROPOS	5
INTRODUCTION	7
PARTIE I : LE DIAGNOSTIC STRATÉGIQUE DE LA CCI-BF	8
I.1. CONTEXTE	9
I.1.1. Aperçu de l'évolution économique internationale et nationale	9
I.1.2. Brève prospective du secteur privé	10
I.2. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNE ET EXTERNE DE L'INSTITUTION	16
I.2.1. Forces de la CCI-BF	17
I.2.2. Faiblesses de la CCI-BF	19
I.2.3. Opportunités	20
I.2.4. Menaces	22
I.3. DEFIS A RELEVER	23
I.3.1. Amélioration de la gouvernance de la Chambre de Commerce et d'Industrie	23
I.3.2. Réponse aux enjeux du secteur privé	23
PARTIE II : LA FONDATION STRATÉGIQUE	24
II.1. MISSION, VISION, VALEURS ET PRINCIPES DIRECTEURS DE LA CCI-BF	25
II.2. ORIENTATIONS STRATEGIQUES DEFINIES	26
II.3. CADRE D'ELABORATION DU PLAN STRATEGIQUE	35
II.3.1. Mise en cohérence et alignement avec le PNDES	35
II.3.2. Mise en cohérence avec le programme du Président élu de la CCI-BF	37
II.4. STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN	38
II.5. CARTOGRAPHIE DES RISQUES	38
II.6. STRATEGIE DE GESTION DES RISQUES	39

PARTIE III : LE PLAN D’ACTIONS	40
III.1. PRESENTATION DES ORIENTATIONS STRATEGIQUES EN MATIERE D’EXTRANTS ET D’ACTIONS OU DE PROJETS	41
III.2. STRATEGIE DE FINANCEMENT DU PLAN D’ACTIONS	55
Intitulé	56
III.2.1. Mobilisation des ressources propres de la CCI-BF	57
III.2.2. Mobilisation des ressources financières auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF)	61
PARTIE IV : LE DISPOSITIF DE PILOTAGE ET DE SUIVI- ÉVALUATION	62
IV.1. ACTEURS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN	63
IV.2. CADRE ORGANISATIONNEL DU SUIVI-EVALUATION	64
IV.3. DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE SUIVI ET EVALUATION DU PLAN D’ACTIONS	67
CONCLUSION	70
PARTIE V : ANNEXES	I
ANNEXE I : CADRE LOGIQUE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D’ACTIONS	II
ANNEXE II : PROGRAMMATION PHYSIQUE ET FINANCIÈRE DU PLAN D’ACTIONS	XXII
ANNEXE III : ACTIVITÉS DES STRUCTURES SPÉCIALISÉES À RÉALISER PAR CONTRAT D’OBJECTIFS	XXXVIII
ANNEXE IV : PROJETS PERTINENTS A EXÉCUTER EN 2EME ORDRE DE PRIORITÉS	XXXIX
ANNEXE V : TABLEAUX DES RÉFORMES STRATÉGIQUES	XL
ANNEXE VI: TABLEAU D’INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE	XLII
ANNEXE VII : LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE ET DU COMITÉ TECHNIQUE	XXXIX

Avant-Propos



Première institution d'appui au secteur privé, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso entame une nouvelle ère de son histoire. Plusieurs défis, dictés par la conjoncture économique mondiale, se présentent à elle.

Au plan national, un nouvel élan est insufflé par le retour à l'ordre constitutionnel normal. L'adoption du Plan national de développement économique et social (PNDES) permet à l'Etat, au secteur privé ainsi qu'aux partenaires techniques et financiers du Burkina Faso de disposer d'un référentiel en matière de développement économique et social.

Convaincue de l'importance du secteur privé et du rôle qu'il devra jouer en vue de la relance économique et du renforcement de la prospérité de notre Pays, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso, en tant que porte-parole institutionnel du secteur privé, s'est également dotée d'un Plan Stratégique de Mandature (PSM) pour la période 2016-2021.

Ce PSM est en parfaite cohérence avec le PNDES et s'arrime à mon programme de campagne, présenté en son temps à la communauté des affaires burkinabè. Cinq axes majeurs en constituent le fondement. Ce sont :

- Axe 1- Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'intelligence consulaire ;
- Axe 2- Développement du capital humain et facilitation de l'accès au financement du secteur privé ;
- Axe 3- Développement de l'intelligence économique et du portefeuille de services d'appui-conseil aux entreprises ;
- Axe 4- Renforcement de l'accompagnement de proximité des entreprises dans les régions ;
- Axe 5- Développement et renforcement de l'offre en infrastructures et en équipements économiques.

Pour la mise en œuvre réussie du plan d'actions opérationnelles qui accompagne le PSM, le Bureau Consulaire réaffirme la nécessité d'opérer un renouveau consulaire qui devra renforcer la cohésion et la synergie entre les différents acteurs du monde économique burkinabè.

Nous nourrissons de grandes ambitions pour le secteur privé et pour notre pays. La Chambre de Commerce et d'Industrie devra donc exercer davantage son leadership dans toutes les sphères de la vie économique nationale ; elle devra également être plus performante et s'afficher comme une force de propositions pour les pouvoirs publics et une véritable locomotive du secteur privé burkinabè.

Dans la mesure où personne ne peut réussir seul, je suis convaincu que tous, unis et déterminés, nous réussirons cet ambitieux programme de rénovation consulaire qui contribuera dans cinq ans, à la transformation structurelle de notre économie.

***Tous ensemble, travaillons pour une prospérité économique partagée !
Vive la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso !***

La CCI-BF, l'excellence au service d'un secteur privé prospère !

Mahamadi SAVADOGO
Commandeur de l'Ordre National

Président de la Chambre de Commerce
et d'Industrie du Burkina Faso

**SIGLES
DES ABRÉVIATIONS**

SIGLES DES ABRÉVIATIONS

AFD	Agence Française de Développement
APA/PME	Agence de Promotion et d'Accompagnement des Petites et Moyennes Entreprises
AGOPE	Associations, Groupements et Ordres Professionnels d'Entreprises
APE	Accords de Partenariat Économique
APEX-Burkina	Agence pour la Promotion des Exportations du Burkina
BAD	Banque Africaine de Développement
BID	Banque Islamique de Développement
BM	Banque Mondiale
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAMC-O	Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation de Ouagadougou
CAMES	Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur
CCI-BF	Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEFAC	Centre de Facilitation des Actes de Construire
CEFORE	Centre de Formalité des Entreprises
CFTH	Centre de Formation Touristique et Hôtelière
CFTRA	Centre de Formation en Transport Routier et activités Auxiliaires
CGA	Centre de Gestion Agréé
CJ	Conseiller juridique
CPCCAF	Commission Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Françaises
CNPB	Conseil National du Patronat au Burkina
CSLP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DACI	Direction de l'Audit, du Contrôle et de l'Inspection
DAE	Direction de l'Animation Economique
DCR	Délégation Consulaire Régionale
DDIP	Direction du Développement International et du Partenariat
DES	Direction des Etudes et de la Stratégie
DFC	Direction des Finances et de la Comptabilité
DFP	Direction de la Formation Professionnelle
DIC	Direction de l'Information et de la Communication
DIEN	Direction de l'Informatique et de l'Economie Numérique
DMG	Direction des Moyens Généraux
DPEF	Direction des Plateformes Economiques et de la Facilitation
DRHP	Direction des ressources humaines et du patrimoine
DRB	Direction Régionale de Bobo-Dioulasso
EPC	École des Professions Commerciales
FAIAO	Fédération des Associations des Industries d'Afrique de l'Ouest
FCCIAO	Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie d'Afrique de l'Ouest
Fichier NERE	Fichier National des Entreprises et des Regroupements d'Entreprises
FMI	Fonds Monétaire International
FOPAO	Fédération des Organisations Patronales d'Afrique de l'Ouest
IDE	Indice de Développement des Échanges
INDS	Institut National de la Démographie et des Statistiques
IPC	Indice de Perception de la Corruption
ISGE	Institut Supérieur de Génie Électrique
MEBF	Maison de l'Entreprise du Burkina Faso
ONT	Obstacles Non Tarifaires
PIB	Produit Intérieur Brut
PJEDEC	Projet Emploi des Jeunes et Développement des Compétences
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PMI	Petites et Moyennes Industries
PSM	Plan Stratégique de Mandature
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SDI	Schéma Directeur Informatique
SOGESY	Société de Gestion de Sylvie
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TRIE	Transit Routier Inter-États
ZAD	Zone d'Activités Diverses

INTRODUCTION

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF), Assemblée Consulaire, est un établissement public à caractère professionnel doté de la personnalité morale, de l'autonomie financière et de gestion (Cf. article 2 des statuts).

Elle est un corps constitué, habilité à représenter devant les pouvoirs publics les intérêts généraux du commerce, de l'industrie et des services sans préjudice des prérogatives reconnues à d'autres institutions et organisations du secteur privé. Elle présente au Gouvernement sa vision sur les moyens à mettre en œuvre pour contribuer au développement de l'économie nationale et régionale du pays et donne aux pouvoirs publics les avis qui lui sont demandés sur les mesures d'ordre économique (Cf. article 3 des statuts). En outre, l'institution assure l'exécution des travaux et la gestion des services et équipements nécessaires aux intérêts dont elle a la charge. Par ailleurs, elle met en œuvre, directement ou par le biais de structures d'appui créées à cet effet, des actions de promotion générales, sectorielles ou territoriales destinées à améliorer le climat des affaires et à favoriser le développement économique (Cf. article 4 des statuts).

Depuis les premières élections consulaires en 2002, la CCI-BF a connu deux plans stratégiques de mandature (PSM 2002-2007 et PSM 2007–2012) qui ont constitué la feuille de route pour ses actions de plaidoyer, de représentation et de promotion en faveur du développement du secteur privé national.

A la suite des élections consulaires du 13 novembre 2016 et la mise en place des nouvelles instances consulaires, l'Assemblée Générale a décidé de se doter d'une orientation stratégique pour mieux conduire la mandature 2016-2021. C'est ainsi que l'élaboration du nouveau plan stratégique a été enclenché. Ce plan est basé sur le programme du Président élu de l'institution et s'inscrit dans les grandes orientations de politique du Ministère en charge du commerce, de l'industrie et de l'artisanat telles que traduites dans le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) du Gouvernement pour la période 2016-2020. Il a été élaboré suivant une démarche participative et inclusive.

PARTIE I



LE DIAGNOSTIC STRATÉGIQUE

I.1. Contexte

I.1.1. Aperçu de l'évolution économique internationale et nationale

L'élaboration du présent plan de mandature 2016-2021 de la CCI-BF a lieu dans un contexte économique national et international particulier, qui conditionne en partie ses orientations stratégiques et ses grands chantiers.

Ce contexte est marqué sur le plan international par :

- une décélération de la croissance depuis la crise financière de 2007;
- l'appréciation très marquée ces dernières années du dollar US par rapport à l'euro et corrélativement au FCFA qui a certes, contribué à renforcer la compétitivité de l'économie burkinabè sur les marchés internationaux, mais qui constitue un facteur de renchérissement des importations dont dépend énormément le Burkina Faso.

Au niveau régional :

- la baisse des cours des matières premières.

Au niveau sous régional :

- le retour de la croissance en Côte d'Ivoire, qui constitue l'un des principaux changements ayant affecté l'environnement économique immédiat (l'UEMOA) du Burkina Faso ces dernières années.

Au-delà de cet environnement international difficile, le Burkina Faso a connu, depuis 2011, une série de chocs adverses sur le plan politique et social qui ont sérieusement affecté l'économie du pays. Ces chocs, au-delà des importants dégâts physiques qu'ils ont causés au tissu productif national, ont eu un impact réel majeur sur l'activité économique du pays. Ainsi, le taux de croissance économique qui s'établissait en moyenne à 6,2% par an sur la période 2000-2011 est retombé à 4,8% en moyenne par an au cours de 2012-2016. Même si l'inflation a été globalement contenue (1,5% sur la période 2012-2016 contre 3,3% au cours de 2000-2011) ces dernières années, le climat d'incertitude et de méfiance qui s'est installé a freiné l'investissement, en particulier celui privé qui est passé d'environ 60% de l'investissement total en 2011 à environ 52% en 2015.

Toutefois, l'espoir de la relance économique se manifeste depuis le renouement du pays avec une vie constitutionnelle normale, avec un retour progressif des investissements et l'accélération du rythme de la croissance (5,9% en 2016 contre 4,0% en 2015 et 2014).

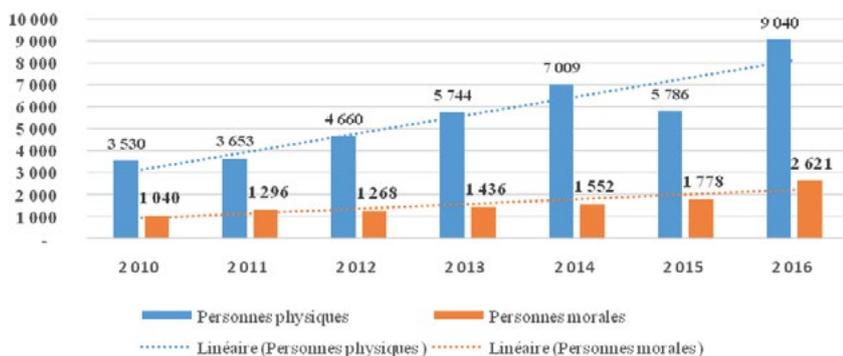
Dans ce contexte à la fois difficile et chargé d'espoir, la relance du secteur privé burkinabè requiert une vision ambitieuse, des actions courageuses et l'implication de tous. C'est le principe qui guide l'élaboration du présent plan de mandature 2016-2021 de la CCI-BF.

I.1.2. Brève prospective du secteur privé

Les réformes économiques entreprises depuis le début des années 1990 et visant à poser les bases d'une économie libérale ont certes, conduit à des résultats probants, mais au regard de la Lettre de Politique de Développement du Secteur Privé en 2002, des insuffisances demeurent quant à la place que devrait occuper ce secteur, c'est-à-dire « être le principal moteur de la croissance économique du pays ».

Les performances économiques du pays sont restées insuffisantes (5,2% de croissance en moyenne par an) et la structure de l'économie n'a pas connu une transformation positive. Environ 90%¹ des entreprises évoluent dans l'informel avec 46%² du PIB, 80% des entreprises évoluant dans le secteur formel sont de type « personnes physiques » ; toute chose qui ne concourt pas à l'essor de l'économie nationale.

Evolution des créations d'entreprises selon le type



¹ INSD (2010). Sixième recensement industriel et commercial (RIC VI). Rapport d'analyse des premiers résultats. Juillet 2010.

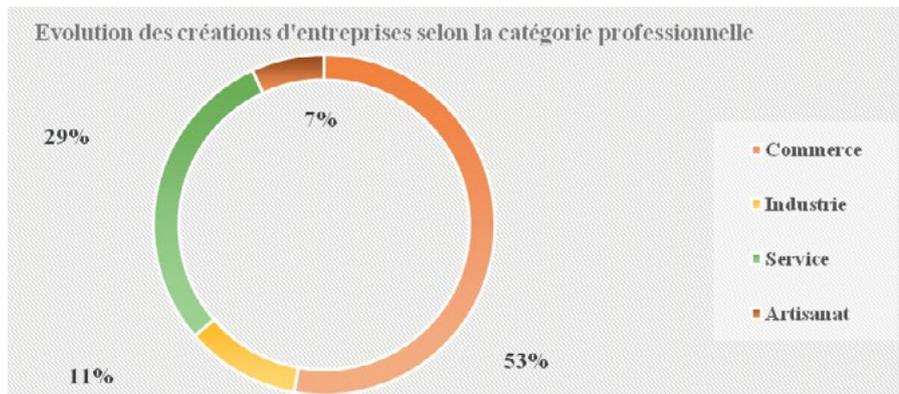
² BAD (2014).

Sur le plan sectoriel, l'économie burkinabè se caractérise comme suit :

- secteur primaire (32,9% du PIB en 2015);
- tertiaire (45,2% du PIB en 2015) et un
- secteur secondaire (21,9% du PIB en 2015).

Le secteur privé burkinabè est, lui, composé par :

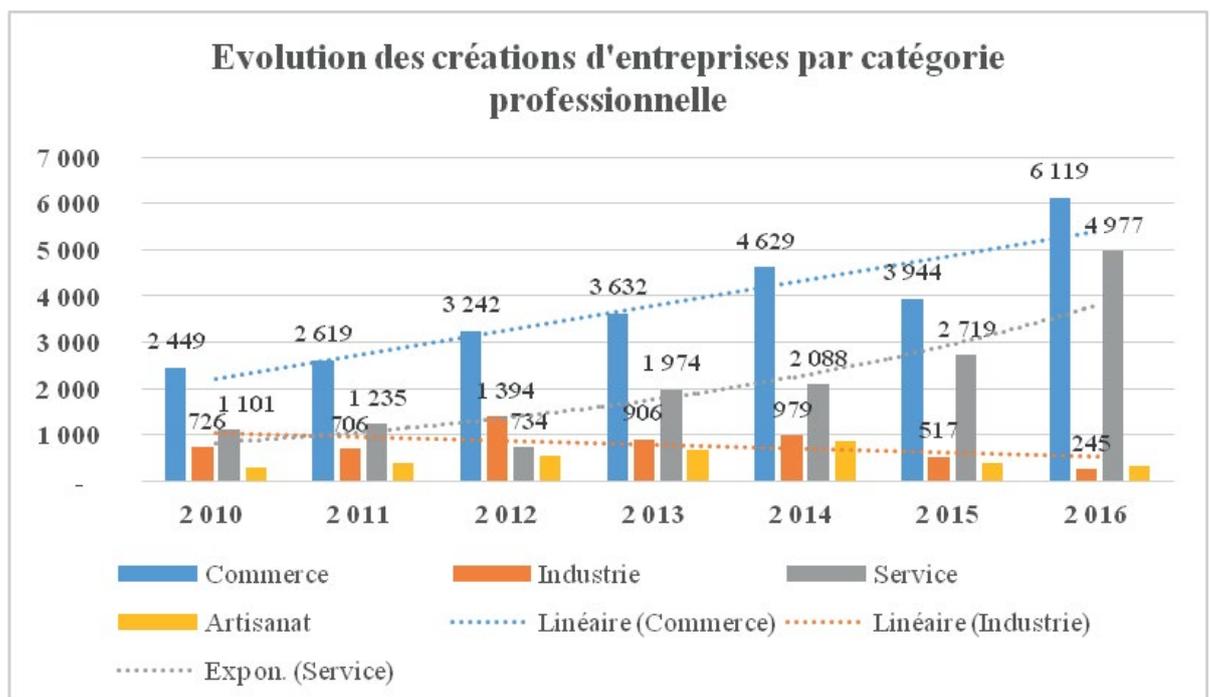
- les entreprises commerciales (53,4%) et de services (26,8%);
- les entreprises industrielles 13,8%;
- les entreprises artisanales formelles restent les plus faiblement représentées (6,0%).



Source : Fichier NERE/CCI-BF/MEBF/ 2017

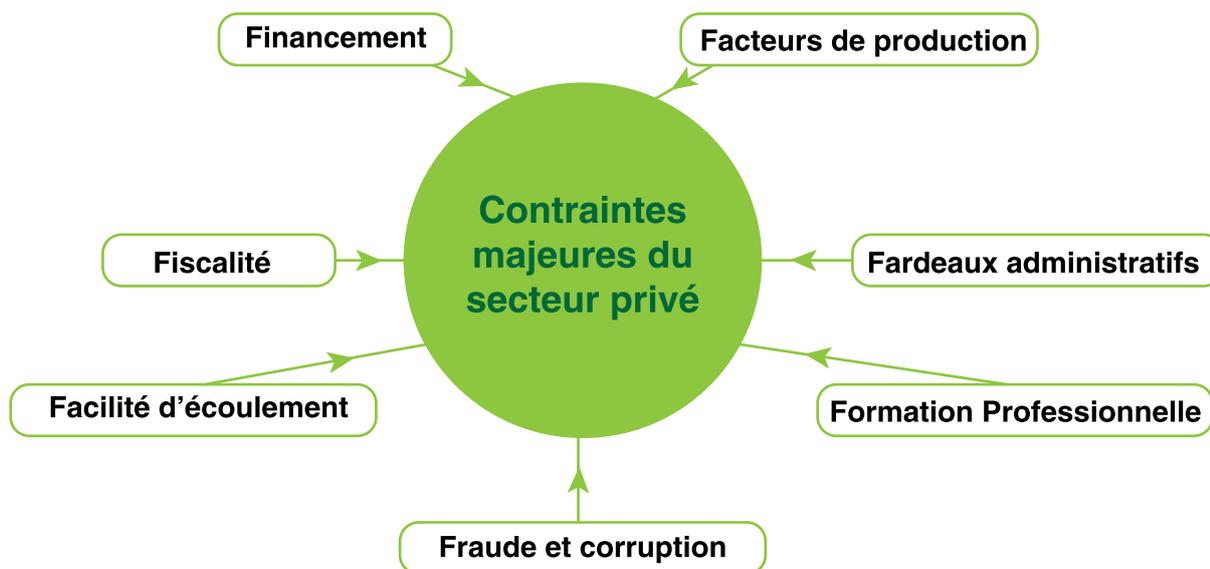
Sur un total de 70 634 répertoriées en fin 2014, environ 41 902 (soit 59,3%) entreprises sont restées actives, soit un taux de mortalité de 40%. Cette situation interpelle les structures d'appui aux entreprises, notamment la CCI-BF, pour la création de conditions favorables non seulement à la création des entreprises mais aussi à la survie et à la croissance de celles-ci à travers la mise à disposition et le renforcement de services adaptés à leurs besoins.

L'analyse des créations d'entreprises au cours des dix (10) dernières années laisse entrevoir une désindustrialisation progressive du pays, en témoigne le diagramme ci-dessous.

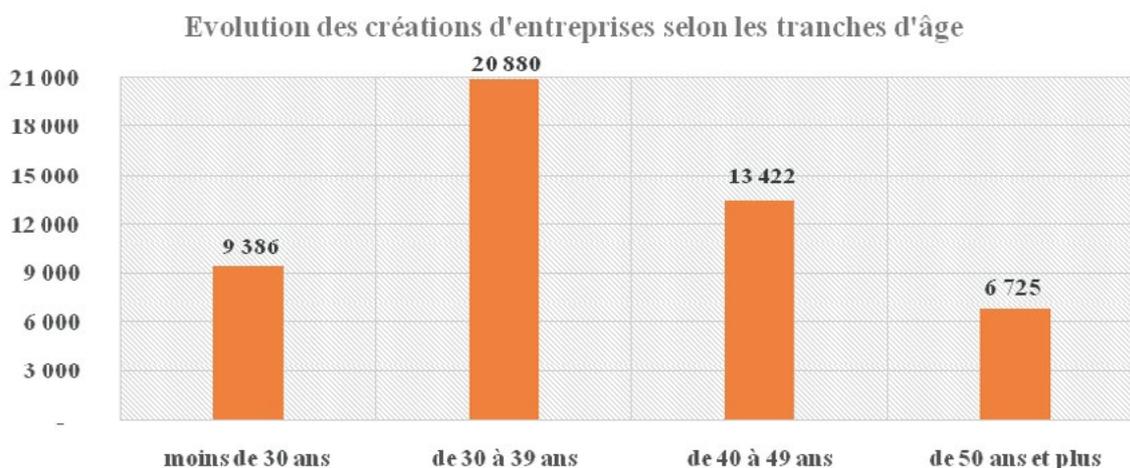


Source : Fichier NERE/CCI-BF/MEBF/ 2017

Au regard du profil des promoteurs d'entreprises, cette configuration du secteur privé burkinabé traduit l'acuité des contraintes majeures (les 7F du secteur privé)³ auxquelles les entreprises font face au Burkina Faso.



Les schémas ci-dessous présentent les statistiques sur les créations d'entreprise par tranche d'âge.

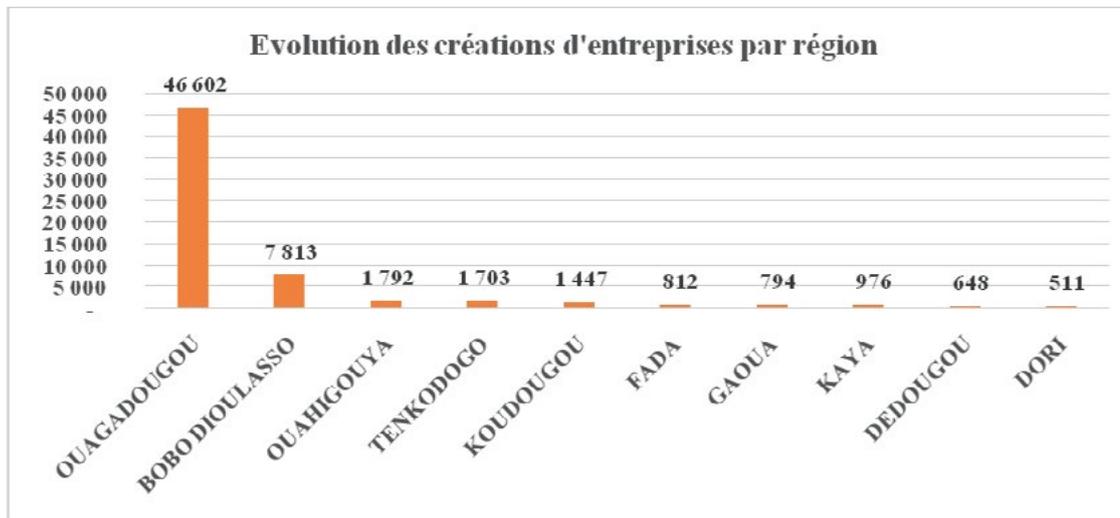


Source : Fichier NERE/CCI-BF/MEBF/ 201

Ces données rappellent à la fois les contraintes liées au secteur privé mais aussi les questions de la promotion des jeunes et des femmes dans les milieux d'affaires et appellent, de la part de la CCI-BF, des actions de soutien aux projets de cette frange de la population ainsi qu'au renforcement de l'offre de formation professionnelle à leur profit.

Par ailleurs, la forte concentration des créations d'entreprises autour des grands centres urbains comme Ouagadougou (73%) et Bobo-Dioulasso (12%) traduit l'absence d'une politique active de spécialisation régionale. Le schéma ci-dessous présente l'évolution des créations d'entreprises par région.

³ Ces 7F désignent les contraintes majeures du secteur privé burkinabé à savoir le Financement, la Fiscalité, les Facteurs de production, les Fardeaux administratifs, la Formation professionnelle, la Fraude et corruption et enfin la Facilité d'écoulement de la production.



Source : Fichier NERE/CCI-BF/MEBF/2017

La sphère économique connaît depuis quelques années des bouleversements permanents de son environnement et des acteurs économiques internationaux. Première économie au monde en termes de PIB en PPA⁴ depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, les États-Unis se sont vus détrônés par la Chine qui devient ainsi le principal pôle d'attraction de l'économie mondiale. Cette deuxième place pourrait être disputée aux USA par l'Inde à l'horizon 2050 et l'Indonésie pourrait se hisser au 4^{ème} rang de l'économie mondiale devant des pays comme le Japon et l'Allemagne (FMI, 2016). Les perspectives montrent globalement qu'à l'horizon 2050, six des sept plus grandes puissances économiques du monde pourraient sortir des pays qualifiés actuellement d'émergents et que la part de l'Union Européenne dans la production mondiale pourrait tomber en deçà de 10% dans un contexte où la taille de l'économie mondiale pourrait doubler. Les schémas ci-dessous traduisent la projection du classement par PIB en parité du pouvoir d'achat.

Projection du classement par PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA)

Classements du PIB en PPP	Classement en 2016		Classement en 2030		Classement en 2050	
	Pays	PIB en PPP	Pays	Projections de PIB en PPP	Pays	Projections de PIB en PPP
1	Chine	21 269	Chine	38 008	Chine	58 499
2	États-Unis	18 562	États-Unis	23 475	Inde	44 128
3	Inde	8 721	Inde	19 511	États-Unis	34 102
4	Japon	4 932	Japon	5 606	Indonésie	10 502
5	Allemagne	3 979	Indonésie	5 424	Brésil	7 540
6	Russie	3 745	Russie	4 736	Russie	7 131
7	Brésil	3 135	Allemagne	4 707	Mexique	6 863
8	Indonésie	3 028	Brésil	4 439	Japon	6 779
9	Royaume-Uni	2 788	Mexique	3 661	Allemagne	6 138
10	France	2 737	Royaume-Uni	3 638	Royaume-Uni	5 369
11	Mexique	2 307	France	3 377	Turquie	5 184
12	Italie	2 221	Turquie	2 996	France	4 705
13	Corée du Sud	1 929	Arabie saoudite	2 755	Arabie saoudite	4 694
14	Turquie	1 906	Corée du Sud	2 651	Nigeria	4 348
15	Arabie saoudite	1 731	Italie	2 541	Égypte	4 333
16	Espagne	1 690	Iran	2 354	Pakistan	4 236
17	Canada	1 674	Espagne	2 159	Iran	3 900
18	Iran	1 459	Canada	2 141	Corée du Sud	3 539
19	Australie	1 189	Égypte	2 049	Philippines	3 334
20	Thaïlande	1 161	Pakistan	1 868	Vietnam	3 176
21	Égypte	1 105	Nigeria	1 794	Italie	3 115
22	Nigeria	1 089	Thaïlande	1 732	Canada	3 100
23	Pologne	1 052	Australie	1 663	Bangladesh	3 064
24	Pakistan	988	Philippines	1 615	Malaisie	2 815
25	Argentine	879	Malaisie	1 506	Thaïlande	2 782
26	Pays-Bas	866	Pologne	1 505	Espagne	2 732
27	Malaisie	864	Argentine	1 342	Afrique du Sud	2 570
28	Philippines	802	Bangladesh	1 324	Australie	2 564
29	Afrique du Sud	736	Vietnam	1 303	Argentine	2 365
30	Colombie	690	Afrique du Sud	1 148	Pologne	2 103
31	Bangladesh	628	Colombie	1 111	Colombie	2 074
32	Vietnam	595	Pays-Bas	1 080	Pays-Bas	1 496

Source : Estimations du FMI pour 2016 (mises à jour pour la Turquie), projections de PwC pour 2030 et 2050

⁴ Parité de Pouvoir d'Achat
Le PIB en PPA est le PIB réel multiplié par le taux d'inflation

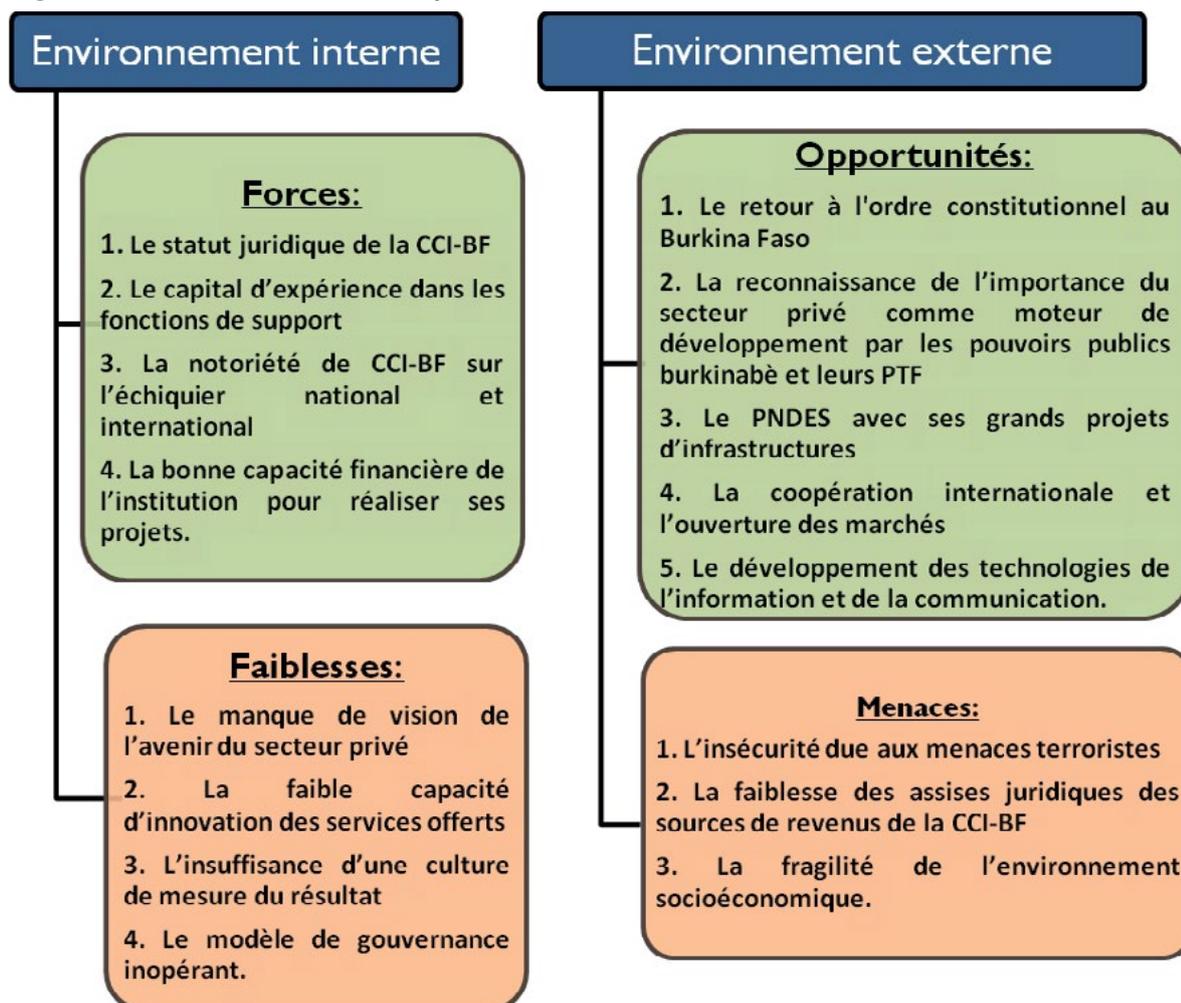
L'enjeu majeur de ces mutations pour les entreprises burkinabè est de pouvoir se projeter dans l'avenir et se préparer pour tirer profit de la croissance des marchés émergents. Pour cela, les entreprises doivent pouvoir se montrer suffisamment anticipatrices pour, non seulement surmonter les tempêtes économiques et politiques conjoncturelles liées aux différents bouleversements économiques ; mais aussi et surtout se positionner en vue de prendre une part active, à travers des partenariats commerciaux stratégiques, à la gestion des nouveaux flux commerciaux générés par la croissance mondiale.

Les éléments d'analyse peuvent être approfondis par une étude prospective du secteur privé que la CCI-BF engagerait à faire réaliser par des consultants de haut niveau.

I.2. Analyse de l'environnement interne et externe de l'institution

Elle s'appuie d'une part, sur les résultats de l'évaluation du plan de mandature 2007-2012 et l'évaluation des actions majeures réalisées sur la période 2013-2016 et, d'autre part, sur une revue documentaire des études et différents diagnostics réalisés au cours des dernières années sur le secteur privé. Le diagnostic a été alimenté en partie par les résultats d'une enquête et des entrevues réalisées auprès du personnel, des entreprises, des partenaires techniques, financiers et institutionnels sur la gouvernance et les actions de la CCI-BF.

Le diagnostic a consisté à faire l'analyse de l'environnement interne et externe de l'institution.



I.2.1. Forces de la CCI-BF

I.2.1.1. Le statut juridique actuel de la CCI-BF

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF), Assemblée Consulaire, est un établissement public à caractère professionnel doté de la personnalité morale, de l'autonomie financière et de gestion (Cf. article 2 des statuts). L'article 4 desdits statuts stipule que l'institution assure l'exécution des travaux et la gestion des services et équipements nécessaires aux intérêts dont elle a la charge. Ce qui lui permet de mobiliser des ressources propres par divers moyens.

I.2.1.2. Le capital d'expériences de la CCI-BF dans les fonctions de support

La CCI-BF dispose d'un capital d'expériences en matière d'accompagnement des entreprises. Les supports développés concernent la formation, la communication, les études, la veille, le Fichier NERE, l'information économique, l'organisation d'événementiels, le développement et la gestion d'infrastructures/équipements économiques d'utilité publique (Ouagarinter, Boborinter, les entrepôts dans les pays voisins, etc.).

En matière d'événementiels, le Forum de développement des entreprises (AFRICALLIA) se tient régulièrement tous les deux ans depuis 2010, à l'effet d'impulser au sein de l'espace économique national et ouest-africain, une dynamique de recherche de partenariats. Il y a également le Séminaire national sur la conteneurisation en Afrique de l'Ouest qui a été organisé en 2013, puis en 2014 et en 2016 avec pour nouvelle dénomination « Journées Nationales de la Logistique » (JNL).

Dans le domaine de la formation, 8 187 apprenants ont été formés dans les centres de formation de l'Institution durant la période 2007-2016.

Quant au Centre d'Arbitrage et de Conciliation de Ouagadougou (CAMC-O), 433 dossiers ont

été enrôlés sur la période 2007-2016, dont 170 en arbitrage, 250 en médiation et 13 dossiers de perfectionnement de contrats.

En termes de création d'entreprises par les Centres de Formalité des entreprises (CEFORE), 66 613 entreprises dont 49 571 entreprises individuelles et 13 527 Sociétés, ont été créées sur la période 2006-2016.

Pour ce qui concerne le trafic des marchandises, 1 429 950 tonnes de marchandises sont attendues en 2017 et un cumul de 8 388 947 tonnes de marchandises de 2018 à 2021.

Sur la période de 2016 à juin 2017, 53 082 dossiers (Exportation et Importation) ont été traités par la Société de Gestion de Sylvie (SOGESY) dans le processus de dédouanement.

I.2.1.3. La notoriété de la CCI-BF sur l'échiquier national et international

L'institution est l'une des structures nationales habilitées à représenter le secteur privé devant les pouvoirs publics et les organismes nationaux et internationaux. Elle parle au nom du monde des affaires et défend leurs intérêts dans les instances décisionnelles partout où le besoin est.

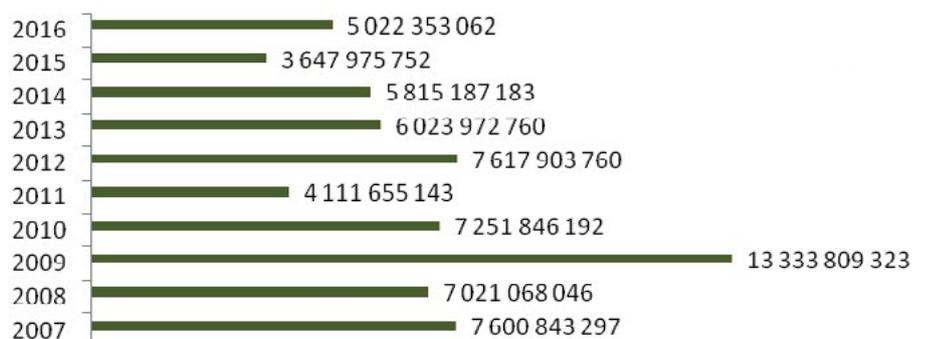
Dans ce cadre, elle organise la rencontre Gouvernement/Secteur privé et participe à plus d'une centaine de cadres de concertation.

Au niveau international, elle est membre de plusieurs organisations dont la Chambre de Commerce Internationale (CCI), la Commission Permanente des Chambres Consulaires Africaines et Francophones (CPCCAF), la Maison de l'Afrique, la Chambre Consulaire Régionale (CCR), la Fédération des Chambres de Commerce de l'Afrique de l'Ouest (FCAO), etc. L'institution a signé plusieurs conventions de partenariat avec des chambres consulaires à l'étranger.

I.2.1.4. La bonne capacité financière de l'institution

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso présente des ratios financiers qui caractérisent sa solidité. Elle dispose de capitaux permanents suffisamment élevés pour financer, de manière durable, à la fois ses immobilisations, ses activités et son fonctionnement: le fonds de roulement est substantiellement positif de 2007 à 2016. Il s'agit d'un indice positif en matière de solvabilité pour l'entreprise.

Graphique 8 : Évolution du fonds de roulement



■ Fonds de roulement

Source : Construit à partir des données financières 2007–2016 CCI-BF/Direction en charge des finances/Mai 2017

Formule : Fonds de roulement = Capitaux permanents - actifs immobilisés

I.2.2. Faiblesses de la CCI-BF

Quatre (4) grandes faiblesses influencent négativement la stratégie de développement de la Chambre de Commerce et d'Industrie :

- Le manque de vision de l'avenir du secteur privé,
- La faible capacité d'innovation des services offerts,
- L'insuffisance d'une culture du résultat,
- Le modèle de gouvernance inopérant.

1.2.2.1. Le manque de vision de l'avenir du secteur privé

Le Burkina Faso participe faiblement dans les chaînes de valeurs mondiales. En effet, le manque de technologie adaptée et de main-d'œuvre qualifiée limitent fortement la transformation des produits locaux. Cette situation rend difficile l'essor de l'industrie de transformation qui reste, cependant, une étape essentielle pour le développement.

Malgré l'élaboration d'un premier plan (2002-2007) par la CCI-BF et d'un second plan de mandature (2007-2012), on ne perçoit pas une démarche de planification continue qui trace l'avenir du secteur privé burkinabè.

D'une part, la procédure d'élaboration des plans stratégiques de mandature (PSM) est discontinuée. En effet, le PSM 2007-2012 n'a pas pu être relayé à temps ni par un PSM 2013-2018 ni par un PSM intérimaire, laissant libre cours à l'élaboration des programmes d'activités annuels (2013-2016) sur la base des Lettres de cadrage budgétaire annuelles.

D'autre part, dans le contenu, il n'y a pas d'ancrage du PSM 2007-2012 avec le document du CSLP et subséquemment de la SCADD, qui étaient pourtant des documents de politique de l'époque.

1.2.2.2. La faible capacité d'innovation des services offerts

Si le cœur de métier de la CCI-BF est l'accompagnement des entreprises, et ses constantes de métier (i) le plaidoyer du monde économique, (ii) l'intelligence économique, (iii) le renforcement des compétences des opérateurs économiques, (iv) la gestion et le développement

des infrastructures, et (v) l'accompagnement de proximité, alors la CCI-BF devrait mettre l'accent sur ses capacités de conseils. Cependant, le profil de son personnel est en déphasage par rapport à cet état en termes d'expertise correspondante. En effet, plus de la moitié, soit 50,47% du personnel, sont des agents d'exécution et de soutien. Cette configuration ne cadre pas avec les aspirations de la CCI-BF dont la vocation est d'être une structure de conseils et d'accompagnements spécialisés et complexes du secteur privé.

En conséquence, la production de Travaux économiques et sectoriels et d'Études économiques et sectorielles (TES/EES), pivot de la bonne intelligence économique, reste faible.

1.2.2.3. L'insuffisance d'une culture de mesure du résultat

La mise en œuvre d'un mécanisme de suivi-évaluation du PSM 2007-2012 n'a pas été effective. Autrement dit, l'ancien plan n'était pas accompagné d'un dispositif de suivi-évaluation, ni d'un cadre logique de résultats. Seulement des outils de reporting avaient été conçus pour assurer le suivi factuel des activités ; ce qui fait qu'il était difficile d'évaluer la performance objective par manque d'indicateurs et de cibles préalablement élaborés.

Ainsi, l'exécution du plan stratégique de mandature passée a souffert d'insuffisances quant à l'application des principes et concepts de la GAR.

1.2.2.4. Un modèle de gouvernance inopérant

La gouvernance d'entreprise de la CCI-BF, fragilisée par (i) la concentration de facto des pouvoirs entre les mains de la Présidence, et (ii) les immixtions parfois des pouvoirs publics, pose un problème institutionnel. L'institution endure de ce fait des conflits de pouvoirs et d'intérêts qui ne confèrent pas le pouvoir nécessaire de décision à sa technostucture. Cette situation serait à l'origine d'une certaine inefficacité de la prise de décisions.

À cette situation, s'ajoutent les faiblesses opérationnelles de communication interne, de délégation de pouvoirs, d'évaluation de performances du personnel et des faibles capacités institutionnelles de certaines directions.

La CCI-BF, l'excellence au service
d'un secteur privé prospère !

I.2.3. Opportunités

1.2.3.1. Le retour à l'ordre constitutionnel au Burkina Faso

Après l'insurrection populaire, le Burkina Faso a renoué avec l'ordre constitutionnel normal en organisant des élections libres, transparentes et crédibles dont les résultats ont été acceptés par tous les candidats. Ces élections ont été saluées par la communauté internationale. De ce fait, le pays devrait être bien noté en matière de démocratie, ce qui constituerait une aubaine pour l'attraction des investisseurs étrangers. On pourrait même dire que c'est ce qui a contribué à l'éligibilité du Burkina Faso au second Compact américain.

1.2.3.2. La reconnaissance de l'importance du secteur privé comme moteur de développement

Les statistiques économiques indiquent, en effet, que le PIB est composé du secteur tertiaire (38 % - commerce, transport, communication et autres services), suivi par les secteurs primaire (35 % - agriculture, élevage, sylviculture et pêche) et secondaire (27 % - mines, industries extractives, BTP, électricité et eau). L'action de la Chambre de Commerce et d'Industrie porte sur les leviers les plus déterminants de la croissance économique. C'est en raison de ce poids dans l'économie que l'institution saisit une chance de faire valoir, à un niveau élevé, sa mission.

La volonté affichée des PTF à accompagner le développement du secteur privé, la disponibilité des pouvoirs publics à adopter des politiques publiques en faveur du développement du secteur et la prise en considération des Chambres de Commerce dans l'adoption de politiques économiques par les organisations régionales et sous régionales, constituent autant d'opportunités de développement qui s'offrent à la CCI-BF.

1.2.3.3. Le référentiel national de développement (le PNDES)

Le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) accorde une importance au secteur privé pour la relance de l'économie nationale. Ce partenariat stratégique PNDES-Secteur privé repose sur (i) le développement durable d'un secteur agro-sylvo-pastoral, faunique et halieutique productif et résilient, davantage orienté vers le marché et basé sur les principes de développement durable, (ii) le développement d'un secteur industriel et artisanal compétitif, à forte valeur ajoutée et créateur d'emplois décents, (iii) la promotion du commerce et l'expansion des industries de services à forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois décents, (iv)

le développement des infrastructures de qualité et résilientes, pour favoriser la transformation structurelle de l'économie. Tous ces projets offrent des opportunités d'investissements aux régions certes, mais aussi à l'État, au secteur privé et à la CCI-BF.

1.2.3.4. La coopération internationale et l'ouverture des marchés

De nos jours, cette coopération constitue un pilier important pour toute institution qui veut se hisser dans son domaine d'intervention. Elle offre des possibilités d'échanges d'expériences, d'outils et de méthodologie de travail. Elle offre également des possibilités en termes de production et de facilitation des échanges commerciaux.

De ce fait, dans son processus de repositionnement au cours de cette mandature 2016-2021, la CCI-BF se doit de créer davantage des relations de partenariat avec des CCI (Afrique, Amérique, Asie, Europe, etc.) et d'autres institutions d'appui au secteur privé afin de bénéficier de leur savoir-faire et de le dupliquer au besoin. Cela nécessitera des signatures de conventions de partenariat où les domaines de coopération et les règles de collaboration seront définis.

1.2.3.5. Le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC)

La Chambre de Commerce et d'Industrie évolue dans un monde de plus en plus numérisé et elle ne doit pas se mettre en marge. Les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) constituent aujourd'hui une aubaine pour tous les acteurs économiques et la CCI-BF se doit de tirer le maximum de profit en développant des plateformes et en mettant certains de ses produits ou services en ligne au profit de ses ressortissants. Ces plateformes pourraient être utilisées pour constituer une banque de données virtuelle d'informations économiques en partenariat avec d'autres institutions ou CCI.

I.2.4. Menaces

Trois (3) menaces pourraient entraver les perspectives de la Chambre de Commerce et d'Industrie à l'horizon 2021 :

- l'insécurité due aux actes terroristes,
- la faiblesse des assises juridiques des sources de revenus de la CCI-BF,
- la fragilité de l'environnement socioéconomique.



I.3. Défis à relever

Deux grands défis stratégiques sont à relever au cours de cette mandature. Il s'agit de l'amélioration de la gouvernance de la Chambre de Commerce et d'Industrie et de la réponse apportée aux enjeux de compétitivité du secteur privé national.

I.3.1. Amélioration de la gouvernance de la Chambre de Commerce et d'Industrie

Tous les acteurs des milieux économiques sont unanimes à reconnaître que la gouvernance de l'institution est à revoir au regard de ses insuffisances et des performances mitigées. Ainsi, l'administration consulaire doit être modernisée avec la mise en place d'outils modernes de gestion. Le rôle des instances consulaires et de l'administration consulaire doit être respecté de sorte qu'il n'y ait pas un conflit dans la chaîne de décision. La délégation de pouvoir du Président au Directeur Général de la CCI-BF doit être une réalité afin d'éviter les blocages dans le fonctionnement administratif et de donner plus de chance de réussite au plan stratégique. Le nouvel organigramme qui serait adapté au contexte actuel doit être opérationnel afin de redynamiser l'administration.

Le déploiement actuel des services de la CCI-BF en régions, viendra combler son manque de représentativité sur tout le territoire.

I.3.2. Réponse aux enjeux du secteur privé

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso a une mission de service public qui la conduit à fournir des réponses aux différentes difficultés connues dans son secteur de compétence. Elle se propose de relever les défis suivants d'ici à 2021 :

- Bâtir un secteur privé fort et dynamique ;
- Soutenir la croissance économique nationale ;
- Contribuer à la formalisation des entreprises ;
- Créer un tissu important d'entreprises viables ;
- Développer la performance du secteur privé pour qu'il soit compétitif sur le plan national et international ;
- Développer une forte offre de services (financiers et non financiers) de qualité, adaptée aux besoins des entreprises ;
- Renforcer l'adaptabilité du secteur privé et sa capacité d'innovation ;
- Impulser des politiques de développement des entreprises.

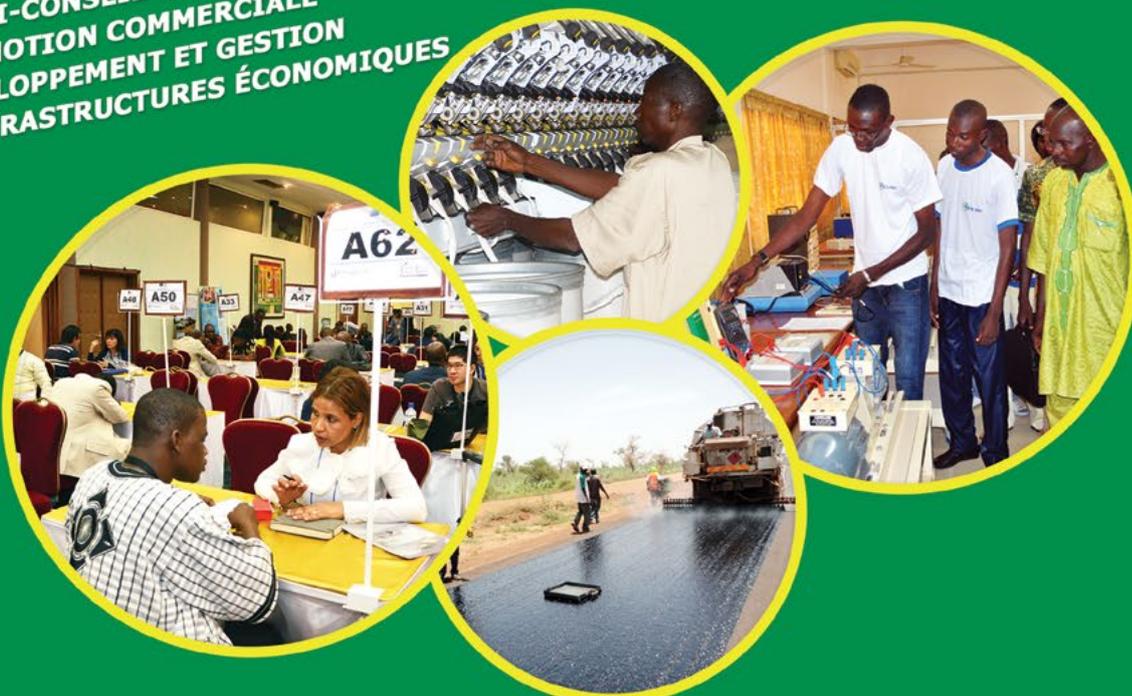


CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO

La Sérénité d'un partenaire
toujours à votre écoute.

avi
537 25 20

- INFORMATION, FORMATION, PROSPECTIVE
ET INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE
- APPUI-CONSEIL AUX OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES;
- PROMOTION COMMERCIALE
- DÉVELOPPEMENT ET GESTION
D'INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES



Avenue de Lyon, 01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél : +226 25 30 61 14 / +226 25 30 61 15 - Fax : +226 25 30 61 16
E- mail : info@cci.bf - site web : www.cci.bf

PARTIE II



LA FONDATION STRATÉGIQUE

II.1. Mission, vision, valeurs et principes directeurs de la CCI-BF

Les énoncés de mission, de vision, de valeurs et des principes directeurs ont été élaborés à la lumière du programme du Président, des statuts de la CCI-BF et de l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces identifiées par son personnel et ses partenaires.

Mission

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso représente et défend les intérêts généraux du commerce, de l'industrie et des services. Elle contribue à la prospérité économique par une offre de services adaptés aux besoins du secteur privé.

Valeurs

Équité – Engagement - Sens de la responsabilité
- Esprit d'équipe - Professionnalisme- Proactivité.

Vision

À l'horizon 2021, la CCI-BF est l'institution majeure de référence au cœur des actions de développement du secteur privé.

Valeur	Définition
Équité	Défendre de manière juste l'intérêt collectif dans le respect et la protection des intérêts du secteur privé tout en se conformant à la réglementation des affaires en vigueur
Engagement	S'impliquer fortement auprès de tous les acteurs, dans le respect des principes, des valeurs de la CCI-BF et des engagements pris avec le monde des affaires
Responsabilité	S'engager sans réserve dans la réalisation optimale de nos actions dans le respect des lois et de l'environnement et assumer pleinement les conséquences de nos décisions
Esprit d'équipe	Instaurer la concertation, la collégialité dans les prises et la définition des décisions consensuelles
Professionnalisme	Accomplir les missions avec conscience et rigueur dans le respect de l'éthique et des bonnes pratiques

Principes directeurs

- Promotion de l'initiative privée
- Sens de l'intérêt général
- Gestion orientée résultats
- Bonne gouvernance

Principes directeurs	Définition
Promotion de l'initiative privée	Promouvoir la création et le développement des entreprises sur le territoire national
Sens de l'intérêt général	Agir pour le compte et au profit de tous
Gestion orientée résultats	Promouvoir la culture de résultats à tous les niveaux
Bonne gouvernance	Agir dans le respect des textes et lois, la déontologie, le professionnalisme et l'éthique

II.2. Orientations stratégiques définies

Les orientations ou axes stratégiques choisis par la CCI-BF apportent une réponse aux défis et enjeux identifiés. Elles (ils) traduisent les thématiques de changement que la CCI-BF souhaite accomplir afin de réaliser sa vision à l'horizon 2021, déterminent les domaines dans lesquels la CCI-BF a choisi de concentrer ses efforts afin de réaliser sa vision. Elles (ils) correspondent à un scénario volontariste, ambitieux mais réaliste qui vise à moderniser l'institution par une rupture avec le passé afin de répondre aux attentes du secteur privé.

C'est dans cette optique que les axes stratégiques ont été définis.

ÉTAPE DE DÉFINITION DES AXES STRATÉGIQUES DU PLAN



Résultats intermédiaires (Ri.1) :

- 1.1. Une nouvelle gouvernance vertueuse et apaisée est instaurée dans le management consulaire
- 1.2. Le climat des affaires est amélioré de manière substantielle avec la mise en place d'une nouvelle offre de facilitation administrative en faveur des entreprises
- 1.3. Le dialogue public-privé est revitalisé à travers de nouveaux dispositifs de concertation
- 1.4. Le système d'information et de communication est amélioré avec une nouvelle offre de services
- 1.5. La performance de l'institution est améliorée par l'excellence opérationnelle de la GAR

Résultat stratégique :

Le secteur privé est mieux défendu par une institution bien gouvernée

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.1.1	Une nouvelle gouvernance consulaire vertueuse et apaisée est mise en place	% d'instances statutaires (commissions et AG) tenue
Extrants	1.1.1. Les textes de base sont revus pour renforcer la gouvernance consulaire	Nombre de textes révisés
	1.1.2. Des organes consulaires opérationnels et efficaces sont créés et animés	Nombre d'organes consulaires créés
	1.1.3. Un cadre de concertation entre les structures spécialisées de la CCI-BF est créé et opérationnel	Le cadre de concertation créé

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.1.2	Le climat des affaires est amélioré avec la mise en place d'une nouvelle offre de facilitation administrative en faveur des entreprises	L'offre de facilitation
Extrants	1.1.1. De nouveaux dispositifs de facilitation des affaires sont créés et fonctionnels	Nombre de dispositifs créés
	1.1.2. Les textes majeurs qui régissent les affaires sont réformés	Nombre de textes réformés

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.1.3	Le dialogue public-privé est revitalisé à travers de nouveaux dispositifs de concertation	Nombre de nouveaux dispositifs ; le niveau d'engagement
Extrants	1.3.1. De nouveaux cadres de dialogue entre le secteur privé et ses partenaires sont mis en place et animés	Nombre de nouveaux cadres de dialogue créés et fonctionnels

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.1.4	Le système d'information et de communication est rénové avec une nouvelle offre de services	Les niveaux d'amélioration
Extrants	1.4.1. Un plan de communication institutionnel est élaboré et mis en œuvre	Le plan de communication élaboré
	1.4.2. Les canaux et supports d'information et de communication en direction du secteur privé sont diversifiés et renforcés	Le nombre de canaux et supports d'information créés

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.1.5	La performance de l'institution est améliorée par l'excellence opérationnelle de la GAR	Les outils de gestion utilisés et leur niveau d'efficacité et d'efficience
Extrants	1.5.1. Les outils de gestion sont revus et améliorés	Le nombre d'outils de gestion revus
	1.5.2. Les capacités du personnel sont renforcées pour faire face aux nouveaux défis de l'institution	Nombre d'agents formés
	1.5.3. Les sources de revenus sont accrues, diversifiées, pérennisées et sécurisées	Nombre de nouvelles sources de revenus consolidées et diversifiées
	1.5.4. Les structures spécialisées de la CCI-BF sont mieux accompagnées	Nombre d'actions d'accompagnement

► Axe 2- Développement du capital humain et facilitation de l'accès des entreprises au financement

Le financement du secteur privé reste toujours une préoccupation majeure. En plus de cette problématique de financement, les acteurs privés ont des difficultés à disposer de ressources humaines qualifiées et en nombre, capables de satisfaire leurs besoins. Pour apporter une réponse à ces préoccupations, la CCI-BF doit déployer des efforts supplémentaires en matière de renforcement des capacités de ses ressortissants, travailler à faciliter l'accès au financement et contribuer à

mettre sur le marché des ressources humaines qualifiées qui répondent aux besoins des opérateurs économiques.

La mise en œuvre des activités de cet axe va permettre aux entreprises d'optimiser la gestion de leurs ressources, d'innover et d'atteindre l'excellence opérationnelle. Cet axe comporte deux (2) résultats intermédiaires et six (6) extrants qui permettront d'atteindre le résultat stratégique.

Résultats intermédiaires (Ri.2) :
 2.1. L'offre de formation professionnelle est adaptée aux besoins des entreprises
 2.2. Des dispositifs de facilitation de l'accès au financement des entreprises sont mis en place et fonctionnels.



Résultat stratégique :
 Le secteur privé renforce son capital humain et financier grâce à de nouveaux services innovants en matière de formation et de financement

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.2.1	L'offre de formation professionnelle est adaptée aux besoins des entreprises	Le nombre de modules développés dans les centres
Extrants	2.1.1. Les centres de formation existants sont restructurés et offrent des formations adaptées	Le nombre de centres restructurés et de filières ouvertes
	2.1.2. De nouveaux centres de formation sont créés et opérationnels	Le nombre de centres créés et de filières ouvertes
	2.1.3. Les acteurs économiques disposent de bonnes pratiques en matière de formation professionnelle	Le nombre de propositions faites
	2.1.4. Des formations professionnelles spécifiques adaptées aux besoins du secteur privé sont proposées	Le nombre de formations proposées
	2.1.5. Les capacités des opérateurs économiques sont renforcées	Nombre d'acteurs formés aux thèmes développés

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.2.2	Des dispositifs de facilitation de l'accès des entreprises au financement sont mis en place et fonctionnels	Le nombre de dispositifs créés et fonctionnels
Extrants	2.2.1. Des services financiers en faveur des entreprises sont promus (services financiers classiques des banques, des institutions de micro-finance, financements innovants)	Le nombre de services financiers promus

► Axe 3- Développement de l'intelligence économique et du portefeuille de services d'appui-conseil aux entreprises

La Chambre de Commerce a, certes, développé des services d'appui qu'elle gère en régie ou par le biais de certaines structures qu'elle a contribué à créer. Il reste que les besoins sont immenses et méritent un élargissement du portefeuille de services à caractère méso-économique pour favoriser l'innovation et la performance des entreprises.

Dans cette dynamique, le troisième axe stratégique vise à élargir les sources d'opportunités d'affaires et à renforcer l'offre de services dédiés à la frange fragile mais dynamique du bassin économique que constituent les TPE, les PME/PMI, les jeunes, les femmes d'affaires et le secteur informel.

Aussi, la CCI-BF devra mettre en place un système d'intelligence économique au service de la performance et de l'excellence opérationnelle des entreprises et devra aussi renforcer les capacités des entreprises privées.

À travers les quatre (4) résultats intermédiaires, les onze (11) extrants, cet axe devra participer à la prise en charge des préoccupations des acteurs des secteurs du commerce, de l'industrie, des services et du développement international.

Résultats intermédiaires (Ri.3) :

- 3.1. L'intelligence économique est mieux implantée et valorisée dans l'institution et le secteur privé
- 3.2. Le secteur privé dispose de solides programmes d'appui transsectoriels pour accroître sa prospérité
- 3.3. Les activités de commerce, d'industrie et de services sont davantage développées
- 3.4. La présence du secteur privé burkinabè à l'international est renforcée

Résultat stratégique :

Résultat stratégique :
 Les entreprises relevant des secteurs d'activités couverts par l'institution améliorent leur compétitivité grâce à la mise en place d'un portefeuille dynamique de services d'appui-conseil

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.3.1	L'intelligence économique est mieux implantée et valorisée dans l'institution et le secteur privé	- Le nombre d'études réalisées - Le nombre d'entreprises bénéficiaires
Extrants	3.1.1. Des rapports d'études sur le secteur privé sont disponibles	Le nombre de rapports d'études réalisées
	3.1.2. L'intelligence économique est développée dans les entreprises et au sein de la CCI-BF	Le nombre d'acteurs bénéficiaires
	3.1.3. Un système de reconnaissance du mérite des opérateurs économiques est mis en place	Le nombre d'opérateurs économiques récompensés

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.3.2	Le secteur privé dispose de solides programmes d'appui transsectoriels pour accroître sa prospérité	Le nombre de programmes élaborés et mis en œuvre
Extrants	3.1.1. De nouveaux programmes de soutien sont développés au profit de l'ensemble des secteurs d'activités économiques	Nombre de programmes développés
	3.1.2. Les jeunes et les femmes d'affaires ont accès à de nouveaux espaces économiques qui leur sont dédiés	Le nombre de bénéficiaires
	3.1.3. Les entreprises du secteur informel sont mieux accompagnées à se formaliser	Le nombre d'actions d'accompagnement
	3.1.4. Le cadre des projets de partenariat public - privé est revu et renforcé	Le cadre juridique et institutionnel des PPP renforcé

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.3.3	Les activités de commerce, d'industrie et de services sont davantage développées	Le nombre d'actions menées
Extrants	3.3.1. L'activité de commerce est davantage développée	Le nombre d'actions menées pour le secteur
	3.3.2. L'activité industrielle est davantage développée	Le nombre d'actions menées pour le secteur
	3.3.3. L'activité de services est davantage développée	Le nombre de plateformes mises en place et fonctionnelles

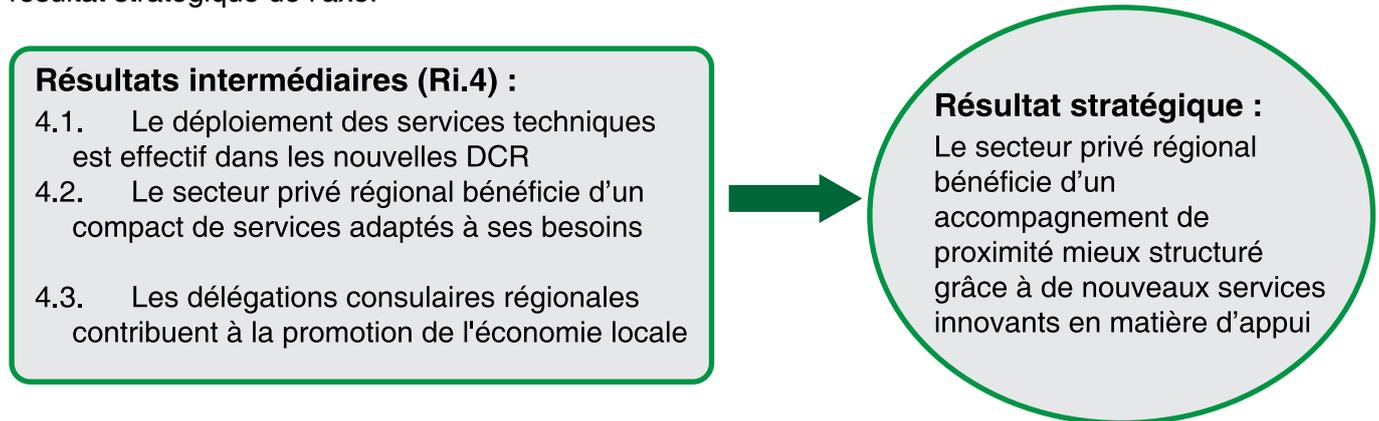
Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.3.4	La présence du secteur privé burkinabè à l'international est renforcée	Nombre de participants
Extrants	3.4.1. Les entreprises disposent de nouveaux services de soutien à leurs opérations internationales	Le nombre de nouveaux services de soutien

► Axe 4- Renforcement de l'accompagnement de proximité des entreprises dans les régions

L'une des décisions majeures contenues dans les nouveaux statuts de la Chambre de Commerce et d'industrie porte sur la déconcentration intégrale de l'institution, avec la mise en place d'Assemblées et de Délégations Consulaires Régionales qu'il convient de mettre rapidement en activités.

À cet égard, un axe spécifique y est consacré avec comme résultat stratégique de permettre au secteur privé régional de bénéficier d'un accompagnement de proximité mieux structuré grâce à de nouveaux services innovants en matière d'appui.

L'axe 4 est bâti sur trois (3) résultats intermédiaires et quatre (4) extrants qui permettront d'atteindre le résultat stratégique de l'axe.



Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.4.1	Le déploiement des services techniques est effectif dans les nouvelles DCR	Les DCR fonctionnelles
Extrants	4.1.1. Les services techniques déconcentrés sont opérationnels	Présence des services techniques en régions

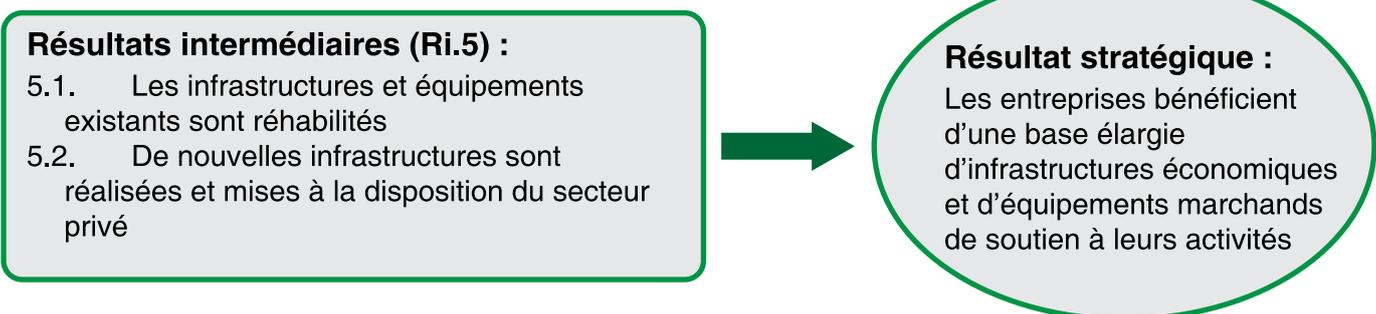
Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.4.2	Le secteur privé régional bénéficie d'un compact de services adaptés à ses besoins	Les types de services offerts aux entreprises
Extrants	4.2.1. L'accessibilité des services de proximité en régions est améliorée	Le nombre de services déployés en régions

Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.4.3	Les délégations consulaires régionales contribuent à la promotion de l'économie locale	Nombre d'actions menées
Extrants	4.3.1. Un cadre de dialogue entre opérateurs économiques et les services administratifs locaux est créé et animé dans chaque région	Le cadre de concertation créé
	4.3.2. Les potentialités économiques régionales sont promues	Le nombre d'actions de promotion réalisées

► Axe 5 - Développement et renforcement de l’offre en infrastructures et en équipements économiques

La Chambre de Commerce et d’Industrie a joué un rôle majeur dans la mise en place de certaines infrastructures structurantes de notre économie comme Ouagarinter, le Port Sec de Bobo et les entrepôts sous douane dans les pays à façade maritime de la sous-région. Eu égard au déficit d’infrastructures de soutien à l’activité économique et à la sollicitation de la communauté des affaires, la Chambre de Commerce et d’Industrie doit toujours assumer son rôle institutionnel en matière d’infrastructures économiques collectives dans notre pays.

Pour relever ce défi, le cinquième et dernier axe stratégique ambitionne de permettre aux entreprises de bénéficier d’une base élargie d’infrastructures et d’équipements économiques de soutien à leurs activités. Deux (2) résultats intermédiaires et deux (2) extrants ont été identifiés et devraient faciliter l’atteinte du résultat stratégique énoncé à travers l’axe.



Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.5.1	Les infrastructures et équipements existants sont réhabilités	Le nombre d’infrastructures existantes réalisées
Extrants	5.1.1. Les infrastructures dégradées sont rénovées	Le nombre d’infrastructures rénovées

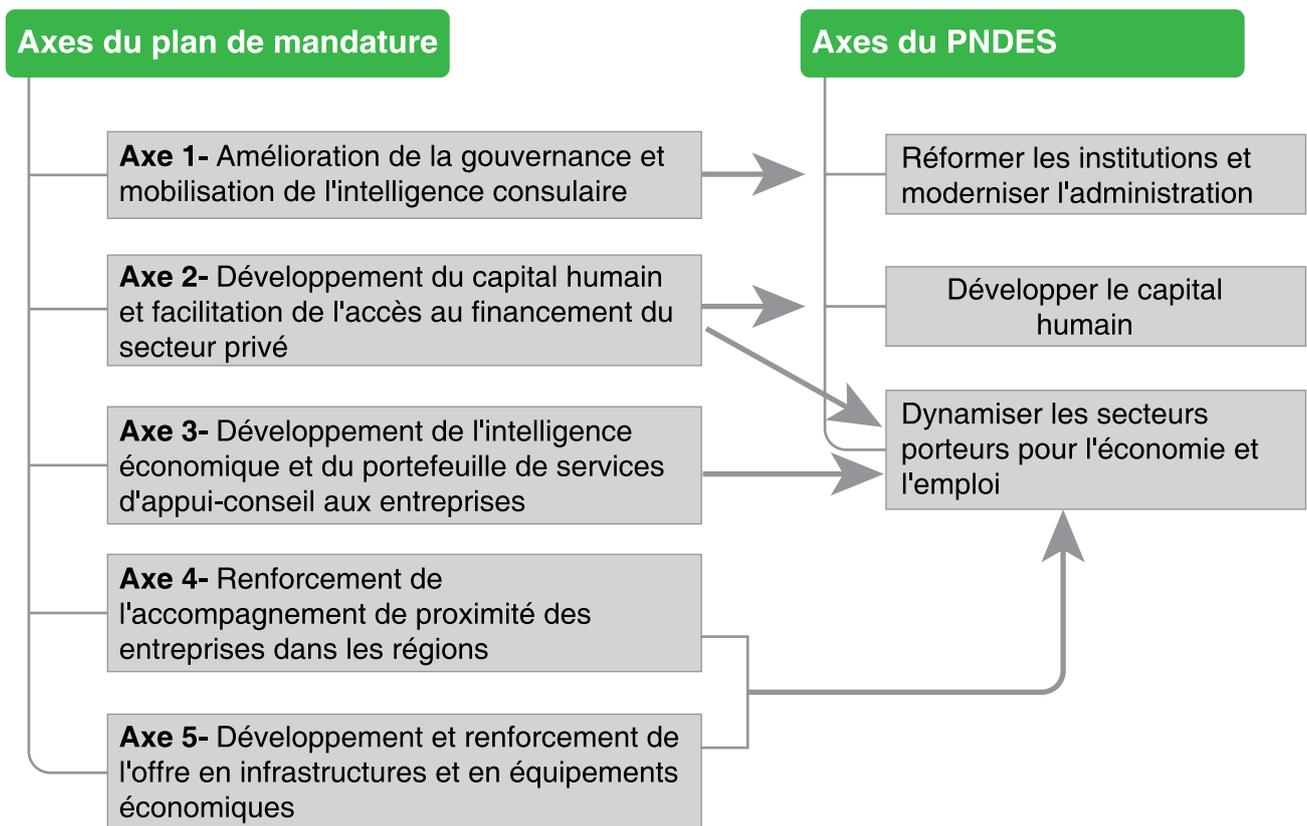
Rubrique	Contenu	Indicateur
Ri.5.2	De nouvelles infrastructures sont réalisées et mises à la disposition du secteur privé	Le nombre de nouvelles infrastructures réalisées
Extrants	5.2.1. Le secteur privé dispose d’infrastructures de soutien qui favorisent son essor économique	Le nombre d’infrastructures fonctionnelles

II.3. Cadre d’élaboration du plan stratégique

II.3.1. Mise en cohérence et alignement avec le PNDES

Pour tenir compte des orientations de la politique de développement économique et social du gouvernement, ce plan de mandature a inscrit ses actions en droite ligne avec les axes d’intervention du référentiel national de politique économique, à savoir le Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) 2016-2020. Le PNDES se fixe comme objectif global de transformer structurellement l’économie burkinabè, pour une croissance économique forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d’emplois décents pour tous et induisant l’amélioration du bien-être social. Le PNDES ambitionne donc de relever le défi de la croissance forte et durable par une transformation structurelle des bases de cette croissance à travers des actions fortes qui s’inscrivent dans trois (3) axes d’intervention essentiellement, à savoir: (i) réformer les institutions et moderniser l’administration, (ii) développer le capital humain et (iii) dynamiser les secteurs porteurs pour l’économie et l’emploi.

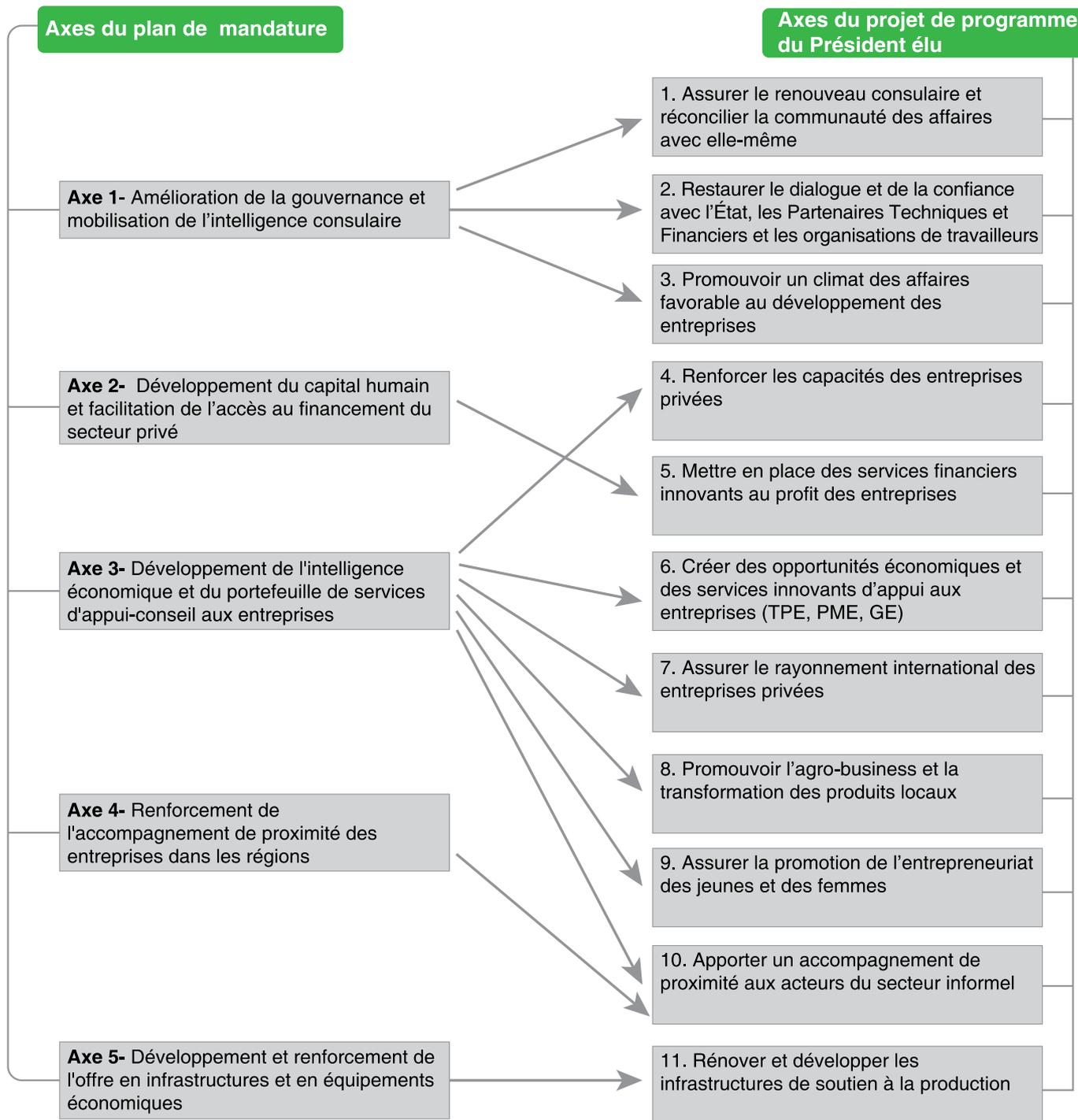
Le plan stratégique de mandature 2016-2021 s’inscrit dans tous les trois (3) axes du PNDES, comme schématisé dans le graphique ci-dessous :



À travers son projet de transformation structurelle de l'économie du Burkina Faso, le PNDES vise un taux de croissance économique annuel moyen de 7,7% sur la période 2016-2020. Pour cela, une place importante est accordée au développement du secteur privé. Le rôle dévolu au secteur privé dans le PNDES repose sur (i) le développement durable d'un secteur agro-sylvo-pastoral, faunique et halieutique productif et résilient, davantage orienté vers le marché et basé sur les principes de développement durable, (ii) le développement d'un secteur industriel et artisanal compétitif, à forte valeur ajoutée et créateur d'emplois décents, (iii) la promotion du commerce et l'expansion des industries de services à forte valeur ajoutée et créatrices d'emplois décents, (iv) le développement des infrastructures de qualité et résilientes, pour favoriser la transformation structurelle de l'économie.

II.3.2. Mise en cohérence avec le programme du Président élu de la CCI-BF

Les cinq (5) axes stratégiques du plan de mandature sont en cohérence avec les axes du programme du Président élu de la CCI-BF. Ces derniers ont été regroupés dans un souci de simplification mais ils ont été tous pris en compte, selon le schéma de correspondance ci-après :



II.4. Stratégie de mise en œuvre du plan

Au regard des faiblesses dans le domaine du management, deux (2) grandes phases sont envisagées :

- une phase de prédémarrage qui consistera à préparer la structure et les hommes aux nouvelles procédures de travail afin de faciliter leur adaptation, et garantir ainsi leur efficacité .Cette phase est prévue s'étendre sur les trois (3) premiers trimestres de 2017 ;
- une phase de démarrage réel qui verra la mise en œuvre progressive du plan sur la période

II.5. Cartographie des risques

N°	Risques de gouvernance	Occurrence ¹ 1 : faible 2 : moyenne 3 : élevée	Incidence ² 1 : faible 2 : moyenne 3 : élevée	Criticité ³ = occurrence x incidence
1	Risque de conflit entre les élus consulaires et l'administration CCI-BF	2	3	6

N°	Risques de Pilotage et RH	Occurrence 1 : faible 2 : moyenne 3 : élevée	Incidence 1 : faible 2 : moyenne 3 : élevée	Criticité = occurrence x incidence
1	Risque lié à la mobilisation des ressources financières conséquentes	2	3	6

N°	Risques juridiques	Occurrence 1 : faible 2 : moyenne 3 : élevée	Incidence 1 : faible 2 : moyenne 3 : élevée	Criticité = occurrence x incidence
1	Faible encadrement juridique de certaines prestations de la CCI-BF	2	3	6

II.6. Stratégie de gestion des risques

N°	Risques de gouvernance	Stratégie d'atténuation
1	Risque de conflit entre les élus consulaires et l'administration CCI-BF	Formation des élus consulaires à leur rôle et leur mission

N°	Risque de pilotage et RH	Stratégie d'atténuation
1	Risque lié à la mobilisation des ressources financières	Renforcer les capacités du personnel technique en matière de recherche de financement et de gestion

N°	Risques juridiques	Stratégie d'atténuation
1	Faible encadrement juridique de certaines prestations de la CCI-BF	Formaliser les concessions faites par l'État

⁵ Probabilité d'apparition du risque (1= Faible, peu probable ; 2= Moyenne, probable ; 3= Forte, très probable)

⁶ Sévérité/ Gravité du risque (1= Faible ; 2= Moyenne ; 3= Élevée)

⁷ 1 à 2 = Criticité faible ; 3 à 4 = Criticité modérée ; 6 à 9 = Criticité forte.



CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO

LE FICHER NATIONAL DES ENTREPRISES ET DES REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES



*** LE FICHER *** **NERE** POUR

- ✓ Disposer des coordonnées de plus de 40.000 entreprises immatriculées au RCCM
- ✓ Obtenir rapidement des informations fiables et actualisées sur les entreprises burkinabè
- ✓ Obtenir des statistiques par combinaison de critères
- ✓ Rechercher des partenaires



Conception et Impression:  Tél. +226 70 25 36 10

Avenue de Lyon - 01 BP 502 Ouagadougou 01 - Tél.: (226) 25 30 61 14 / 15 - Fax.: (226) 25 30 61 16.

Email: info@cci.bf - Site web: www.cci.bf - Burkina Faso

PARTIE III



LE PLAN D' ACTIONS

Le plan d'actions traduit concrètement la déclinaison des axes stratégiques qui ont été définis dans la stratégie. Pour chaque axe ou orientation stratégique, le plan d'actions définit à partir des extrants attendus, les actions ou projets correspondants, les indicateurs appropriés, les moyens à mobiliser, ainsi que la répartition des tâches et des responsabilités. Un cadre logique est élaboré ; à cela s'ajoutent un chronogramme de mise en œuvre du plan et un dispositif de suivi-évaluation.

III.1. Présentation des orientations stratégiques en terme d'extrants et d'actions ou de projets

► Axe 1- Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'intelligence consulaire

L'axe 1 est essentiellement orienté vers la bonne gouvernance de l'institution et la mise en valeur des compétences de l'Assemblée consulaire et de la Direction générale.

◇ **Résultat intermédiaire 1.1** : *Une bonne gouvernance vertueuse et apaisée est instaurée dans le management consulaire*

Trois extrants permettront d'atteindre ce résultat.

Extrant 1.1.1 : Les textes de base sont revus pour renforcer la gouvernance consulaire

Pour atteindre cet extrant, la réalisation de l'action suivante est attendue :

Relire/élaborer et adopter les nouveaux référentiels de la gouvernance consulaire : règlement intérieur, charte d'éthique et de déontologie, manuel de procédures, règlement intérieur des DCR, Délégation de signature et compétences, etc.

Extrant 1.1.2 : Des organes consulaires opérationnels et efficaces sont créés et animés

Quatre (4) actions contribueront à réaliser l'extrant :

- Créer et animer un comité d'audit et un comité d'éthique,
- Diagnostiquer le système électoral consulaire,
- Créer et animer un cadre d'échanges des mandataires consulaires,
- Mettre en place un Conseil des Sages du Secteur Privé.

Extrant 1.1.3 : Un cadre de concertation entre les structures spécialisées de la CCI-BF est créé et opérationnel

Une seule action servira à réaliser l'extrant. Il s'agit de créer et d'animer un cadre d'échanges et de concertations entre les structures spécialisées de la CCI-BF.

◇ **Résultat intermédiaire 1.2** : *Le climat des affaires est amélioré avec la mise en place d'une nouvelle offre de facilitation administrative en faveur des entreprises*

Deux extrants permettent d'atteindre le résultat intermédiaire.

Extrant 1.2.1 : De nouveaux dispositifs de facilitation des affaires sont créés et fonctionnels

Les actions qui concourent à réaliser l'extrant sont :

- Contribuer à renforcer les guichets uniques existants et élargir leur base d'actions territoriales ;
- Accompagner la création d'un guichet unique des licences d'affaires à compétence nationale;
- Promouvoir la conteneurisation (réaliser 3 études thématiques pour la mise en œuvre des recommandations des JNL, mettre en place le dispositif de garantie du retour des conteneurs);
- Promouvoir la création d'un guichet unique de la promotion immobilière;
- Susciter la mise en place d'un centre de facilitation des démarches fiscales et financières (obtention des chèques administratifs, facture normalisée, fiscalité digitale, suivi des paiements des factures par l'État, etc.).

Extrant 1.2.2 : Les textes majeurs qui régissent les affaires sont réformés

Pour y arriver, il faudra analyser les textes qui régissent les affaires (inventorier et relire les textes).

◇ **Résultat intermédiaire 1.3 :** *Le dialogue public-privé est redynamisé à travers de nouveaux dispositifs de concertation*

L'unique extrant qui permet d'aboutir à ce résultat est :

Extrant 1.3.1 : De nouveaux cadres de dialogue entre le secteur privé et ses partenaires sont mis en place et animés

Cet extrant a nécessité la réalisation de quatre activités :

- Lancer un processus d'évaluation de la RGSP et les cadres de concertation sectoriels pour les dynamiser et/ou créer de nouveaux espaces de dialogue ;
- Mettre en place et animer un cadre de concertation des structures d'appui au secteur privé ;
- Instituer un cadre d'échanges avec les bailleurs de fonds ;
- Faire un plaidoyer pour les entreprises directement affectées par les crises socio-politiques.

◇ **Résultat intermédiaire 1.4 :** *Le système d'information et de communication est amélioré avec une nouvelle offre de services*

Deux extrants permettent d'atteindre le résultat intermédiaire.

Extrant 1.4.1 : Un plan de communication institutionnel est élaboré et mis en œuvre.

Les actions qui permettent de réaliser cet extrant sont :

- Élaborer une stratégie de communication assortie d'un plan quinquennal de communication ;
- Animer des programmes avec les médias sur des thématiques relatives au secteur privé ;
- Renforcer les actions de promotion des opportunités économiques ;
- Ouvrir et animer un musée consulaire ;
- Lancer la production des documents d'information sur le secteur privé ;
- Organiser des compétitions sportives et culturelles.

Extrant 1.4.2 : Les canaux et supports d'information et de communication en direction du secteur privé sont diversifiés et renforcés

Pour obtenir cet extrant, trois (3) actions seront réalisées :

- Renforcer et diversifier les outils de communication électronique ;

- Créer un Centre d'Appels sur les préoccupations des entrepreneurs au siège de la CCI-BF ;
- Mettre en place et animer un système d'archivage numérique et une bibliothèque numérique.

◇ **Résultat intermédiaire 1.5 :** *La performance de l'institution est améliorée par l'excellence opérationnelle de la GAR*

Quatre extrants permettront d'atteindre ce résultat intermédiaire.

Extrant 1.5.1 : Les outils de gestion sont revus et améliorés

La réalisation de cet extrant sera effective à travers les actions ci-après :

- La mise en place d'un nouvel organigramme compatible avec le plan stratégique de mandature ;
- La modernisation du système d'information de la CCI-BF ;
- L'adoption d'un système de management de la qualité ;
- La mise en place d'une comptabilité analytique, du tableau de bord de gestion, d'un système de contrôle de gestion.

Extrant 1.5.2 : Les capacités du personnel sont renforcées pour faire face aux nouveaux défis de l'institution

Pour obtenir cet extrant, il s'agira d'élaborer et de mettre en œuvre le plan de développement et de gestion des ressources humaines.

Extrant 1.5.3 : Les sources de revenus sont accrues, diversifiées et pérennisées

Les actions à mener sont entre autres :

- Consolider les sources de revenus existantes (négocier et signer des conventions de concession ; automatiser le mécanisme de suivi et de perception du fonds de garantie ; etc.) ;
- Diversifier les sources de revenus de l'institution (créer de nouvelles sources de revenus).

Extrant 1.5.4 : Les structures spécialisées de la CCI-BF sont mieux accompagnées

L'extrant sera obtenu avec la réalisation de ces trois activités :

- Créer un groupe consulaire CCI-BF ;
- Renforcer l'appui technique et financier aux structures spécialisées de la CCI-BF ;
- Accompagner la restructuration des Centres de Gestion Agréés (CGA).

► Axe 2- Développement du capital humain et facilitation de l'accès au financement des entreprises

L'objectif de cet axe est d'une part, de former un personnel compétent au profit des entreprises afin d'améliorer leur compétitivité et d'autre part, d'améliorer l'accessibilité des entreprises au financement.

À cet effet, la CCI-BF va repenser son système de formation professionnelle par la mise en place d'un technopôle consulaire.

Plusieurs actions, extrants et résultats intermédiaires soutiennent l'atteinte des objectifs de l'axe 2.

◇ **Résultat intermédiaire 2.1** : *L'offre de formation professionnelle est adaptée aux besoins des entreprises*

Cinq (5) extrants concourent à l'atteinte du résultat.

Extrant 2.1.1 : Les centres de formation existants sont restructurés et offrent des formations adaptées

Les actions suivantes permettront de réaliser l'extrant :

- Restructurer le CFTH ;
- Dynamiser l'EPC;
- Dynamiser le centre de formation professionnelle CFTRA;
- Réaliser des études sectorielles sur l'adéquation formation/emploi.

Extrant 2.1.2 : De nouveaux centres de formation sont créés et opérationnels

Les actions suivantes permettront de réaliser l'extrant :

- Ouvrir de nouveaux centres d'alphabétisation fonctionnelle;
- Créer une Académie Internationale de la Gouvernance et du Leadership Économiques;
- Créer et opérationnaliser de nouveaux centres de formation :
 - o en bâtiment et travaux publics (CF-BTP) et mines
 - o en langues émergentes dans les affaires (chinois, russe, arabe, espagnol, anglais) ;
- Créer une filière en techniques biomédicales et en optométrie;
- Réaliser une étude pour la construction d'un centre de formation professionnelle à Bobo-Dioulasso.

Extrant 2.1.3 : Les acteurs économiques disposent de bonnes pratiques en matière de formation professionnelle

Les actions menées pour atteindre les extrants sont :

- Contribuer à promouvoir un dispositif d'assurance qualité de l'enseignement supérieur privé ainsi que de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (EFTP);
- Contribuer à mettre en place un système de validation des acquis de l'expérience (VAE) ;
- Contribuer à l'élaboration de programme de

formations professionnelles;

- Élaborer des modules de formation en adéquation avec les besoins des entreprises.

Extrant 2.1.4 : Des formations professionnelles spécifiques adaptées aux besoins du secteur privé sont proposées

Pour obtenir l'extrant, il sera proposé des formations à la carte.

Extrant 2.1.5 : Les capacités des opérateurs économiques sont renforcées

L'objectif de cet extrant sera atteint par la mise en œuvre des actions suivantes :

- Organiser des sessions de formation des acteurs économiques sur des thématiques d'intérêt économique ;
- Organiser des sessions d'information et de sensibilisation au profit des acteurs économiques.

◇ **Résultat intermédiaire 2.2** : *Des dispositifs de facilitation de l'accès au financement des entreprises sont mis en place et fonctionnels*

Un extrant permettra d'atteindre le résultat intermédiaire :

Extrant 2.2.1 : Des services financiers en faveur des entreprises sont promus (services financiers classiques des banques, des institutions de micro-finance, financements innovants)

La réalisation de cet extrant nécessite la mise en œuvre des actions telles que :

- L'opérationnalisation des activités de la Société de Financement des Micro-entreprises (SAFINE SA) ;
- La promotion de nouveaux produits et mécanismes financiers (prêt d'honneur, caution solidaire et caution mutuelle) en partenariat avec les banques, les établissements financiers et le système financier décentralisé;
- La mise en place d'un fonds d'investissements structurants ;
- L'organisation du Salon International de la Finance de Ouagadougou.

► Axe 3- Développement de l'intelligence économique et du portefeuille de services d'appui-conseil aux entreprises

Les performances économiques du pays sont restées insuffisantes (5,2% de croissance en moyenne par an) et la structure de l'économie n'a pas connu une transformation positive, malgré de multiples efforts. Une bonne partie de l'activité économique reste encore informelle (environ 90%⁸ des entreprises et 46%⁹ du PIB) et dans un état de faible productivité. Cette situation est renforcée par la forte proportion, dans le secteur dit formel, des entreprises de type « personnes physiques » (80%) dont les performances et les modes de gestion ne sont pas loin de ceux constatés dans le secteur informel. Cela traduit l'impérieuse nécessité de la mise en œuvre d'actions vigoureuses visant à encourager non seulement la formalisation des entreprises informelles mais aussi la création des entreprises de forme sociétaire.

L'axe vise à élargir les sources d'opportunités d'affaires et à renforcer l'offre de services dédiés à la frange fragile mais dynamique du bassin économique que constituent les TPE, les PME/PMI, les jeunes, les femmes d'affaires et le secteur informel.

L'axe 3 est soutenu par plusieurs actions, extraits et des résultats intermédiaires.

◇ Résultat intermédiaire 3.1 :

L'intelligence économique est mieux implantée et valorisée dans l'institution et le secteur privé

Trois extraits permettront de réaliser le résultat intermédiaire.

Extrant 3.1.1 : Des rapports d'études sur le secteur privé sont disponibles

Pour réaliser l'extrant, trois (3) actions seront mises en œuvre :

- Élaborer un rapport annuel sur l'état du secteur privé, assorti d'un sondage sur la perception du climat des affaires ;
- Élaborer des études économiques sur les défis de développement du secteur privé ;
- Réaliser une étude prospective sur le secteur privé.

Extrant 3.1.2 : L'intelligence économique est développée dans les entreprises et au sein de la CCI-BF

La réalisation de cet extrait nécessite l'accomplissement de quatre (4) actions :

- Mettre en place et animer un système d'intelligence économique sur les secteurs et les filières porteurs ;
- Organiser les Journées Nationales de l'Intelligence Économique ;
- Mettre en place une veille institutionnelle ;
- Mettre en place une plateforme de promotion de l'innovation.

Extrant 3.1.3 : Un système de reconnaissance du mérite des opérateurs économiques est mis en place

La réalisation de l'extrant reviendra à mettre en place un mécanisme de reconnaissance du mérite des opérateurs économiques.

◇ Résultat intermédiaire 3.2 : Le secteur privé dispose de solides programmes d'appui transsectoriels pour accroître sa prospérité

La réalisation des extraits va permettre l'atteinte effective des résultats.

Extrant 3.2.1 : De nouveaux programmes de soutien sont développés au profit de l'ensemble des secteurs d'activités économiques

L'extrant sera réalisé à travers la mise en œuvre des actions comme suit :

- Promouvoir le management de la qualité et de la labellisation, de l'hygiène, de la sécurité, de l'environnement (QHSE) et de la responsabilité sociale des entreprises;
- Élaborer un programme d'appui au développement du secteur privé ;
- Mettre en place un programme élargi de promotion des affaires à implanter sur l'ensemble du territoire (franchise nationale et internationale, accompagnement à l'installation de services critiques dans les régions : essenceries, médecins, pharmaciens, garages de réparation, boulangeries, bureaux d'assurance, consultants, etc.) ;
- Mettre en place un portail de manifestations économiques majeures nationales et internationales.

⁸ INSD (2010). Sixième recensement industriel et commercial (RIC VI). Rapport d'analyse des premiers résultats. Juillet 2010.

⁹ BAB (2014).

Extrant 3.2.2 : Les jeunes et les femmes d'affaires ont accès à de nouveaux espaces économiques qui leur sont dédiés

L'extrant sera atteint par la réalisation des actions suivantes :

- Promouvoir la participation des jeunes et des femmes d'affaires à des fora et manifestations économiques nationales et internationales ;
- Mettre en place un programme d'incubation et de maturation des projets ;
- Accompagner la structuration des organisations professionnelles de jeunes chefs d'entreprises.

Extrant 3.2.3 : Les entreprises du secteur informel sont mieux accompagnées dans leur processus de formalisation

Deux actions sont retenues pour réaliser cet extrant :

- Organiser un forum des acteurs de l'économie informelle ;
- Mettre en place un pack de services de soutien aux microentreprises (information, formation, accès au financement, statut de l'entrepreneur).

Extrant 3.2.4 : Le cadre des projets de partenariat public-privé est revu et renforcé

Pour atteindre l'extrant, l'action suivante sera réalisée :

- Promouvoir le partenariat public-privé (PPP) : Organiser le forum PPP ; suivre la mise en place de l'unité de gestion et de mise en œuvre des PPP ; organiser une table ronde sectorielle sur le secteur privé.
- Résultat intermédiaire 3.3 : Les activités de commerce, d'industrie et de services sont davantage développées

Le résultat sera atteint par la réalisation de trois extrants :

Extrant 3.3.1 : L'activité de commerce est davantage développée

Pour réaliser cet extrant, trois (3) actions sont à mettre en œuvre :

- Organiser régulièrement des échanges entre les acteurs du commerce ;
- Mettre en place une plateforme de e-commerce pour les commerçants ;
- Mettre en place un programme d'appui à la gestion des marchés d'envergure (assurance, gestion des risques, information périodique, etc.) ;
- Promouvoir des opérations de réclame et de vente à crédit auprès des associations professionnelles.

Extrant 3.3.2 : L'activité industrielle est davantage développée

La réalisation des actions suivantes permet d'atteindre cet extrant :

- Organiser régulièrement des échanges entre les acteurs de l'industrie ;
- Promouvoir le développement de grappes d'entreprises dans des filières porteuses ;
- Mettre en place un programme d'amélioration continue de la productivité dans les industries (KAIZEN, LEAN Manufacturing, etc.) ;
- Réhabiliter les zones industrielles de Ouaga et de Bobo-Dioulasso ;
- Promouvoir la sous-traitance des mines et du BTP ;
- Mettre en place et animer un programme de valorisation des résultats de la recherche, d'exploitation des brevets et inventions libres et de transformation agro-alimentaire des produits locaux (accompagnement à la création d'entreprises mono ou pluri-actionnariales).

Extrant 3.3.3 : L'activité de services est davantage développée

Pour réaliser cet extrant, les actions suivantes sont prévues :

- Organiser régulièrement des échanges entre les acteurs du secteur des services ;
- Mettre en place une plateforme de promotion électronique de l'enseignement privé ;
- Mettre en place une plateforme de promotion électronique du système privé de santé (cliniques médicales et pharmacies) ;
- Mettre en place une plateforme de promotion électronique des prestations privées aux entreprises (bureaux d'étude, architectes, ingénieurs, informatique, télécommunications, communication, transit, etc.) ;
- Mettre en place un guichet de signature électronique.

◇ **Résultat intermédiaire 3.4 :**

La présence du secteur privé burkinabè à l'international est renforcée

Pour atteindre ce résultat, plusieurs actions seront réalisées et qui déboucheront sur l'extrant.

Extrant 3.4.1 : Les entreprises disposent de nouveaux services de soutien à leurs opérations internationales

Des actions sont prévues pour l'extrant :

- Plaider pour un renforcement de la diplomatie économique auprès des représentations du Burkina Faso à l'étranger et renforcer la collaboration avec les Conseillers Économiques;
- Renforcer le rayonnement national et international de Africallia ;

- Organiser des missions commerciales vers des pays à fort potentiel pour le Burkina Faso ;
- Organiser un forum régulier d'échanges entre les Chambres de Commerce et d'Industrie de l'espace UEMOA (projets communs d'infrastructures, d'industries, banque commune d'affaires, etc.) ;
- Créer un service de facilitation des affaires dans les représentations extérieures de la Chambre de Commerce (préparation et suivi des dossiers de projets ou de formalités pour nos ressortissants) ;
- Organiser les Journées Nationales de la Logistique (JNL) ;
- Faciliter l'obtention de visas d'affaires.

► Axe 4- Renforcement de l'accompagnement de proximité des entreprises dans les régions

L'objectif de l'axe est de déployer les services techniques de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso dans toutes les régions afin d'offrir des services de proximité à ses ressortissants.

Plusieurs actions à réaliser sont prévues dans l'axe ; de même qu'un ensemble d'extrants et de résultats intermédiaires.

◇ **Résultat intermédiaire 4.1 :**

Le déploiement des services techniques est effectif dans les nouvelles DCR

Un extrant permettra l'atteinte de ce résultat.

Extrant 4.1.1 : Les services techniques déconcentrés sont opérationnels

Pour atteindre cet extrant, il sera aménagé et équipé un siège pour chaque Délégation consulaire régionale (DCR).

- Lancer des services structurants dans les délégations consulaires régionales en relation avec d'autres structures spécialisées et /ou des partenaires.

◇ **Résultat intermédiaire 4.3 :**

Les délégations consulaires régionales contribuent à la promotion de l'économie locale

Deux extrants contribuent à l'atteinte du résultat intermédiaire.

◇ **Résultat intermédiaire 4.2 :** *Le secteur privé régional bénéficie d'un compact de services adaptés à ses besoins*

Ce résultat sera atteint par l'obtention d'un seul extrant.

Extrant 4.2.1 : L'accessibilité des services de proximité en région est améliorée

La réalisation des actions suivantes permettra d'atteindre l'extrant :

- Ouvrir un bureau du Centre de Gestion Agréé (CGA) dans les chefs-lieux de régions qui n'en disposent pas ;
- Ouvrir un bureau des Centres de Formalités des Entreprises (CEFORE) dans les chefs-lieux de régions qui n'en disposent pas ;

Extrant 4.3.1 : Un cadre de dialogue entre les opérateurs économiques et services administratifs locaux est créé et animé dans chaque région

Les actions qui permettront la réalisation de l'extrant sont :

- Promouvoir la mission consultative des DCR dans les régions ;
- Mettre en place un cadre de concertation régional périodique entre le public et le privé ;
- Mettre en place et animer une Coordination des Associations du Monde des Affaires (CAMA) dans chaque région.

Extrant 4.3.2 : Les potentialités économiques régionales sont promues

Pour cet extrant, deux (2) actions seront exécutées :

- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de marketing territorial au profit des DCR en prenant en compte le système de labélisation des produits locaux;
- Formuler et mettre en œuvre un programme d'appui au secteur privé local.

► **Axe 5- Développement et renforcement de l'offre en infrastructures et en équipements économiques**

L'objectif de l'axe 5 est de développer et de gérer les infrastructures économiques d'utilité publique au profit des opérateurs économiques.

Pour atteindre cet objectif durant la mandature, des actions d'envergure seront mises en œuvre et permettront de réaliser les extrants et des résultats intermédiaires.

◇ **Résultat intermédiaire 5.1 :** *Les infrastructures et équipements existants sont réhabilités*

Un seul extrant est prévu pour obtenir le résultat intermédiaire.

Extrant 5.1.1 : Les infrastructures dégradées sont renouvelées

Pour réaliser cet extrant, les actions suivantes seront réalisées :

- Réaliser un audit technique des infrastructures et équipements existants ;
- Réhabiliter Ouagarinter ;
- Réhabiliter BVA 2 et 3 ;
- Aménager l'aire de stationnement de camions à Koudougou ;
- Réaménager les accès aux ponts-basculés de Nadiagou et Dakola ;
- Réaliser les travaux de rebouchage de nids de poule de Dakola et Nadiagou ;
- Réaliser les travaux de génie civil sur les ponts-basculés de Kantchari et Nadiagou.
- Construire le quai pour le dépotage de conteneurs à BVA1 ;
- Réaliser les travaux de reprise totale de la toiture du Magasin « Burkina » à Cotonou ;
- Agrandir le Parking de Kantchari ;
- Réaliser une étude technique d'exécution pour l'assainissement du site de Ouagarinter et services connexes ;
- Mener une négociation avec l'État pour la concession et la gestion des zones industrielles ;
- Négocier avec les communes un schéma d'élaboration d'un plan d'aménagement des infrastructures et équipements marchands ;
- Réaliser une étude de la définition d'une politique de développement et de gestion des parcs par la CCI-BF (les ZAD, les

activités économiques et spéciales, les zones industrielles, les technopôles)

- Négocier le changement de destination des terrains à usage économique avec les communes ;
- Réhabiliter la voirie de Boborinter.

◇ **Résultat intermédiaire 5.2 :** *De nouvelles infrastructures sont réalisées et mises à la disposition du secteur privé*

Un seul extrant conduira à l'atteinte de ce résultat.

Extrant 5.2.1 : Le secteur privé est équipé d'infrastructures de soutien qui favorisent son essor économique

Plusieurs actions concourent à la réalisation de l'extrant :

- Lancer le processus de construction du port sec multimodal de Ouagadougou ;
- Réaliser l'extension de Boborinter ;
- Construire le siège de la CCI-BF et des DCR ;
- Identifier, négocier et aménager un site de parc d'entreprises/équipements/infrastructures (boutiques) dans chaque région (sauf Bobo et Ouaga) ;
- Réaliser les travaux de génie civil et installer les ponts-basculés à Galgouli et Ouessa ;
- Construire un bâtiment à usage de bureau CCI-BF à Dakola ;
- Construire un parking pour les véhicules poids lourds à Akassato (Abomey-Calavi)/Cotonou ;
- Construire la clôture du terrain à usage d'habitation de Dakola ;
- Construire des infrastructures de transit au Mole 8 du Port de Dakar ;
- Réaliser les travaux de purge et remblai du terrain de la CCI BF au Port de San Pedro ;
- Réaliser les travaux de construction du siège de la CCI-BF à Lomé.



CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO

CENTRE DE FORMATION EN BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS



FILIERES CONCERNEES :

- Maçonnerie
- Peinture
- Carrelage
- Plâtre-Staff

*Les formations sont sanctionnées par un
Certificat de Qualification Professionnelle
(CQP) dans la filière concernée.*

PUBLICS CIBLES

- Élèves ayant le niveau de la classe de CM2 ou plus.
- Acteurs du métier.

Dispositifs pédagogiques

- Des salles de cours adaptées ;
- Une salle informatique bien équipée ;
- Des ateliers de pratique pour toutes les filières ;
- Des équipements de protection individuelle pour les apprenants.

La CCI-BF, l'excellence au service d'un secteur privé prospère !

Contacts utiles :

Pour tous renseignements complémentaires,
veuillez appeler au +226 25 31 15 06 / +226 25 30 18 16
ou visiter le site Web : www.cci.bf



Ministère de la Jeunesse,
de la Formation et de
l'Insertion Professionnelles





III.2. Stratégie de financement du plan d'actions

L'opérationnalisation du plan de mandature se fera à travers le plan d'actions 2016-2021. Celui-ci est l'ensemble des actions prioritaires de la mandature, décliné en activités au sein de chacune des directions opérationnelles de l'administration consulaire.

Le coût estimé du plan d'actions sur la période des cinq années se chiffre à 77 550 072 000 F CFA, y compris les 5% des imprévus du plan (voir le détail dans le tableau ci-dessous).

En outre, l'évaluation des charges de fonctionnement sans amortissements et des charges de remboursement d'emprunts en capital de l'institution sur la mandature est estimée à environ 57 851 989 220 F CFA (voir le détail dans le tableau ci-dessous).

Ainsi, la charge totale estimée que la CCI-BF devrait supporter s'élève à environ 135 402 061 220 CFA.

Pour ce faire, la mise en œuvre du plan d'actions nécessite la mobilisation de ressources financières suffisantes, d'où la mise en place d'une bonne stratégie de mobilisation des financements. Cette stratégie de mobilisation de ressources, de laquelle dépend la réussite du plan de mandature, est bâtie d'une part, autour de la mobilisation des recettes propres de l'institution et, d'autre part, de celles mobilisées auprès de divers partenaires institutionnels et privés.

Tableau 1: Tableau récapitulatif du budget 2017-2021 par Axe stratégique (en F CFA)

Axes	MONTANT (EN F CFA)					Nombre de d'actions		
	2017	2018	2019	2020	2021		Budget 2017-2021	
Axe 1	824 550 000	1 529 600 000	913 850 000	728 900 000	728 900 000	4 725 800 000	35	
Axe 2	728 000 000	4 648 628 156	643 000 000	733 000 000	683 000 000	7 435 628 000	20	
Axe 3	316 882 000	1 220 764 000	717 764 000	900 764 000	548 764 000	3 704 938 000	40	
Axe 4	651 000 000	431 000 000	301 000 000	301 000 000	301 000 000	1 985 000 000	10	
Axe 5	1 780 845 000	856 200 000	1 358 500 000	1 370 000 000	2 350 000 000	56 005 845 000	27	
Budget annuel	2 032 927 000	16 391 992 160	16 160 614 000	16 363 664 000	46 166 640 000	-	-	
Total							73 857 211 000	
Imprévus de 5%							3 692 861 000	
COÛTTOTAL DU PLAN							77 550 072 000	132

Tableau 2 : Récapitulatif des charges globales (coût du plan et charges de fonctionnement) de la CCI-BF

Intitulé	2017	2018	2019	2020	2021	Total (en F CFA)
Coût du Plan d'actions	20 329 277 000	16 391 992 160	16 160 614 000	16 363 664 000	4 611 664 000	73 857 211 000 + 5% imprévus = 77 550 072 000
Charges de fonctionnement sans amortissements	8 695 061 358	10 180 545 039	10 574 550 942	10 992 197 198	11 434 902 230	51 877 256 767
Charges de remboursement d'emprunts en capital	1 500 444 111	1 258 528 521	1 262 237 079	578 568 056	1 374 954 686	5 974 732 453
Total (en FCFA)	30 524 782 469	27 831 065 720	27 997 402 021	27 934 429 254	17 421 520 916	135 402 061 220

Les charges globales provisionnelles à supporter au cours de la mandature sont constituées du coût du plan d'actions de **77 550 072 000 F CFA** (y compris 5% d'imprévus), des charges de fonctionnement sans amortissements et des charges de remboursement d'emprunts en capital (**57 851 989 220 F CFA**). Ainsi, les charges globales estimées s'élevaient à **135 402 061 220 F CFA**

III.2.1. Mobilisation des ressources propres de la CCI-BF

Les ressources propres prévisionnelles de l'institution s'élèvent à 93 312 386 091F CFA.

Elles représentent environ 69% des charges totales prévisionnelles (135 402 061 220 F CFA), soit un besoin de financement de 42 089 675 129F CFA.

Elles seront mobilisées à travers :

- la sécurisation et l'optimisation des revenus actuels des produits d'exploitation de la CCI-BF, en renforçant leur base légale ;
- le développement des nouvelles activités facturables identifiées dans le secteur de la formation professionnelle, des services aux entreprises et de la mise à disposition des autres institutions consulaires de l'expertise de la CCI-BF ;
- la réduction et la maîtrise des charges de l'institution qui pourront lui permettre de dégager un gain considérable pouvant financer une partie du plan d'actions ;
- Une stratégie de pérennisation et de diversification des revenus de l'institution qui sera mise en place, engendrera un accroissement des ressources considérables de la CCI BF sur la période 2017-2021. Cette réflexion sur les moyens d'accroître des sources de revenus repose sur deux leviers :

a. Au titre du levier 1 à savoir la consolidation de sources actuelles de revenus, dix (10) activités ont été retenues :

- La révision des loyers des magasins et bureaux de la CCI-BF (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso) ;
- La perception de redevances sur les acheminements directs ;
- La réallocation partielle des entrepôts sous douane en sous exploitation « Collecteur Ouaga » et « Entrepôt Koudougou » ;
- La mise en location des magasins sous douanes de BITTOU ;
- La perception de frais de parking sur les plateformes sous douane de Ouagagare et Koudougou ;
- La relecture des mandats de gestion des Entrepôts Brasilia 2 et Hangar Fret ;
- La perception des redevances consulaires (PMD et Loyer magasins) par la représentation à Lomé ;
- La réalisation de nouvelles infrastructures (Entrepôts, bureaux, terminal à conteneur, espace de stockage, parking, etc.) à Boborinter ;
- La location de bureaux et de la salle de conférences de la CCI-BF à Koudougou ;
- La location de la salle de conférences de la CCI-BF à Ouahigouya et à Koupèla.

b. Pour le levier 2 qui porte sur la diversification des sources de revenus de l'Institution,

A ce titre, cinq (5) activités ont été identifiées, à savoir :

- L'installation d'un pont bascule à Ouessa et Galgouli ;
- La mise en place d'un système de garantie de retour des conteneurs ;
- Le service de location de wagons ;
- Le parking de véhicules gros porteur de Cotonou ;
- L'aménagement d'un parking de stationnement pour les camions de la société Nantou Mining à Koudougou.

Cette démarche rapportera 8,742 Milliards FCFA sur la période 2018-2021.

La mise en œuvre de ce levier va engendrer une augmentation des recettes de 14, 41 milliards FCFA sur la mandature 2017-2021.

Tableau 3 : Situation prévisionnelle des ressources propres de la CCI-BF au cours de la mandature

N°	Direction des Plateformes Economiques et de la Facilitation	2017	2018	2019	2020	2021	Total (en F CFA)
1	Direction des Plateformes Economiques et de la Facilitation (DPEF)	8 201 689 405	8 857 824 557	9 566 450 522	10 331 766 563	11 158 307 888	48 116 038 935,00
2	Projet Boborinter et extension	913 180 457	1 017 031 382	1 135 009 225	1 355 122 172	5 946 013 847,00	5 946 013 847
	Projet ZAD Bobo	68 000 000	136 000 000	136 000 000	136 000 000	612 000 000,00	612 000 000
	Siège DRB	292 516 721	302 035 095	304 063 200	325 516 700	1 554 316 516,00	1 554 316 516
	TOTAL DRB	1 273 697 178	1 455 066 477	1 575 072 425	1 816 638 872	8 112 330 363	8 112 330 363
3	Direction de la formation professionnelle (DFP)	341 668 152	475 829 467	410 127 574	503 140 331	578 454 364	2 309 214 888,00
4	Direction des moyens généraux (DMG)	1 028 400	1 028 400	1 028 400	1 028 400	822 720	49 363 200,00
5	Projet ZAD Ouaga	210 000 000	260 000 000	0	0	0	470 000 000,00
6	3 anciennes ¹ DCR	15 000 000	22 500 000	30 000 000	37 500 000	150 000 000,00	150 000 000
	9 nouvelles ² DCR	9 000 000	67 500 000	90 000 000	112 500 000	414 000 000,00	414 000 000
	Recettes DAT	24 000 000	90 000 000	120 000 000	150 000 000	564 000 000	564 000 000
7	Direction de l'informatique et de l'économie numérique (DIEN)	59 967 589	8 287 000	14 145 000	17 574 000	23 432 000	123 405 589,00
8	Direction des Études et de la Stratégie (DES)	16 000 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000	16 000 000	80 000 000,00
9	Représentation CCI-BF à Lomé	336 120 000	360 000 000	380 000 000	400 000 000	430 000 000	1 906 120 000,00
10	Représentation CCI-BF à Cotonou	96 893 979	101 738 632	106 825 563	112 166 841	117 775 183	535 400 198,00
11	Représentation CCI-BF à Tema	900 000 000	1 008 000 000	1 159 200 000	1 356 264 000	1 627 516 800	6 050 980 800,00
12	Représentation CCI-BF à Abidjan	373 050 000	373 050 000	383 625 000	383 625 000	595 395 000	2 108 745 000,00
13	Conseiller fiscal	0	200 000 000	200 000 000	200 000 000	200 000 000	800 000 000,00
14	Recettes prévisionnelles de pérennisation des revenus	900 000 000	2 650 013 403	4 809 421 403	5 045 121 403	5 349 033 213	18 753 589 422,00
15	Direction des Finances ³ et de la Comptabilité	360 564 653	378 592 886	416 452 174	449 768 348	485 749 816	2 091 127 877,00
16	Subventions CFTRA et CFTH	330 000 000 ⁴	912 069 819 ⁵	0	0	0	1 242 069 819,00
Recettes prévisionnelles propres CCI-BF		13 433 929 956	17 156 756 241	19 167 603 661	20 792 349 358	22 761 746 875	93 312 386 091
TOTAL RECETTES PROPRES (en F CFA)							

NB : Les ressources prévisionnelles ont été estimées par les différents centres budgétaires sur la base des activités actuelles et futures et des subventions. Au titre de nouvelles activités génératrices de revenus, il convient de prendre en compte les frais pour acheminement direct (cimentiers et miniers, la révision des loyers et les revenus générés par les nouvelles infrastructures telles que le parking de Cotonou et le port sec de Bobo).

¹ Recettes par anciennes DCR : 2017 : 5 millions ; 2018 : 7,5 millions ; 2019 : 10 millions ; 2020 : 12,5 millions ; 2021 : 15 millions

² Recettes par nouvelles DCR : 2017 : 1 millions ; 2018-2021 : Même montant que les anciennes DCR

³ Revenus financiers (Intérêts sur DAT et dividendes)

⁴ Subvention CFTRA en 2017

⁵ Subvention CFTH en 2018 (802 069 819 F FA) et subvention CFTRA en 2018 (110 000 000 FCFA)

Tableau 4 : Plan de financement du plan stratégique 2016-2021 de la CCI-BF

EMPLOIS	2016	2017	2018	2019	2020	2021	RESSOURCES	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :							Capacité d'autofinancement de l'exercice	4 696 051 135	4 378 303 945	6 597 618 316	8 176 600 545	9 350 383 812	10 841 094 829
* Immobilisations incorporelles							Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :	69 138 298	86 422 873	108 028 591	135 035 738	168 794 673	210 993 341
* Immobilisations corporelles	474 460 803	20 845 740 850	16 711 591 768	16 468 644 700	16 681 847 200	4 342 247 200	- Cessions d'immobilisations :						
* Immobilisations financières	159 296 315	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	500 000 000	* Incorporation	14 924 650	18 655 813	23 319 766	29 149 707	36 437 134	45 546 417
							* Corporelles						
Charges à répartir sur plusieurs exercices (a)	42 557 499	42 557 499	42 557 499	42 557 499	42 557 499	42 557 499	- Cessions ou réductions d'immobilisations financières						
Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retrais)	153 008 930	191 261 163	239 076 453	298 845 566	373 556 958	466 946 198							
							Augmentation des capitaux propres :	1 736 900 812	2 171 126 015	2 713 907 519	3 392 384 398	4 240 480 498	5 300 600 623
							* Augmentation de capital ou apports						
							* Augmentation des autres capitaux propres						
							* Augmentation des dettes financières (b) (c)	698 574 673	13 500 000 000				
Remboursements de dettes financières (b)	1 864 680 218	1 500 444 111	1 258 528 521	1 262 237 079	578 568 056	1 374 954 686	Total des ressources	7 217 589 566	20 154 508 645	9 442 874 191	11 733 170 389	13 796 096 117	16 398 235 210
Total des emplois	2 694 003 765	23 060 003 623	18 751 754 241	18 572 284 844	18 176 529 713	6 726 705 583	Variation du fonds de roulement net global (emploi net)		2 925 494 978	9 308 880 050	6 839 114 456	4 380 433 596	
Variation du fonds de roulement net global (ressource nette)	4 523 585 803					9 671 529 627							

Le total des ressources escomptées sur la période (2017-2021) est de **78 742 474 119 FCFA** contre des emplois de **88 001 281 769 FCFA**.

Cependant en raison des décalages entre l'encaissement des ressources et la programmation des investissements, des besoins de trésorerie s'établissent à **23 454 923 000 FCFA** et cela malgré la prise en compte en 2018 d'un emprunt de **13 500 000 000 FCFA** auprès des établissements de financement pour le financement du port sec de Boborinter et de subventions PJEDEC et PAMOSSET -FC à hauteur de **1 242 069 819 FCFA**. Il conviendrait donc, pour équilibrer le plan, d'envisager des formules qui permettraient de mieux gérer la trésorerie notamment les PPP et les préfinancements de certaines infrastructures par les clients et ou la revue du calendrier des investissements.

III.2.2. Mobilisation des ressources financières auprès des Partenaires Techniques et Financiers (PTF)

Quant à l'intervention des partenaires institutionnels, elle sera privilégiée pour le financement des investissements ayant un faible retour sur investissement et nécessitant de ce fait des financements à taux concessionnels ou sous forme de subventions. Les banques et institutions de financement bilatérales ou multilatérales seront également sollicitées pour le financement des investissements avec des délais de retour sur investissements excédant la durée de la présente mandature.

Pour la réalisation de certains projets fortement structurants pour les secteurs du commerce (ZAD), de l'industrie (zones ou parcs industriels) et des services, la Chambre de Commerce et d'Industrie fera recours à des PPP. Pour ce faire, elle va travailler à faire évoluer la réglementation afin de lui permettre de réaliser certaines infrastructures avec ses ressortissants.

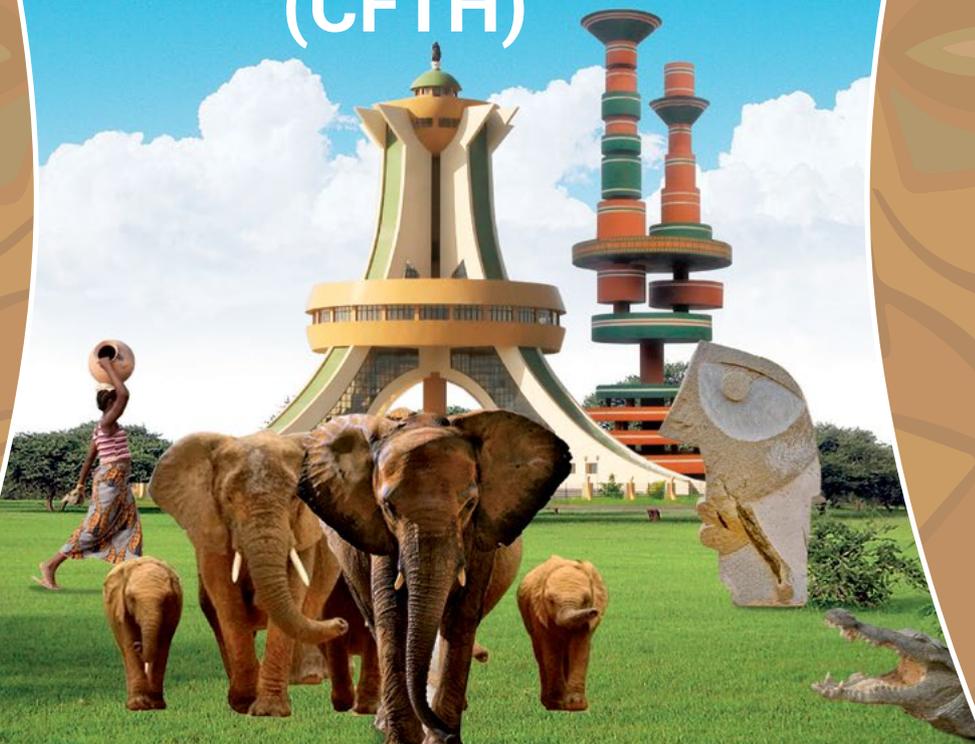
Le plan d'actions y compris les différentes charges prévisionnelles sera financé à hauteur 69% par les ressources propres (93 312 386 091 F CFA) de l'institution. Il se dégage ainsi un besoin de financement de 42 089 675 129F CFA, soit 31% du coût total du plan en plus des charges, à rechercher auprès des partenaires.

La relecture des différentes procédures de l'institution, programmée dans le cadre de la présente mandature, va permettre de rassurer les différents partenaires quant à l'utilisation rationnelle et pour leur objet principal des ressources ainsi mobilisées.



CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO

CENTRE DE FORMATION TOURISTIQUE ET HÔTELIÈRE (CFTH)



Pour tous renseignements complémentaires,
veuillez appeler au +226 25 31 15 06 / +226 25 30 18 16
ou visiter le site Web : www.cci.bf

NOS FORMATIONS

- Formations diplômantes :
 - BEP/Hôtellerie et Restauration en 2 ans niveau BEPC
 - BTS/ Hôtellerie et Restauration en 2 ans niveau BAC
- Perfectionnement ;
- Recyclage ;
- Formation à la carte.

PUBLICS CIBLES

Pour le BEP/HR

Les élèves titulaires du BEPC ou tout autre diplôme équivalent

Pour le BTS/HR

Les élèves titulaires d'un BAC ou d'un diplôme équivalent.

Pour le BQP/Technicien d'accueil et de réception

- Les élèves titulaires du CQP, du BEPC ou du CAP et ayant suivi une formation professionnelle d'une durée de (02) deux ans dans les filières ouvertes à cet effet ;
- Le professionnel titulaire d'un CQP et ayant trois années d'expérience professionnelle.

Pour le DTS Technicien supérieur en gestion d'agence de voyage

- Les élèves titulaires d'un BPT (Brevet professionnel de Technicien) + 2 ans de formation, d'un BAC ;
- Le professionnel titulaire d'un BPT et ayant 3 ans d'expérience professionnelle.

DISPOSITIFS PEDAGOGIQUES

- Des salles de cours adaptées ;
- Une salle informatique bien équipée ;

La CCI-BF, l'excellence au service d'un secteur privé prospère !



Ministère de la Jeunesse,
de la Formation et de
l'Insertion Professionnelles



PARTIE IV



LE DISPOSITIF
DE PILOTAGE ET
DE SUIVI - ÉVALUATION

IV.1. Acteurs de la mise en œuvre du plan

Les acteurs de mise en œuvre du Plan sont principalement la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF), les institutions et les centres spécialisés de la CCI-BF, l'État et ses démembrements ainsi que les différentes composantes du secteur privé que sont les entreprises et les associations et groupements professionnels sectoriels et faitières des secteurs du commerce, de l'industrie et des services.

IV.1.1. Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso

La CCI-BF est l'actrice-clé et la première responsable de la mise en œuvre du Plan. Elle impulsera une dynamique à travers ses directions opérationnelles, les délégations consulaires régionales, les représentations de la CCI-BF à l'étranger. La Direction générale pilotera la mise en œuvre du Plan sous les orientations et le contrôle du Bureau consulaire et de l'Assemblée Générale qui approuve les rapports d'exécution. Les commissions consulaires et les comités thématiques apporteront leurs contributions suivant les missions qui leur sont assignées. Elles donneront leurs avis sur les dossiers majeurs du plan stratégique tandis que les Assemblées Consulaires Régionales donneront leurs points de vue sur les actions qui relèvent de leurs prérogatives.

IV.1.2. Institutions et centres spécialisés de la CCI-BF

Les institutions et les centres spécialisés de la CCI-BF apporteront leurs contributions à la mise en œuvre du Plan. Il s'agit principalement de la Maison de l'entreprise du Burkina Faso (MEBF), du Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation de Ouagadougou (CAMC-O), des Centres de Gestion Agréés (CGA), des Centres de formation professionnelle, du Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau des entreprises (BRMN) et des nouvelles entités à créer dans le cadre de la mise en œuvre du Plan. Leur action suivant les missions qui leur sont confiées va contribuer à développer des services de développement des entreprises de toutes les localités du Burkina Faso.

IV.1.3. État et ses démembrements

Leur rôle principal est de faciliter la mise en œuvre du Plan à travers l'appui technique et/ou financier pour la mise en œuvre des projets et programmes envisagés qui s'inscrivent d'ailleurs dans les priorités du PNDES. En particulier, les collectivités territoriales devront participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'actions en faveur du secteur privé et contribueront à l'animation des cadres de concertation locaux avec le secteur privé local. Le

partenariat devra se renforcer grâce aux cadres d'échanges à dynamiser et le suivi régulier qui sera opéré dans les instances habilitées.

IV.1.4. Secteur privé

Le secteur privé, à travers ses différentes composantes, s'est engagé à jouer sa participation dans la mise en œuvre du Plan. L'amélioration de la représentativité (micro, petites, moyennes et grandes entreprises et entreprises des 45 provinces) est ici un aspect important pour une meilleure implication du secteur privé dans la mise en œuvre des actions prioritaires du Plan.

IV.1.5. Société civile

L'implication de la société civile devra porter sur la responsabilité sociale de l'entreprise consulaire mais également à travers son rôle de veille qu'elle exerce de façon plus accrue depuis l'insurrection populaire. Elle sera aussi impliquée dans la mise en œuvre de certaines activités ou la tenue d'évènements tels les cérémonies de récompense des mérites des opérateurs économiques ou le soutien à des évènements socio-culturels.

IV.1.6. Partenaires techniques et financiers (PTF)

Les PTF seront fortement sollicités pour le financement du plan, c'est-à-dire, pour la mobilisation des ressources financières nécessaires à la réalisation des grands projets.

Le cadre de concertation à créer entre la Chambre de Commerce et ce groupe d'acteurs permettra d'évaluer régulièrement les progrès accomplis, les besoins nouveaux et les ajustements à prendre en compte. Ce dialogue régulier et ces concertations prévues avec les PTF devront permettre de mobiliser les ressources attendues.

IV.2. Cadre organisationnel du suivi-évaluation

Il comprend les organes ci-après :

- Un Comité de Pilotage ;
- Un Comité Technique.

Le Comité de Pilotage (CP) est composé d'élus membres désignés, du Directeur général de la CCI-BF et des structures spécialisés de l'institution. Le Comité de pilotage est appuyé par un Comité Technique. Le CP se réunit semestriellement ou chaque fois que de besoin pour traiter de points inscrits à l'ordre du jour.

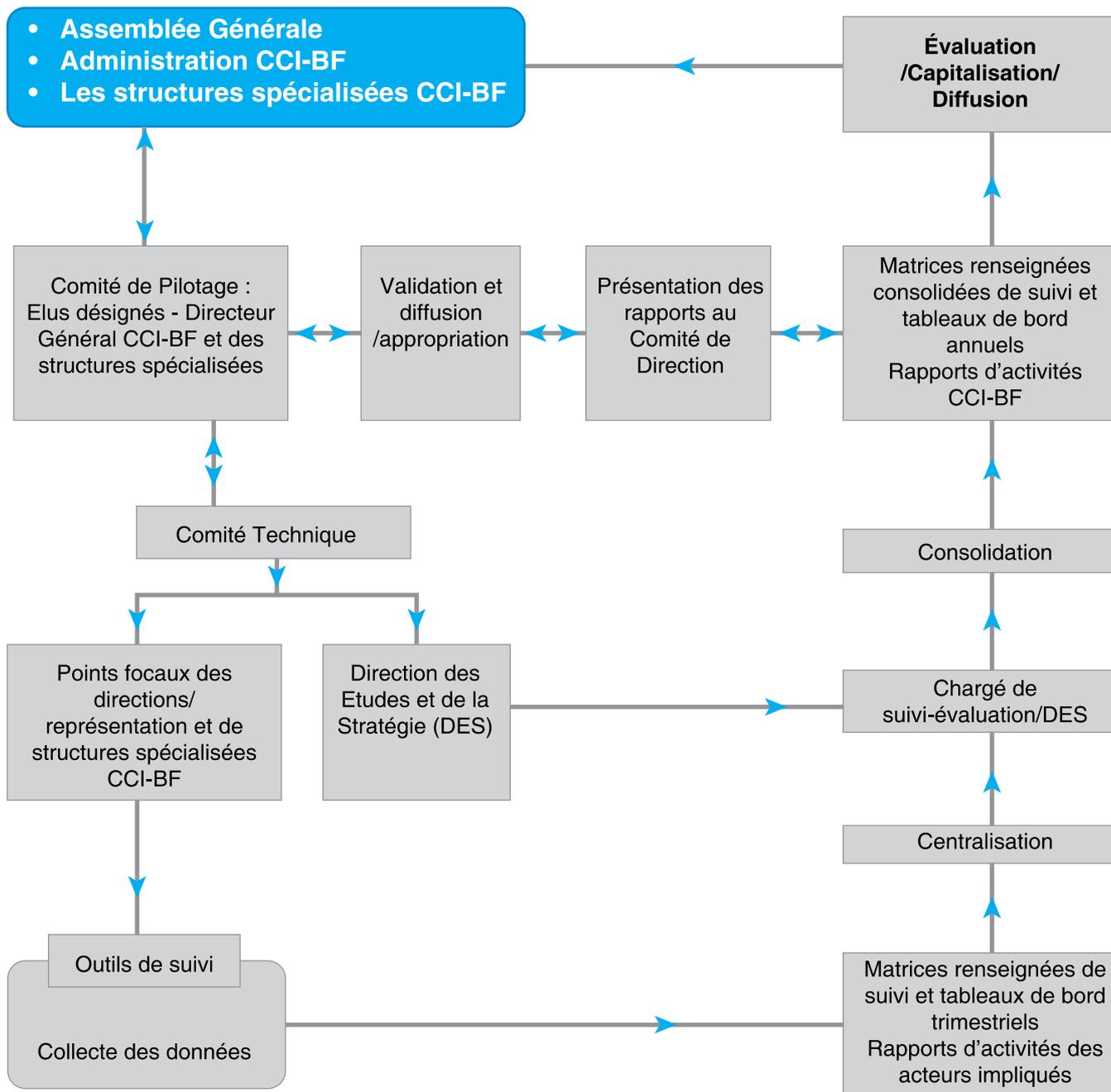
Le Comité Technique (CT) est composé de la Direction des Etudes et de la Stratégie (DES), direction en charge du suivi, et des points focaux des directions opérationnelles de la CCI-BF et des points focaux des structures spécialisées de l'institution. Il a pour rôle de faciliter aussi bien la mise en œuvre des activités que d'assurer le suivi-évaluation des activités menées. L'animation de ce comité permet de faire des propositions d'actions, afin de faciliter l'atteinte des résultats escomptés.

Le CT se réunit trimestriellement ou chaque fois que de besoin pour traiter de points inscrits à l'ordre du jour.

Rôle des différents organes du dispositif de suivi-évaluation

Instances	Rôles
Comité de pilotage	<ul style="list-style-type: none"> • Superviser la mise en œuvre des actions et prendre les décisions stratégiques • Orienter, arbitrer et décider • Décider de la réalisation d'études nécessaires à l'approfondissement des éléments du plan d'action • Prioriser les actions à mettre en œuvre • Valider les rapports de mise en œuvre et de suivi
Comité technique	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la mise en œuvre des actions • Préparer les dossiers des sessions • Animer les sessions • Assurer le secrétariat des sessions du comité de pilotage • Veiller à l'application des recommandations du comité de supervision • Appuyer les directions opérationnelles en cas de difficultés • assurer le suivi opérationnel • Réaliser le suivi-évaluation interne • Suivre l'exécution du budget annuel du plan d'actions • Réaliser l'évaluation à mi-parcours du plan d'actions • Communiquer sur les résultats du plan.

SCHEMA DU MECANISME DE SUIVI-EVALUATION



IV.3. Description du dispositif de suivi et évaluation du plan d'actions

Le suivi-évaluation du plan est un processus qui permet d'apprécier les résultats atteints par sa mise en œuvre, de relever les atouts et les contraintes afin de permettre aux différents centres de responsabilité de prendre des décisions appropriées dans le but d'atteindre des résultats meilleurs.

L'approche participative sera utilisée en associant les bénéficiaires des actions menées et les utilisateurs des résultats. La finalité de ce dispositif de suivi-évaluation est de permettre aux différents acteurs de prendre des décisions appropriées pour une meilleure exécution du plan d'actions.

IV.3.1. Principes de base du dispositif

Le dispositif de suivi-évaluation de la CCI-BF est bâti sur l'approche Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et repose sur un certain nombre de principes inhérents à cette approche qui sont :

- l'utilisation rationnelle des ressources allouées à la mise en œuvre du plan d'actions ;
- le suivi et la mesure des produits, des effets et des impacts en rapport avec les indicateurs sensibles au genre prédéfinis ;
- une culture de transparence et de redevabilité vis-à-vis des différents acteurs de la mise en œuvre du plan d'actions ;
- la participation effective et la responsabilisation de l'ensemble des parties prenantes au processus de suivi-évaluation ;
- la flexibilité pour prendre en compte de nouveaux acteurs et défis ;
- la vérification et la validation des données lors des analyses.

IV.3.2. Suivi des effets et impacts des actions du plan

Le suivi est un processus itératif de collecte et d'analyse d'informations pour mesurer les progrès du plan d'actions au regard des résultats attendus. Il fournit donc aux responsables et aux bénéficiaires un retour d'informations régulier qui peut aider à déterminer si l'avancement du plan d'actions est conforme à la programmation. Aussi, les activités de suivi permettent de comparer le rendement prévu avec le rendement atteint. Le suivi est aussi un outil de gestion puisqu'il rend possibles des réorientations de l'action. Le suivi est basé sur les indicateurs qui ont été comme des outils destinés à mesurer l'avancement des activités et à évaluer la qualité des résultats et bénéfices que peuvent en dégager les parties prenantes. Il représente l'un des moyens essentiels pour améliorer la qualité et l'impact sur le développement des actions ou des projets de la CCI-BF. Des indicateurs sont utilisés pour le suivi.

IV.3.3. Types de suivi du plan d'actions

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions de la CCI-BF, deux grands types de suivi sont retenus : le suivi d'exécution des activités et le suivi des résultats.

IV.3.4. Suivi d'exécution

Le suivi d'exécution porte sur les activités. Il permet de cerner le niveau de mise en œuvre des activités inscrites dans le cadre des résultats et le respect des échéances (par rapport au calendrier prévisionnel). Il se traduit par le suivi technique, le suivi financier, le suivi administratif et le suivi socio-organisationnel.

IV.3.5. Suivi des résultats

Il a pour objet de suivre périodiquement (mensuellement, trimestriellement, semestriellement et annuellement) l'atteinte de la réalisation des résultats, notamment en termes d'effets et d'impacts. Il est matérialisé par des rapports périodiques.

IV.3.6. Évaluation

Pour rappel, l'évaluation est l'action de porter un jugement, de faire le point à un moment déterminé, plus ou moins fréquent selon la nature de l'activité ou du projet/programme. Elle sert à porter des jugements en profondeur sur l'action selon des critères de pertinence, d'efficacité, d'efficacité, de durabilité, d'impact, etc.

Les rapports annuels d'avancement sur la mise en œuvre du plan d'action seront élaborés.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan stratégique 2016-2021, deux (2) types d'évaluation ont été retenus : l'évaluation à mi-parcours et l'évaluation finale.

IV.3.7. Évaluation à mi-parcours

L'évaluation à mi-parcours interviendra au cours de l'exécution du plan d'actions et devra permettre d'apprécier ses effets et sa tendance d'évolution afin de procéder à la prise de mesures correctrices éventuelles et de renforcer les acquis en vue de l'atteinte des résultats escomptés.

IV.3.8. Évaluation finale

Elle interviendra à la fin de la période couverte par le plan de mandature (2021). Son but est de mesurer le niveau d'atteinte des résultats, de relever les insuffisances, de capitaliser les acquis et d'envisager une suite éventuelle.

Dans le cadre des différentes évaluations, un comité de suivi composé des différents acteurs de la mise en œuvre du plan d'actions sera mis en place.

IV.3.9. Niveaux de suivi-évaluation des activités

Le suivi-évaluation de la mise en œuvre du plan d'actions est organisé à trois niveaux :

- le niveau des directions du siège ;
- le niveau régional(les DCR) ;
- le niveau des représentations de la CCI-BF à l'extérieur.

À chaque niveau, le dispositif est animé par des acteurs (points focaux désignés) avec des responsabilités clairement définies et des outils spécifiques permettant une bonne collecte et transmission des données.

CONCLUSION

Troisième plan du genre, le plan de mandature 2016-2021 est élaboré suivant une démarche participative incluant l'ensemble des acteurs-clés de l'économie nationale et des partenaires de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso (CCI-BF). Ce plan est axé sur un élan de renouveau consulaire en prenant en compte les préoccupations et les besoins du secteur privé national.

L'amélioration de la gouvernance de l'institution et du climat des affaires, le renforcement des capacités des acteurs économiques, le développement des infrastructures de soutien à l'activité économique, sont autant de défis à relever au cours de cette mandature.

Le plan repose sur cinq (5) axes stratégiques qui donnent une feuille de route pour les cinq (5) prochaines années. Ces axes s'inscrivent en droite ligne avec les trois (3) axes d'intervention du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES) qui est le référentiel national de développement au Burkina Faso. Ce plan stratégique est fondamentalement basé sur le programme du Président élu de la CCI-BF.

La formulation des axes ont permis de décliner un ensemble de résultats stratégiques et intermédiaires, d'extrants et d'actions afin de relever les défis. Ainsi, cent trente-deux (132) actions sont identifiées pour un coût total de 77 550 072 000 F CFA.

Les charges globales prévisionnelles à supporter au cours de la mandature sont estimées à 135 402 061 220 CFA, constituées du coût du plan d'actions, des charges de fonctionnement sans amortissements et de charges de remboursement d'emprunts en capital.

Quant aux ressources propres prévisionnelles de l'institution, elles s'élèvent à 93 312 386 091 F CFA et représentent environ 69% des charges totales prévisionnelles, soit un besoin de financement de 42 089 675 129 F CFA.

Du reste, pour combler ce gap de financement, il est envisagé une stratégie de mobilisation d'une partie des ressources auprès des partenaires.

PARTIE V

ANNEXES



ANNEXES

ANNEXE I : CADRE LOGIQUE DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D' ACTIONS

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire						
Ri.1.1	Une bonne gouvernance est instaurée dans le management consulaire	% d'instance statutaire (commissions et AG) tenues	PM	La Direction générale		La volonté et l'engagement des élus et de la Direction générale
E1.1.1	Les textes de base sont revus pour renforcer la gouvernance consulaire	Nombre de textes révisés	Au moins 5	Les textes revus		Adhésion des élus consulaires
A.1.1.1.1	Relire/élaborer et adopter les nouveaux référentiels de la gouvernance consulaire : règlement intérieur, charte d'éthique et de déontologie, manuel de procédures, Règlement intérieur des DCR, délégation de signature et compétence, etc.	Les nouveaux référentiels adoptés	Au moins 5	Les nouveaux référentiels	CJ/DACI	Adhésion des élus consulaires
E1.1.2	Des organes consulaires opérationnels et efficaces sont créés et animés	Nombre d'organes consulaires	5	La Direction générale		La volonté et l'engagement des élus et de la Direction générale
A.1.1.2.1	Créer et animer un comité d'audit et un comité d'éthique	Le comité d'audit et le comité d'éthique créés et animés	2	La note de création	DACI/CJ	Adhésion et disponibilité des élus consulaires
A.1.1.2.2	Diagnostiquer le système électoral consulaire	Le diagnostic réalisé	1	Rapport diagnostic	CJ/DES/ DIEN/DRB	Adhésion des élus consulaires
A.1.1.2.3	Créer et animer un cadre d'échanges des mandataires consulaires	Le cadre d'échanges des mandataires consulaires créé	1	Rapport d'activités	CJ/ DIC/CCSC	Adhésion et disponibilité des élus consulaires
A.1.1.2.4	Mettre en place un Conseil des Sages du Secteur Privé	Le Conseil des sages créé	1	La note ou décision de création	CJ/DIC	Adhésion des élus consulaires
E1.1.3	Un cadre de concertation entre les structures spécialisées de la CCI-BF est créé et opérationnel	Le cadre créé	1	Rapport de séances		Adhésion des élus consulaires

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
A.1.1.3.1	Créer et animer un cadre d'échanges et de concertation entre les structures spécialisées de la CCI-BF	Le cadre d'échanges et de concertation créé	1	Rapports de séances	CJ/DIC	Adhésion des élus consulaires et des structures
		Le climat des affaires est amélioré avec la mise en place d'une nouvelle offre de facilitation administrative en faveur des entreprises		Rapports d'activités		Engagement des acteurs économiques
Ri.1.2	De nouveaux dispositifs de facilitation des affaires sont créés et fonctionnels	Nombre de dispositifs créés	13	Les notes de création		Adhésion des acteurs
	Contribuer à renforcer les guichets uniques existants et élargir leur base d'actions territoriale	Nombre de guichets uniques existants renforcés et élargis	4	Les rapports d'activités	DDIP	Engagement des acteurs
	Accompagner la création d'un guichet unique des licences d'affaires à compétence nationale	Le guichet unique des licences d'affaires créé	1	Les apports d'activités	DDIP /CJ	Engagement des acteurs
	Promouvoir la conteneurisation (Réaliser 3 études thématiques pour la mise en œuvre des recommandations des JNL, mettre en place le dispositif de garantie du retour des conteneurs)	Le nombre d'actions de promotion	6	Le rapport d'activités	DPEF	Adhésion des acteurs
	Promouvoir la création d'un guichet unique de la promotion immobilière	Le guichet créé	1	Rapports d'activités	DDIP	Adhésion des acteurs
	Susciter la mise en place d'un centre de facilitation des démarches fiscales et financières (obtention des chèques administratifs, facture normalisée, fiscalité digitale, suivi des paiements des factures par l'État, etc.)	Le centre de facilitation des démarches fiscales et financières mis en place	1	Rapports d'activités	CF	Adhésion et engagement des acteurs
E1.2.2	Les textes majeurs qui régissent la vie des affaires sont réformés	Nombre de textes réformés	Au moins 500	La Direction générale		Adhésion de l'État
	Analyser (Inventorier et relire les textes) les textes majeurs qui régissent la vie des affaires et proposer les réformes nécessaires	Nombre de textes inventoriés et relus	Au moins 500	Les rapports d'activités	CJ/DDIP/DACI	Adhésion de l'État et des acteurs économiques
Ri.1.3	Le dialogue public-privé est revitalisé à travers de nouveaux dispositifs de concertation	Nombre de nouveaux dispositifs; le niveau de changements	PM	Rapports d'activités		Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
E1.3.1	De nouveaux cadres de dialogue entre le secteur privé et ses partenaires sont mis en place et animés	Nombre de nouveaux cadres	4	Rapports d'activités		Adhésion des acteurs
A.1.3.1.1	Lancer un processus d'évaluation de la RGSP et les cadres de concertation sectoriels pour les dynamiser et/ou créer de nouveaux espaces de dialogue	L'évaluation réalisée; Nombre de nouveaux cadres créés	1	Rapport d'évaluation	DDIP/CJ	Disponibilité des ressources financières
A1.3.1.2	Mettre en place et animer un cadre de concertation des structures d'appui au secteur privé	Le cadre mis en place	1	Rapports d'activités	CJ/DDIP	Adhésion des acteurs
A1.3.1.3	Instituer un cadre d'échanges avec les bailleurs de fonds	Le cadre d'échange	1	Rapports d'activités	DDIP	Adhésion et engagement des bailleurs de fonds
A1.3.1.4	Faire un plaidoyer pour les entreprises directement affectées par les crises socio-politiques	Le plaidoyer réalisé	1	Rapport d'activités	DDIP	Adhésion et accompagnement de l'Etat
Ri.1.4	Le système d'information et de communication est amélioré avec une nouvelle offre de services	Les niveaux d'amélioration	PM	Rapports d'activités		Disponibilité des ressources financières
E1.4.1	Un plan de communication institutionnel est élaboré et mis en œuvre	Le nombre d'outils ou d'actions de communication réalisés	60	Rapport d'activités		Disponibilité des ressources financières
A1.4.1.1	Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication assortie d'un planquinquennal de communication	Le document de stratégie élaboré et plan d'actions mis en oeuvre	1	Le document de stratégie	DIC	Adhésion du Bureau consulaire; Disponibilité des ressources financières
A1.4.1.2	Animer des programmes avec les médias sur des thématiques relatives au développement du secteur privé	Nombre d'émissions animées	43	*Les médias sollicités; *Copie des supports diffusés	DIC	Disponibilité des ressources financières ; Disponibilité des personnes ressources. Bonne collaboration entre/avec les médias
A1.4.1.3	Renforcer les actions de promotion des opportunités économiques	Le nombre de supports d'information et de promotion	6	*Rapports d'activités ; *Copie des supports diffusés	DIC/ DDIP	Disponibilité des ressources financières ; Bonne collaboration entre/avec les médias
A1.4.1.4	Ouvrir et animer un musée consulaire	Le musée consulaire créé	1	Le musée consulaire	DIC	Disponibilité de ressources

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
						financières; Adhésion des acteurs
	Lancer la production des documents d'information sur le secteur privé	Le nombre de documents produits	4	Les copies des ouvrages	DIC	Disponibilité des informations
	Organiser des compétitions sportives et culturelles	Le nombre de compétitions organisées	5	Les rapports du Comité d'organisation	DIC	Disponibilité de ressources financières
E1.4.2	Les canaux et supports d'information et de communication en direction du secteur privé sont diversifiés et renforcés	Le nombre de canaux et supports d'information et de communication	5	Rapports d'activités		Disponibilité de ressources financières; Adhésion des Bureaux consulaires
	Renforcer et diversifier les outils de communication électroniques	Le site rénové avec les portails d'information et les réseaux sociaux intégrés	2	*Le site Web; *Les rapports d'activités	DIC/DMG/DES/ DIEN	Disponibilité des ressources financières
	Créer un Centre d'Appels sur les préoccupations des entrepreneurs au siège CCI-BF	Le Centre d'appels créé	1	Le siège CCI-BF	DIC	Disponibilité des ressources financières
	Mettre en place et animer un système d'archivage numérique et une bibliothèque numérique	L'archivage numérique et la bibliothèque numérique	2	Bibliothèque numérique	DIC/ DIEN	Disponibilité des moyens financiers
Ri.1.5	La performance de l'institution est améliorée	Les outils de gestion utilisés et leur niveau d'efficacité et d'efficience	PM	Rapports d'activités		Compétences des services techniques de l'institution
E1.5.1	Les outils de gestion sont revus et améliorés	Le nombre d'outils de gestion revus	13	Rapports d'activités		La volonté du Bureau consulaire et de la Direction générale
	Mettre en place un nouvel organigramme compatible avec le plan stratégique de mandature	Le nouvel organigramme	1	Rapports d'activités	Direction Générale/DRH	La volonté du Bureau consulaire
	Moderniser le système d'information de la CCI-BF (Mettre en ligne le Fichier NERE ; Acquérir un logiciel professionnel de gestion du courrier ;	Le nombre d'actions menées	8	Rapports d'activités	DIEN/DES/DFC/DPEF	Adhésion du Bureau consulaire; Disponibilité de fonds

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
	Étendre le PGI ; Interconnecter les sites intérieurs et extérieurs de la CCI-BF ; Sécuriser le système d'information ; Développer des solutions applicatives ; Augmenter les capacités de l'infrastructure serveur)				/DPF/DACI /DRB/Représentation s à l'extérieur	
	Adopter un système de management de la qualité	Le système de management de la qualité adopté	1	Rapport d'activités	DMG	Adhésion du Bureau consulaire et du personnel
	Mettre en place une comptabilité analytique, le tableau de bord de gestion, un système de contrôle de gestion	Ces outils opérationnels	3	Rapport d'activités	DFC/DACI	Adhésion du Bureau consulaire et du personnel
E1.5.2	Les capacités du personnel sont renforcées pour faire face aux nouveaux défis de l'institution	Nombre d'agents formés	Au moins 100	Rapports de formation		Disponibilité des ressources financières
	Élaborer et mettre en œuvre le nouveau plan de développement et de gestion des ressources humaines	Le nouveau plan opérationnel	1	Rapports d'activités	DRH	Adhésion du Bureau consulaire et du personnel
E1.5.3	Les sources de revenus sont accrues, diversifiées, pérennisées et sécurisées	Nombre de nouvelles sources de revenus consolidées et diversifiées	8	Rapports d'activités		Adhésion des acteurs
	Consolider les sources de revenus existants (Négociation et signature des conventions de concession ; etc.)	*Nombre de conventions de concession signées *Le mécanisme de suivi et de perception du fonds de garantie automatisé	4 1	La Direction générale	DPEF/DRB/ DIEN /DES / DAE/DMG	Engagement du Bureau consulaire et de la Direction générale Adhésion de l'État
	Diversifier les sources de revenus de l'institution (créer de nouvelles sources de revenus)	Nombre de nouvelles sources de revenus créés	2	Rapports d'activités	DPEF /DRB/ DIEN /DES / DAE	Engagement de la Direction générale

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
	A1.5.3.3 Automatiser le mécanisme de suivi et de perception du fonds de garantie	Le mécanisme est automatisé	1	Le rapport d'activités	DPEF	Adhésion et engagement des acteurs
	E1.5.4 Les structures spécialisées de la CCI-BF sont mieux accompagnées	Nombre d'actions d'accompagnement	4	Rapports d'activités		Engagement du Bureau consulaire
	A1.5.4.1 Créer un groupe consulaire CCI-BF	La note de création du groupe	1	La note ou décision de création du groupe	DG/ Bureau consulaire	Adhésion et engagement des acteurs
	A1.5.4.2 Renforcer l'appui technique et financier aux structures spécialisées de la CCI-BF	Le type d'appui apporté	2	Rapports d'activités	DACI/DFC	Disponibilité des ressources financières; Bonne collaboration des structures
	A1.5.4.3 Accompagner la restructuration des CGA	Le rapport diagnostic élaboré	1	Rapports d'activités et financiers	DACI	Disponibilité des ressources financières et engagement des acteurs
AXE 2: Développement du capital humain et facilitation de l'accès au financement des entreprises						
Ri.2.1	L'offre de formation professionnelle est adaptée aux besoins des entreprises	Le nombre de modules développés dans les centres		Les rapports de formation		Adhésion des acteurs
	E2.1.1 Les centres de formation existants sont restructurés et offrent des formations adaptées	* Le nombre de centres restructurés et dynamisés * Le nombre d'apprenants formés	3 25 183			Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
	A2.1.1.1 Restructurer le CFTH	Le niveau d'exécution des travaux *Le nombre d'apprenants formés	100% 19 433	Les rapports d'exécution	DFP	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
	Dynamiser ¹ l'École professionnelle de commerce (EPC)	*Le niveau d'exécution des travaux *Le nombre d'apprenants formés	100% 750	Les rapports d'exécution	DFP	
	Dynamiser ² le centre de formation professionnel CFTRA	*Le niveau d'exécution des travaux *Le nombre d'apprenants formés	100% 5 000	Le rapport d'activités	DFP	
	Réaliser des études sectorielles sur l'adéquation formation/emploi	Le nombre d'études sectorielles réalisées	8	Les rapports d'études	DFP	
E2.1.2	De nouveaux centres de formation sont créés et opérationnels	*Le nombre de centres créés et de filières ouvertes *Le nombre d'apprenants formés dans les centres	18 Au moins 6 666	Les rapports de formation		Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
	Ouvrir de nouveaux centres d'alphabétisation fonctionnelle	*Le nombre de nouveaux centres ouverts et fonctionnels *Le nombre d'apprenants	Au moins 13 6 000	* Les centres d'alphabétisation ouverts *Les rapports de formation	DFP	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
	Créer une Académie Internationale de la Gouvernance et du Leadership Économiques	L'académie créée	1	*Les locaux de l'Académie *Rapports d'inauguration ou de formation	DFP	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs

¹Nouvelles filières, construction de salles de classe, équipements, 1 étude

²Achat de 2 ensembles articulés (Véhicules), 1 simulateur, équipements et installation, formation des formateurs, 1 étude

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
	A2.1.2.3	Créer et opérationnaliser de nouveaux centres de formation : - en bâtiment et travaux publics (CF-BTP) et mines - en langues émergentes dans les affaires (chinois, russe, arabe, espagnol, anglais)	*Le niveau d'exécution des travaux (%) *Le nombre de nouveaux centres ou d'offres de formation créées et opérationnalisées *Le nombre d'apprenants	100% 2 Au moins 666	*Les rapports d'exécution des travaux *Les locaux des centres créés	DFP Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
	A2.1.2.4	Créer une filière en techniques biomédicales et en optométrie	Nombre de filières créées	2	Les rapports de formation	DFP Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
	A2.1.2.5	Réaliser une étude pour la construction d'un centre de formation professionnelle à Bobo-Dioulasso	*Le niveau d'exécution de l'étude (%) *L'étude réalisée	100% 1	Le rapport final de l'étude	Qualité de l'expertise du cabinet recruté ; Disponibilité des ressources financières
E2.1.3	Les acteurs économiques disposent de bonnes pratiques en matière de formation professionnelle	Le nombre de propositions faites	23	Les rapports d'activités	DRB/DFP	Adhésion des acteurs
	A2.1.3.1	Contribuer à promouvoir un dispositif d'assurance qualité de l'enseignement supérieur privé et de l'enseignement et formation technique et professionnelle (EFTP)	Le nombre d'actions réalisées	3	Les rapports d'activités	Adhésion des acteurs
	A2.1.3.2	Contribuer à mettre en place un système de validation des acquis de l'expérience (VAE)	Le nombre d'actions réalisées	3	le rapport d'activités	Adhésion des acteurs
	A2.1.3.3	Contribuer à l'élaboration de programmes de formation professionnelle	Le nombre d'actions réalisées	3	Le rapport	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
	A2.1.3.4	Élaborer des modules de formation en adéquation avec les besoins des entreprises	Le nombre de modules de formation en gestion	14	Les modules	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
E2.1.4	Des formations professionnelles spécifiques adaptées aux besoins du secteur privé sont proposées	Le nombre d'acteurs ayant bénéficié de la formation à la carte	500	Les rapports de formation	DFP	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
	A2.1.4.1	Organiser des sessions de formation à la carte	*Le nombre de personnes *Le nombre de formations proposées	500 20	les rapports de formation	Disponibilité des ressources et l'adhésion des partenaires financiers
	E2.1.5	Les capacités des opérateurs économiques sont renforcées	Nombre d'acteurs formés sur les thèmes développés	10 000	Les rapports de formations	Disponibilité des acteurs
	A2.1.5.1	Organiser des sessions de formation des acteurs économiques sur des thématiques d'intérêt économique	Nombre de personnes formées	2 000	Les rapports de formation	Disponibilité des acteurs
	A2.1.5.2	Organiser des sessions d'information et de sensibilisation au profit des acteurs économiques	Nombre de participants	8 500	Les rapports de séances	Disponibilité des acteurs
Ri.2.2		Des dispositifs de facilitation de l'accès au financement des entreprises sont mis en place et fonctionnels	Le nombre de dispositifs fonctionnels	4	Les rapports d'activités	Adhésion des acteurs
	E2.2.1	Des services financiers en faveur des entreprises sont promus (services financiers classiques des banques, des institutions de micro-finance, financements innovants)	Le nombre de services financiers promus	3	Les rapports d'activités	Adhésion des acteurs
	A2.2.1.1	Opérationnaliser les activités de la Société de Financement des Micro-entreprises (SAFINE SA)	Le nombre de bénéficiaires au fonds	2 753	Les rapports financiers	Disponibilité des ressources et adhésion des partenaires financiers
	A2.2.1.2	Promouvoir la mise en place de nouveaux produits et mécanismes financiers (prêt d'honneur, caution solidaire et caution mutuelle) en partenariat avec les banques, les établissements financiers et le système financier décentralisé	Le nombre de nouveaux produits et mécanismes financiers	3	Les rapports d'activités	Disponibilité des ressources et adhésion des partenaires financiers

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
	A2.2.1.3	Le fonds d'investissements structurants mis en place	1	La Direction générale	DACI/DFC	Disponibilité des ressources
	A2.2.1.4	Organiser le Salon International de la Finance de Ouagadougou	2	Les rapports d'activités	DDIP	Adhésion et disponibilité des acteurs
Axe 3: Développement de l'intelligence économique et du portefeuille de services d'appui-conseil aux entreprises						
Ri.3.1	L'intelligence économique est mieux implantée et valorisée dans l'institution et le secteur privé	Le nombre d'entreprises bénéficiaires	PM	Les rapports d'activités		Adhésion des acteurs Disponibilité des ressources humaines
E3.1.1	Des rapports d'études sur le secteur privé sont disponibles	Nombre de rapports disponibles	22	Les documents de rapports d'études		Adhésion des acteurs Disponibilité des ressources humaines
A.3.1.1.1	Élaborer un rapport annuel sur l'état du secteur privé, assorti d'un sondage sur la perception du climat des affaires	Nombre de rapports élaborés	5	Les rapports	DES	Adhésion des acteurs Disponibilité des ressources humaines
A.3.1.1.2	Élaborer des études économiques sur les défis de développement du secteur privé	Nombre de rapports	15	Le rapport	DES	Adhésion des acteurs Disponibilité des ressources humaines
A.3.1.1.3	Élaborer une étude prospective sur le secteur privé	L'étude réalisée	1	Le rapport d'activité	DES	Disponibilité des ressources humaines et financières
E3.1.2	L'intelligence économique est développée dans les entreprises et au sein de la CCI-BF	Le nombre de bénéficiaires	500	Les rapports		Adhésion des acteurs Disponibilité des ressources humaines
A.3.1.2.1	Mettre en place et animer un système d'intelligence économique sur les secteurs et les filières porteurs	*Le système d'intelligence économique sur les secteurs ; *Le nombre de secteurs bénéficiaires	1 500	*Document de projet IE et innovation *Rapport d'activités	DES	Adhésion des acteurs Disponibilité des ressources humaines
A.3.1.2.2	Organiser les Journées Nationales de l'Intelligence Economique	La tenue des JNIE	2	Rapports d'activités	DES	Adhésion des acteurs
A.3.1.2.3	Mettre en place une veille institutionnelle	Nombre d'actions de veille mises en place	2	Les rapports d'activités	DES	Disponibilité des outils de veille

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
A.3.1.2.4	Mettre en place une plateforme de promotion de l'innovation	Plateforme mise en place	1	La plateforme	DES	Disponibilité des infrastructures
E3.1.3	Un système de reconnaissance du mérite des opérateurs économiques est mis en place	Le nombre d'opérateurs	PM	La direction générale CCI-DF		Adhésion des acteurs
A.3.1.3.1.	Mettre en place un mécanisme de reconnaissance du mérite des opérateurs économiques	Le comité de mérite fonctionnel	1	La note de création de comité Comptendu des	DAE/DDIP/DRH	Adhésion des acteurs; Impartialité et intégrité du comité
Ri.3.2	Le secteur privé dispose de solides programmes d'appui transsectoriels pour accroître sa prospérité	Nombre d'outils Nombre de bénéficiaires	PM	Les rapports		Disponibilité des ressources
E3.2.1.	De nouveaux programmes de soutien sont développés au profit de l'ensemble des secteurs d'activités économiques	Nombre de programmes développés	Au moins 3	Les documents de programme		Disponibilité de ressources
A.3.2.1.1	Promouvoir le management de la qualité et de la labellisation, de l'hygiène, de la sécurité, de l'environnement (QHSE) et de la responsabilité sociale des entreprises	Nombre d'actions de promotion menées	5	*Document projet QHSE et RSE Rapport d'activités	DMG	Disponibilité d'appuis techniques et financiers
A.3.2.1.2	Élaborer un programme d'appui au développement du secteur privé	Le programme élaboré	1	Le document du programme d'appui au développement du secteur privé	DDIP	Disponibilité des ressources humaines
A.3.2.1.3	Mettre en place un programme élargi de promotion des affaires à implanter sur l'ensemble du territoire (franchise nationale et internationale, accompagnement à l'installation de services critiques dans les régions : essenceries, médecins, pharmaciens, garages de réparation, boulangeries, bureaux d'assurance, consultants, etc.)	* Le programme élargi de promotion des affaires mis en place Le nombre d'acteurs accompagnés	1 Au moins 100	* Le document du programme * Les rapports d'activités	DAE/DDIP	Adhésion des acteurs
A.3.2.1.4	Mettre en place un portail de manifestations économiques majeures nationales et internationales	Le portail de manifestations économiques mis	1	Le portail de manifestations économiques	DIC/DDIP/DIEN	Accessibilité de l'information économique
E3.2.2	Les jeunes et les femmes d'affaires ont accès à de nouveaux espaces économiques qui leur sont dédiés	Nombre de bénéficiaires	Au moins 80	Les rapports		Adhésion des acteurs

Réf.	Logique d'intervention		Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
	A.3.2.2.1	Promouvoir la participation des jeunes et des femmes d'affaires à des foras et manifestations économiques nationales et internationales	Nombre de jeunes et de femmes participants	Au moins 80	Les rapports d'activités annuels	DDIP	Adhésion des bénéficiaires Disponibilité de ressources
	A.3.2.2.2	Mettre en place un programme d'incubation et de maturation des projets	Le programme élaboré	1	Les documents de projets	DES	Adhésion des acteurs Disponibilité des ressources
	A.3.2.2.3	Accompagner la structuration des organisations professionnelles de jeunes chefs d'entreprises	Nombre d'AGOPE accompagnées	50	Rapports d'activités annuels	DES / DDIP / CJ	Adhésion des acteurs Disponibilité des ressources
E3.2.3		Les entreprises du secteur informel sont mieux accompagnées à se formaliser et à sortir de la précarité	Nombre d'actions d'accompagnement	2	Les rapports d'activités		Adhésion des acteurs Disponibilité des ressources
	A.3.2.3.1	Organiser un forum des acteurs de l'économie informelle	Le forum organisé; Le nombre de participants	1	Rapport final du forum	DAE/ CGA	Adhésion des acteurs
	A.3.2.3.2	Mettre en place un pack de services de soutien aux microentreprises (information, formation, accès au financement, statut de l'entrepreneur)	Le pack de services disponible	1	Le catalogue de services	DAE/CGA	Engagement des instances de décision de la CCI-BF Adhésion des acteurs
E3.2.4		Le cadre des projets de partenariat public-privé est revu et renforcé	Le nombre d'actions réalisées	4	Les textes juridiques		Adhésion des parties, volonté politique et adoption des nouveaux textes par le législateur
	A3.2.4.1	Promouvoir le partenariat public-privé (Organiser le forum PPP; Suivre la mise en place de l'unité de gestion et de mise en œuvre des PPP ; Organiser une table ronde sectorielle sur le secteur privé)	* Nombre d'actions réalisées * Nombre de projets PPP	4 Au moins 5	Les rapports d'activités	DAE	Adhésion des parties (État, acteurs du secteur privé, partenaires, ...)
Ri3.3		Les activités du secteur privé national sont davantage développées	Le nombre d'actions menées	PM	Les rapports		Adhésion des acteurs
E3.3.1		L'activité de commerce est davantage développée	Le nombre d'actions menées pour le secteur	7	Le système de veille		Disponibilité des outils de veille
	A.3.3.1.1	Organiser régulièrement des échanges entre les acteurs du commerce	Le nombre de rencontres	4	Les rapports d'organisation	DAE/ DIC	Adhésion des acteurs

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
	A.3.3.1.2 Mettre en place une plateforme de e-commerce pour les commerçants de produits d'occasion	*La plateforme de e-commerce mise en place *Nombre d'usagers	1 400	Les rapports d'activités	DIEN /DIC/ DAE	Adhésion des acteurs
	A.3.3.1.3 Mettre en place un programme d'appui à la gestion des marchés d'envergure (assurance, gestion des risques, information périodique etc.)	Le programme d'appui mis en place	1	Le document du programme d'appui	DAE	Adhésion des acteurs
	A.3.3.1.4 Promouvoir des opérations de réclame et de vente à crédit avec les associations professionnelles	L'action de promotion réalisée	1	Les rapports d'activités	DDIP	Disponibilité des acteurs
E3.3.2	L'activité industrielle est davantage développée	Le nombre d'actions menées pour le secteur	6	Les rapports d'activités		Disponibilité des ressources
	A.3.3.2.1 Organiser régulièrement des échanges entre les acteurs de l'industrie	Le nombre de rencontres organisées	4	Les rapports d'organisation	DAE/ DIC	Adhésion et des acteurs
	A.3.3.2.2 Promouvoir le développement de grappes d'entreprises dans des filières porteuses	Le nombre de grappes fonctionnelles	3	Convention de coopération Rapport d'activités	DES	Disponibilité des ressources
	A.3.3.2.3 Mettre en place un programme d'amélioration continue de la productivité dans les industries (KAIZEN, LEAN Manufacturing, etc.)	*Le programme d'amélioration continue de la productivité mis en place *Nombre d'entreprises accompagnées	1 30	Document de Projet Rapport d'activités	DRB/DAE/ BRMN	Engagement des instances de décision de la CCI-BFAdhésion des industries
	A.3.3.2.4 Réhabiliter les zones industrielles de Ouaga et de Bobo-Dioulasso	Les zones industrielles réhabilitées	2	Rapport d'activités	DRB/DPEF	Disponibilité des ressources Adhésion des industries
	A.3.3.2.5 Promouvoir la sous-traitance des mines et du BTP	Nombre d'actions de promotion de sous-traitance	5	Le rapport d'activités	DAE	Capacités des entreprises Adhésions des industries
	A.3.3.2.6 Mettre en place et animer un programme de valorisation des résultats de la recherche, d'exploitation des brevets et inventions libres et de transformation agro-alimentaires des produits locaux (accompagner à la création	Le programme mis en place	1	Le rapport d'activités	DES/DAE	Adhésion des acteurs

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
E3.3.3	L'activité de services est davantage développée	Le nombre de plateformes mises en place et fonctionnelles	3	Le rapport d'activités		Disponibilité des ressources Adhésion des acteurs
A.3.3.3.1	Organiser régulièrement des échanges entre les acteurs du secteur des services	Le nombre de rencontres	4	Les rapports d'organisation	DAE/DIC	Adhésion et des acteurs
A.3.3.3.2	Mettre en place une plateforme de promotion électronique de l'enseignement privé	La plateforme de promotion électronique de l'enseignement	1	Le rapport d'activités	DIEN/DIC/DAE	Amélioration de la qualité de connexion
A.3.3.3.3	Mettre en place une plateforme de promotion électronique du système privé de santé (cliniques médicales et pharmacies)	La plateforme de promotion électronique du système privé de santé mise en place	1	Le rapport d'activités	DIEN/DIC/DAE	Amélioration de la qualité de connexion
A.3.3.3.4	Mettre en place une plateforme de promotion électronique des prestations privées aux entreprises (bureaux d'étude, architectes, ingénieurs, informatique, télécommunications, communication, transit etc.)	La plateforme de promotion électronique des prestations privées aux entreprises mise en place	1	Le rapport d'activités	DIEN/DIC/DAE	Amélioration de la qualité de connexion
A.3.3.3.5	Mettre en place un guichet de signature électronique	Le nombre de clés de signature électronique vendues	400	Le C.A de vente des clés de signature électronique	DIEN /DIC/DAE	Adhésion des acteurs
Ri.3.4	La présence du secteur privé burkinabè à l'international est renforcée	Nombre de participants ou de bénéficiaires	PM	Les rapports d'activités	DDIP/ Représentations	Disponibilité des ressources Adhésion des acteurs
E3.4.1	Les entreprises disposent de nouveaux services de soutien à leurs opérations internationales	Le nombre de nouveaux services de soutien	4	Les rapports d'activités	DDIP/ Représentation	Disponibilité des ressources Adhésion des acteurs
A.3.4.1.1	Plaider pour un renforcement de la diplomatie économique auprès des représentations du Burkina Faso à l'étranger et renforcer la collaboration avec les Conseillers Economiques	Nombre de représentations du Burkina où la collaboration est bonne	10	Les rapports d'activités	DDIP / Représentations extérieures	Engagement des instances de décision de la CCI-BF ; Adhésion des représentations

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
A.3.4.1.2	Renforcer le rayonnement national et international de Africallia	*Nombre de pays participants *Nombre de participants	30 1 000	Le rapport général du forum Le rapport	DDIP /DIC/DAE	Engagement des instances de décision de la CCI-BF
A.3.4.1.3	Organiser des missions commerciales vers des pays à fort potentiel pour le Burkina Faso	*Nombre de missions organisées ; *Nombre de participants à ces missions	20 500	Rapports de missions	DDIP /DIC/DAE	Engagement des instances de décision
A.3.4.1.4	Organiser un forum régulier d'échanges entre les Chambres de Commerce et d'Industrie de l'espace UEMOA (projets communs d'infrastructures, d'industries, banque commune d'affaires, etc.)	La tenue du forum d'échanges	4	Le rapport du Comité d'organisation	DDIP	Adhésion des CCI
A.3.4.1.5	Créer un service de facilitation des affaires dans les représentations extérieures de la Chambre de Commerce (préparation et suivi des dossiers de projets ou de formalités pour nos ressortissants)	Le service créé	1	Le rapport d'activités	DDIP / Représentations extérieures	Disponibilité des ressources humaines et financières
A3.4.1.6	Organiser les Journées Nationales de la Logistique (JNL)	*Le nombre de tenues des JNL *Nombre de participants	2 300	Rapports d'activités annuels	DPEF	Adhésion des acteurs
A3.4.1.7	Faciliter l'obtention de visas d'affaires	Le niveau d'accessibilité des visas d'affaires	100%	Rapports de mission	DDIP	Adhésion des ambassades
Axe 4: Renforcement de l'accompagnement de proximité des entreprises dans les régions						
Ri.4.1	Le déploiement des services techniques est effectif dans les nouvelles DCR	Les DCR fonctionnelles	9	Rapport d'activités; Comptes rendus		Disponibilité des ressources
E4.1.1	Les services techniques déconcentrés sont opérationnels	Présence des services techniques en régions Les sièges régionaux aménagés	9	Rapport d'activités; Comptes rendus Contrat de bail; Bordereau de livraison		Disponibilité des ressources
Ri.4.2	Le secteur privé régional bénéficie d'un compact de services adaptés à ses besoins	Les types de services offerts aux entreprises	5	Rapports d'activités	DAE/DMG	Disponibilité des ressources ; Adhésion des

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
						acteurs de la région aux services
E4.2.1	L'accessibilité des services de proximité en régions est améliorée	Le nombre de services déployés en régions	Au moins 28	Les rapports d'activités		Adhésion des acteurs
A4.2.1.1	Ouvrir un bureau du Centre de Gestion Agréé (CGA) dans les chefs-lieux de régions qui n'en disposent pas	Nombre de CGA ouverts en régions	11	Rapports d'activités	DAE/CGA	Ressources financières; Adhésion des acteurs de la région aux services
A4.2.1.2	Ouvrir un bureau des Centres des Formalités des Entreprises (CEFORE) dans les chefs-lieux de régions qui n'en disposent pas	Le nombre de CEFORE ouverts en régions	4	Rapports d'activités	DAE/MEBF	Ressources financières; Adhésion des acteurs de la région aux services
A4.2.1.3	Lancer des services structurants dans les délégations consulaires régionales en relation avec d'autres structures spécialisées et /ou des partenaires	Nombre de services structurants lancés	Au moins 13	Rapports d'activités	DAE	Engagement des partenaires
Ri.4.3	Les délégations consulaires régionales contribuent à la promotion de l'économie locale	Nombre d'actions menées	PM	Rapports d'activités		Ressources financières; Encrege institutionnel
E4.3.1	Un cadre de dialogue entre opérateurs économiques et les services administratifs locaux est créé et animé dans chaque région	Le cadre de concertation créé	26	Rapports d'activités		Adhésion des acteurs de la région aux services
A.4.3.1.1	Promouvoir la mission consultative des DCR dans les régions	La mission consultative promue dans les DCR	1	Rapports d'activités	DAE	Collaboration des autres acteurs; Disponibilité des ressources financières
A.4.3.1.2	Mettre en place un cadre de concertation régional périodique entre le public et le privé	Le cadre de concertation mis en place	13	Rapports d'activités	DAE/12 DCR	Collaboration des autres acteurs; Disponibilité des ressources financières
A4.3.1.3	Mettre en place et animer une Coordination des Associations du Monde des Affaires (CAMA) dans chaque région	Nombre de coordinations mises en place	13	Les rapports; Réceptés de reconnaissance	DAE/12 DCR	Adhésion des Associations
E4.3.2	Les potentialités économiques régionales sont promues	Le nombre d'actions de promotion réalisées	3	Rapports d'activités		Disponibilité de ressources ; Engagement des acteurs

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
	A.4.3.2.1	*La stratégie marketing effective *Nombre de produits locaux labélisés	1 Au moins 1	Document de stratégie marketing	DAE	Disponibilité des ressources; Engagement des acteurs
	A.4.3.2.2	Le programme élaboré	1	Le document de programme d'appui	DAE	Disponibilité des partenaires
Axe 5: Développement et renforcement de l'offre en infrastructures et en équipements économiques						
Ri.5.1	Les infrastructures et équipements existants sont réhabilités	Le nombre d'infrastructures existants réhabilités	11	Le rapport d'activités		Disponibilité des ressources
E5.1.1	Les infrastructures dégradées sont renouvelées	Le nombre d'infrastructures renouvelées	11	Le rapport d'activités		Disponibilité des ressources
	A.5.1.1.1	Réaliser un audit technique des infrastructures et équipements existants	1	Le document rapport final d'audit	DPEF/ Service Construction et Patrimoine Immobilier / DMG	Disponibilité des ressources; Engagement des acteurs
	A.5.1.1.2	Réhabiliter Ouagarinter	100%	* Les rapports d'exécution * Le PV de réception	DPEF/SCP / DMG	Disponibilité des ressources
	A.5.1.1.3	Réhabiliter BVA 2 et 3	100% 2	* Les rapports d'exécution * Le PV de réception	DPEF/SCP / DCM	Disponibilité des ressources
	A.5.1.1.4	Aménager l'aire de stationnement de camions à Koudougou	100%	* Les rapports d'exécution * Le PV de réception	DPEF/SCP / DMG	Disponibilité des ressources
	A.5.1.1.5	Réaménager les accès de ponts-basculés de Nadiagou et Dakola	100% 2	* Les rapports d'exécution * Le PV de réception	DPEF/SCP / DMG	Disponibilité des ressources

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
		*Le nombre d'accès de ponts bascules réalisés				
A.5.1.1.6	Réaliser les travaux de rebouchage de nids de poule de Dakola et Nadiagou	*Le niveau de réalisation *Le nombre les travaux de rebouchage de nids de poule réalisés	100% 2	*Les rapports d'exécution *Le PV de réception	DPEF/SCP I/ DMG	Disponibilité des ressources
A.5.1.1.7	Réaliser les travaux de génie civil sur les ponts bascules de Kantchari et Nadiagou	Le niveau de réalisation	100%	*Les rapports d'exécution *Le PV de réception	DPEF/SCP I/ DMG	Disponibilité des ressources
A.5.1.1.8	Construire le quai pour dépotage de conteneurs à BVA1	Le niveau de réalisation (%)	100%	*Les rapports d'exécution *Le PV de réception	DPEF/SCP I/ DMG	Disponibilité des ressources
A.5.1.1.9	Réaliser les travaux de reprise totale de la toiture du Magasin « Burkina » à Cotonou	Le niveau de réalisation (%)	100%	*Les rapports d'exécution *Le PV de réception	Représentation Cotonou/ SCPI/ SCPI/DMG	Disponibilité des ressources
A.5.1.1.10	Agrandir le Parking de Kantchari	Le niveau de réalisation (%)	100%	*Les rapports d'exécution *Le PV de réception	DPEF/SCP I/ DMG	Disponibilité des ressources
A.5.1.1.11	Réaliser une étude technique d'exécution pour l'assainissement du site de Ouagarinter et services connexes	*Le niveau de réalisation *L'étude réalisée	100% 1	*Les rapports d'exécution *Le rapport final de l'étude	DPEF/SCP I/ DMG	Disponibilité des ressources
A.5.1.1.12	Mener une négociation avec l'État pour la concession et la gestion des zones industrielles	Le nombre de zones industrielles concédées Le schéma d'élaboration d'un plan d'aménagement des infrastructures et équipements marchands	2 1	La convention de concession	DPEF/CJ	Adhésion de l'État
A.5.1.1.13	Négocier avec les communes, un schéma d'élaboration d'un plan d'aménagement des infrastructures et équipements marchands		1	Les rapports d'activités	DPIEF/DA E/CJ	Adhésion des autorités communales

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
A.5.1.1. 14	Négocier le changement de destination des terrains à usage économique avec les communes	Nombre de terrains à usage économique avec les communes ayant reçu un changement de destination	PM	Les rapports d'activités	DPEF /DAE/ DRB	Adhésion des autorités communales
A.5.1.1. 15	Réaliser une étude de la définition d'une politique de développement et de gestion des parcs par la CCI BF (les ZAD, les activités économiques et spéciales, les zones industrielles, les technopôles)	*Le niveau de réalisation *L'étude réalisée	100% 1	*Les rapports d'exécution *Le rapport final de l'étude	DPEF//SC PI/ DMG	Disponibilité des ressources ; Adhésion des acteurs concernés
A.5.1.1. 16	Réhabiliter la voirie de BOBORINTER	*Le niveau d'exécution (%) *La voirie réhabilitée	100% 1	Le rapport d'exécution; Le PV de réception	DRB	Disponibilité des ressources
Ri.5.2	De nouvelles infrastructures sont réalisées et mises à la disposition du secteur privé	Le nombre de nouvelles infrastructures réalisées et fonctionnelles	PM	Le rapport d'activités		Disponibilité des ressources ; Adhésion des acteurs
E5.2. 1	Le secteur privé est équipé d'infrastructures de soutien qui favorisent l'essor économique	Le nombre d'infrastructures	PM	Les rapports d'activités		Disponibilité des ressources ; adhésion des acteurs
A.5.2.1. 1	Lancer le processus de construction du port sec multimodal de Ouagadougou	Le niveau d'exécution des travaux de construction (%)	100%	Titre foncier, rapports des études,....	DPEF/ SCPI/ DMG	Engagement des partenaires techniques et financiers
A.5.2.1. 2	Réaliser l'extension de Boborinter	*Le niveau d'exécution (%) *La plate-forme est réalisée	100% 1	*Le rapport d'exécution; *Le PV de réception des travaux	DRB/ SCPI/ DFC	Engagement des partenaires techniques et financiers
A.5.2.1. 3	Construire le siège de la CCI-BF et des DCR	*Le niveau d'exécution des travaux *Le nombre de sièges construits	100% 9	*Le rapport d'exécution; *Le PV de réception des travaux	DPEF/DAE / S C P I /DMG	Disponibilité des ressources ; Engagement de Bureau consulaire
A.5.2.1. 4	Identifier, négocier et aménager un site de parc d'entreprise/équipement/infrastructure (Boutiques de rue) dans chaque région (sauf Bobo et Ouaga)	*Le niveau d'exécution des travaux (%)	100%	*Les rapports d'exécution des travaux	DPEF/DAE / S C P I /DMG/	Disponibilité des ressources ; Adhésion des acteurs concernés

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
		*Le nombre d'infrastructures réalisées	1000	*Le PV de réception des travaux	11 DCR	
A.5.2.1.5	Réaliser les travaux de génie civil et installation de ponts bascules à Galgouli et Ouessa	*Le niveau d'exécution des travaux (%) *Les ponts bascules installés	100% 2	*Les rapports d'exécution des travaux *Le PV de réception	DDGI/DRHP	Disponibilité des ressources ; Adhésion des acteurs concernés
A.5.2.1.6	Construire un bâtiment à usage de bureau CCI-BF à Dakola	*Le niveau d'exécution des travaux (%) *Le bâtiment construit	100% 1	*Les rapports d'exécution des travaux *Le PV de réception	DPEF/SCPI/DMG	Disponibilité des ressources ; Adhésion des acteurs concernés
A.5.2.1.7	Construire un parking pour véhicules poids lourd à Akassato (Abomey-Calavi)/Cotonou	*Le niveau d'exécution des travaux (%) *Le parking réalisé	100% 1	*Les rapports d'exécution des travaux *Le PV de réception	Représentation BENIN/SCPI/DMG	Disponibilité des ressources ; Adhésion des acteurs concernés
A.5.2.1.8	Construire la clôture du terrain à usage d'habitation de Dakola	Le niveau d'exécution des travaux (%) La clôture réalisée	100% 1	*Les rapports d'exécution des travaux *Le PV de réception	DPEF/SCPI	Disponibilité des ressources
A.5.2.1.9	Construire des infrastructures de transit au Mole 8 du Port de Dakar	*Le niveau d'exécution des travaux (%) *Le nombre et la nature des infrastructures réalisées	100% 1	*Les rapports d'exécution des travaux *Le PV de réception	DPEF	Disponibilité des ressources ; Adhésion des acteurs concernés
A.5.2.1.10	Réaliser les travaux de purge et remblai du terrain de la CCI-BF au Port de San Pédro	Le niveau d'exécution des travaux (%)	100%	Les rapports d'exécution des travaux	Représentation Abidjan/SCPI	Disponibilité des ressources ; Adhésion des acteurs concernés
A.5.2.1.11	Réaliser les travaux de construction du siège de la CCI-BF à Lomé	Le niveau d'exécution des travaux (%)	100%	*Les rapports d'exécution des travaux; Le PV de réception	Représentation Lomé/SCPI	Disponibilité des ressources ; Adhésion des acteurs concernés

EXE II : PROGRAMMATION PHYSIQUE ET FINANCIÈRE DU PLAN D' ACTIONS

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables	
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
Ri.1.1	Une bonne gouvernance est instaurée dans le management consulaire												
E1.1.1	Les textes de base sont revus pour renforcer la gouvernance consulaire												
A1.1.1.1	Relire/élaborer et adopter les nouveaux référentiels de la gouvernance consulaire : règlement intérieur, charte d'éthique et de déontologie, manuel de procédures, Règlement intérieur des DCR, Délégation de signature et compétence, etc.	X					20 000	10 000	0	0	0		CJ/DACI
E1.1.2	Des organes consulaires opérationnels et efficaces sont créés et animés												
A.1.1.2.1	Créer et animer un comité d'audit et un comité d'éthique	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	PM		DACI/CJ
A.1.1.2.2	Diagnostiquer le système électoral consulaire		X				PM ³	PM	PM	PM	PM		CJ/DES/ DIEN/DRB
A.1.1.2.3	Créer et animer un cadre d'échanges des mandataires consulaires	X	X	X	X	X	3 500	3 500	3 500	3 500	3 500		CJ / DIC/CCSCC
A.1.1.2.4	Mettre en place un Conseil des Sages du Secteur Privé	X	X	X	X	X	5 000	PM	PM	PM	PM		CJ/DIC
E1.1.3	Un cadre opérationnel est mis en place												
A.1.1.3.1	Créer et animer un cadre d'échanges et de concertation	X	X	X	X	X	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500		CJ / DACI

³ Les charges prises en compte dans le fonctionnement

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021	
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire												
	entre les structures spécialisées de la CCI-BF											
Ri.1.2	Le climat des affaires est amélioré avec la mise en place d'une nouvelle offre de facilitation administrative en faveur des entreprises											
E1.2.1	De nouveaux dispositifs de facilitation des affaires sont créés et fonctionnels											
A1.2.1.1	Contribuer à renforcer les guichets uniques existants et élargir leur base d'actions territoriale	X	X	X	X	X	50 000	0	0	0	0	DDIP
A1.2.1.2	Accompagner la création d'un guichet unique des licences d'affaires à compétence nationale	X	X	X	X	X	30 000	15 000	0	0	0	DDIP /CJ
A1.2.1.3	Promouvoir la conteneurisation (Réaliser 3 études thématiques pour la mise en œuvre des recommandations des JNL, Mettre en place le dispositif de garantie du retour des conteneurs)	X	X	X	X	X	70 000	59 000	0	0	20 000	DPEF
A1.2.1.4	Promouvoir la création d'un guichet unique de la promotion immobilière	X	X	X	X	X	20 000	PM	PM	PM	PM	DDIP
A1.2.1.5	Susciter la mise en place d'un centre de facilitation des démarches fiscales et financières (obtention des chèques administratifs, facture normalisée, fiscalité digitale, suivi des paiements des factures par l'État, etc.)	X	X	X	X	X	250 000 ⁴	0	0	0	0	CF
E1.2.2	Les textes majeurs qui régissent la vie des affaires sont réformés											
A.1.2.2.1	Analyser (Inventorier et relire les textes) les textes majeurs qui régissent la vie des affaires et proposer les réformes nécessaires	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	PM	CJ/ DDIP/DACI

⁴ Le mode de financement sera négocié avec l'État.

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables	
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
Ri.1.3	Le dialogue public-privé est revitalisé à travers de nouveaux dispositifs de concertation												
E1.3.1	De nouveaux cadres de dialogue entre le secteur privé et ses partenaires sont mis en place et animés												
A.1.3.1.1	Lancer un processus d'évaluation de la RGSP et les cadres de concertation sectoriels pour les dynamiser et/ou créer de nouveaux espaces de dialogue	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	PM	PM	DDIP/CJ
A1.3.1.2	Mettre en place et animer un cadre de concertation des structures d'appui au secteur privé	X	X	X	X	X	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	CJ
A1.3.1.3	Instituer un cadre d'échanges avec les bailleurs de fonds	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	PM	PM	DDIP
A1.3.1.4	Faire un plaidoyer pour les entreprises directement affectées par les crises socio-politiques	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	PM	PM	DDIP
Ri.1.4	Le système d'information et de communication est amélioré avec une nouvelle offre de services												
E1.4.1	Un plan de communication institutionnel est élaboré et mis en œuvre												
A1.4.1.1	Élaborer une stratégie de communication assortie d'un planquinquennal de communication	X					25 000	0	0	0	0	0	DIC
A1.4.1.2	Animer des programmes avec les médias sur des thématiques relatives au développement du secteur privé	X	X	X	X	X	17 000	56 000	56 000	56 000	56 000	56 000	DIC
A1.4.1.3	Renforcer les actions de promotion des opportunités économiques	X	X	X	X	X	3 700	4 900	4 900	4 900	4 900	4 900	DIC/ DDIP
A1.4.1.4	Ouvrir et animer un musée consulaire		X	X	X	X	0	PM	PM	PM	PM	PM	DIC

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables	
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
A1.4.1.5	Lancer la production des documents d'information sur le secteur privé	X	X	X	X	X	0	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	DIC
A1.4.1.6	Organiser des compétitions sportives et culturelles	X	X	X	X	X	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	DIC
E1.4.2	Les canaux et supports d'information et de communication en direction du secteur privé sont diversifiés et renforcés												
A1.4.2.1	Renforcer et diversifier les outils de communication électroniques	X	X	X	X	X	0	65 000	0	0	0	0	DIC/DMG/DES/ DIEN
A1.4.2.2	Créer un Centre d'Appels sur les préoccupations des entrepreneurs au Siège CCI-BF	X	X	X	X	X	25 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	DIC
A1.4.2.3	Mettre en place et animer un système d'archivage numérique et une bibliothèque numérique	X	X	X	X	X	0	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	DIC/ DIEN
Ri.1.5	La performance de l'institution est améliorée												
E1.5.1	Les outils de gestion sont revus et améliorés												
A1.5.1.1	Mettre en place un nouvel organigramme compatible avec le plan stratégique de mandature	X					PM	PM	PM	PM	PM	PM	Direction Générale/DRH
A1.5.1.2	Moderniser le système d'information de la CCI-BF (Mettre en ligne le Fichier NERE ; Acquérir un logiciel professionnel de gestion du courrier ; Acquérir un logiciel d'archivage électronique ; Étendre le PGI ; Interconnecter les sites intérieurs et extérieurs de la CCI-BF ; Sécuriser le système d'information ; Développer des solutions applicatives ; Augmenter les capacités de l'infrastructure serveur)	X	X	X	X	X	15 000	190 000	105 000	25 000	5 000	5 000	DIEN/DES/DFC/DPEF/DPFF/D ACI/ DRB/Représentations à l'extérieur
A1.5.1.3	Adopter un système de management de la qualité	X	X	X	X	X		60 000	PM	PM	PM	PM	DMG

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021	
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire												
A1.5.1.4	Mettre en place une comptabilité analytique, le tableau de bord de gestion, un système de contrôle de gestion	X	X	X	X	X	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	DFC / DACI
E1.5.2	Les capacités du personnel sont renforcées pour faire face aux nouveaux défis de l'institution											
A1.5.2.1	Élaborer et mettre en œuvre le nouveau plan de développement et de gestion des ressources humaines	X	X	X	X	X	50 000	PM	PM	PM	DRH	
E1.5.3	Les sources de revenus sont accrues, diversifiées, pérennisées et sécurisées											
A1.5.3.1	Consolider les sources de revenus existants (Négocier et signer des conventions de concession; Automatiser le mécanisme de suivi et de perception du fonds de garantie; etc.)	X	X	X	X	X	55 850	30 950	0	0	DPEF/ DRB/ DIEN / DES / DAE/DMG/Représentations extérieures	
A1.5.3.2	Diversifier les sources de revenus de l'institution (créer de nouvelles sources de revenus)	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	DPEF /DRB/ DIEN / DES/ DAE	
A1.5.3.3	Automatiser le mécanisme de suivi et de perception du fonds de garantie	X	X				55 850	30 950	0	0	DPEF	
E1.5.4	Les structures spécialisées de la CCI-BF sont mieux accompagnées											
A1.5.4.1	Créer un groupe consulaire CCI-BF	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	DG/ Bureau consulaire	
A1.5.4.2	Renforcer l'appui technique et financier aux structures spécialisées de la CCI-BF	X	X	X	X	X	500 000	500 000	500 000	500 000	DACI/DFC	
A1.5.4.3	Accompagner la reconstruction des CGA	X					25 000	25 000	25 000	25 000	DACI	
Axe 2: Développement du capital humain et facilitation de l'accès au financement des entreprises												

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021	
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire												
Ri.2.1	L'offre de formation professionnelle est adaptée aux besoins des entreprises											
E2.1.1	Les centres de formation existants sont restructurés et offrent des formations adaptées											
A2.1.1.1	Restructurer le CFTH	X	X			250 000	1 849 070 ⁵	0	0	0	0	DFP
A2.1.1.2	Dynamiser ⁶ le centre de formation EPC	X	X			10 000	50 000	0	0	0	0	DFP
A2.1.1.3	Dynamiser ⁷ le centre de formation CFTRA	X	X			340 000 ⁸	110 000	0	0	0	0	DFP
A2.1.1.4	Réaliser des études sectorielles sur l'adéquation formation/emploi	X	X	X	X	20 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	DFP
E2.1.2	De nouveaux centres de formation sont créés et opérationnels											
A2.1.2.1	Ouvrir de nouveaux centres d'alphabétisation fonctionnelle	X	X	X	X	23 000	30 000	35 000	40 000	45 000	45 000	DFP
A2.1.2.2	Créer une Académie Internationale de la Gouvernance et du Leadership Économiques					0	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	DFP
A2.1.2.3	Créer et opérationnaliser de nouveaux centres de formation :											DFP
	- En bâtiment et travaux publics (CF-BTP)	X	X			0	1 801 559	540 000	0	0	0	DFP
	- En langues émergentes dans les affaires (chinois, russe, arabe, espagnol, anglais)	X				0	10 000	0	0	0	0	DFP
A2.1.2.4	Créer une filière sur les techniques biomédicales, en optométrie	X				0	50 000	0	0	0	0	DFP
A2.1.2.5	Réaliser une étude pour la construction d'un centre de formation professionnelle à Bobo-Dioulasso	X				0	50 000	0	0	0	0	DRB/DFP

⁵ Dont une subvention de 802 069 819 F CFA

⁶ Nouvelles filières, construction de salles de classe et équipements, 1 étude

⁷ Achat de 2 ensembles articulés (Véhicules), 1 simulateur, équipements et installation, formation des formateurs, 1 étude

⁸ Sauf l'étude de 10 millions prévue en 2017, le reste du montant (340 millions : 2017 et 2018) sera financé sur subvention

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables	
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
E2.1.3	Les acteurs économiques disposent de bonnes pratiques en matière de formation professionnelle												
A2.1.3.1	Contribuer à promouvoir un dispositif d'assurance qualité de l'enseignement supérieur privé et de l'enseignement et formation technique et professionnelle (EFTP)	X	X	X	X	X	0	5 000	5 000	0	DFP		
A2.1.3.2	Contribuer à mettre en place un système de validation des acquis de l'expérience (VAE)	X	X	X	X	0	15 000	10 000	10 000	10 000	DFP		
A2.1.3.3	Contribuer à l'élaboration de programmes de formation professionnelle	X	X	X	X	0	10 000	10 000	10 000	10 000	DFP		
A2.1.3.4	Élaborer des modules de formation en adéquation avec les besoins des entreprises	X	X	X	X	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	DFP		
E2.1.4	Des formations professionnelles spécifiques adaptées aux besoins du secteur privé sont proposées												
A2.1.4.1	Proposer des formations à la carte	X	X	X	X	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000	DFP		
E2.1.5	Les capacités des opérateurs économiques sont renforcées												
A2.1.5.1	Organiser des sessions de formation des acteurs économiques sur des thématiques d'intérêt économique	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	PM	DFP/DRB/DDIP/DES/DAE/DDIP/DPEF		
A2.1.5.2	Organiser des sessions d'information et de sensibilisation au profit des acteurs économiques	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	PM	DFP/DRB/DES/DAE/DPEF/DDIP		
Ri.2.2	Des dispositifs de facilitation de l'accès au financement des entreprises sont mis en place et fonctionnel												
E2.2.1	Des services financiers en faveur des entreprises sont promus (services financiers classiques des banques, des institutions de micro finance, financements innovants)												

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021	
		7	8	9	0	1	0	0	0	0	1	
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire												
A2.2.1.1	Operationaliser les activités de la Société de Financement des Micro-entreprises (SAFINE SA)	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	PM	DACI
A2.2.1.2	Promouvoir la mise en place de nouveaux produits et mécanismes financiers (prêt d'honneur, cautions mutuelles, cautions solidaires et de garantie financière) en partenariat avec les banques, les établissements financiers et le système financier décentralisé	X	X	X	X	X	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	DACI
A2.2.1.3	Mettre en place un fonds d'investissements structurants	X	X	X	X	X	0	500 000	500 000	500 000	500 000	DACI/DFC
A2.2.1.4	Organiser le Salon International de la Finance de Ouagadougou	X	X	X	X	0	50 000	0	50 000	0	0	DDIP
Axe 3: Développement de l'intelligence économique et du portefeuille de services d'appui-conseil aux entreprises												
Ri.3.1	L'intelligence économique est mieux implantée et valorisée dans l'institution et le secteur privé											
E3.1.1	Des rapports d'études sur le secteur privé sont disponibles											
A.3.1.1.1	Élaborer un rapport annuel sur l'état du secteur privé, assorti d'un sondage sur la perception du climat des affaires	X	X	X	X	X	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	DES
A.3.1.1.2	Élaborer des études économiques sur les défis de développement du secteur privé	X	X	X	X	0	15 000	25 000	25 000	25 000	25 000	DES
A.3.1.1.3	Élaborer une étude prospective sur le secteur privé	X	X	X	X	0	100 000	0	0	0	0	DES
E3.1.2	L'intelligence économique est développée dans les entreprises											
A.3.1.2.1	Mettre en place et animer un système d'intelligence économique sur les secteurs et les filières porteuses	X	X	X	X	0	25 000	35 000	35 000	35 000	35 000	DES
A.3.1.2.2	Organiser les Journées Nationales de l'Intelligence Économique (JNIE)	X	X	X	X	0	0	30 000	0	30 000	30 000	DES

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables	
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
		7	8	9	0	1							
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
A.3.1.2.3	Mettre en place une veille institutionnelle	X	X	X	X	X	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	DES
A.3.1.2.4	Mettre en place une plateforme de promotion de l'innovation	X	X	X	X	X		10 000	5 000	5 000	5 000	DES	
E3.1.3	Un système de reconnaissance du mérite des opérateurs économiques est mis en place												
A.3.1.3.1	Mettre en place un mécanisme de reconnaissance du mérite des opérateurs économiques	X	X	X	X	X	0	50000	50000	50000	50000	DAE /DDIP/DRH	
Ri.3.2	Le secteur privé dispose de solides programmes d'appui transsectoriels pour accroître sa prospérité												
E3.2.1	De nouveaux programmes de soutien sont développés au profit de l'ensemble des secteurs d'activité économique												
A.3.2.1.1	Promouvoir le management de la qualité et de la labellisation, de l'hygiène, de la sécurité et de l'environnement (QHSE) et de la responsabilité sociale des entreprises	X					0	60 000	0	0	0	DMG	
A.3.2.1.2	Élaborer un programme d'appui au développement du secteur privé	X						PM	PM	PM	PM	DDIP	
A.3.2.1.3	Mettre en place un programme élargi de promotion des affaires à implanter sur l'ensemble du territoire (franchise nationale et internationale, Accompagnement à l'installation de services critiques dans les régions : essenceries, médecins, pharmaciens, garages de réparation, boulangeries, bureaux d'assurance, consultants, etc.)	X	X	X	X	0	20 000	20 000	20 000	20 000	0	DAE/DDIP	
A.3.2.1.4	Mettre en place un portail de manifestations économiques majeures nationales et internationales	X	X	X	X	0	5 000	0	0	0	0	DIC/DDIP/DIEN	

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables	
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
E3.2.2	Les jeunes et les femmes d'affaires ont accès à de nouveaux espaces économiques qui leur sont dédiés												
A.3.2.2.1	Promouvoir la participation des jeunes et des femmes d'affaires à des foras et manifestations économiques nationales et internationales	X	X	X	X	X	0	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	DDIP
A.3.2.2.2	Mettre en place un programme d'incubation et de maturation des projets des jeunes et de femmes	X	X	X	X	X	0	75 000	50 000	30 000	30 000	DES	
A.3.2.2.3	Accompagner la structuration des organisations professionnelles de jeunes chefs d'entreprises	X	X	X	X	X	0	20 000	20 000	20 000	20 000	DES / DDIP /CJ	
E3.2.3	Les entreprises du secteur informel sont mieux accompagnées à se formaliser												
A.3.2.3.1	Organiser un forum des acteurs de l'économie informelle	X					0	40 000	0	0	0	DAE/CGA	
A.3.2.3.2	Mettre en place un pack de services de soutien aux microentreprises (information, formation, accès au financement, statut de l'entrepreneur)	X	X	X	X	X	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	DAE/CGA	
E3.2.4	Le cadre des projets de partenariat public privé est revu et renforcé												
A3.2.4.1	Promouvoir le Partenariat Public-Privé (PPP) (Organiser le forum PPP; Suivre la mise en place de l'unité de gestion et de mise en œuvre des PPP ; Organiser une table ronde sectorielle sur le secteur privé)	X	X	X	X	X	1 882	78 764	3 764	3 764	3 764	DAE	
Ri3.3	Les activités du secteur privé national sont davantage développées												
E3.3.1	L'activité de commerce est davantage développée												
A.3.3.1.1	Organiser régulièrement des échanges entre les acteurs du commerce	X	X	X	X	X	0	PM	PM	PM	PM	DIC/ DDIP	

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables	
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
A.3.3.1.2	Mettre en place une plateforme de e-commerce pour les commerçants de produits d'occasion	X	X	X	X	X	PM	5 000	7 000	7 000	7 000	10 000	DIEN /DIC/DAE
A.3.3.1.3	Mettre en place un programme d'appui à la gestion des marchés d'envergure (assurance, gestion des risques, information périodique etc.)	X					PM	PM	PM	PM	PM	PM	DAE
A.3.3.1.4	Promouvoir des opérations de réclame et de vente à crédit avec les associations professionnelles	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	PM	PM	DDIP
E3.3.2	L'activité industrielle est davantage développée												
A.3.3.2.1	Organiser régulièrement des échanges entre les acteurs de l'industrie	X	X	X	X	X	0	PM	PM	PM	PM	PM	DAE/ DIC
A.3.3.2.2	Promouvoir le développement de grappes d'entreprises dans des filières porteuses	X	X	X	X	X	0	50 000	100 000	-	-	-	DES
A.3.3.2.3	Mettre en place un programme d'amélioration continue de la productivité et d'efficacité énergétique (KAIZEN, LEAN Manufacturing, etc.)	X	X	X	X	X	0	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	DRB/DAE/BRMN
A.3.3.2.4	Réhabiliter les zones industrielles de Ouaga et de Bobo	X	X	X	X	X	0	2 000 000	3 000 000	0	0	0	DRB/DPEF
A.3.3.2.5	Promouvoir la sous-traitance des mines et du BTP	X	X	X	X	X	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	DAE
A.3.3.2.6	Mettre en place et animer un programme de valorisation des résultats de la recherche, d'exploitation des brevets et d'inventions libres et de transformation agro-alimentaires des produits locaux (accompagnement à la création d'entreprises mono ou pluri-actionnariales)	X	X	X	X	X	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	DES/DAE
E3.3.3	L'activité des services est davantage développée												

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique						Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
A.3.3.3.1	Organiser régulièrement des échanges entre les acteurs du secteur des services	X	X	X	X	X	0	PM	PM	PM	PM	PM	DAE/DIC
A.3.3.3.2	Mettre en place une plateforme de promotion électronique de l'enseignement privé	X					20 000	0	0	0	0	0	DIEN/DIC/DAE
A.3.3.3.3	Mettre en place une plateforme de promotion électronique du système privé de santé (cliniques médicales et pharmacies)	X					20 000	0	0	0	0	0	DIEN/DIC/DAE
A.3.3.3.4	Mettre en place une plateforme de promotion électronique des prestations privées aux entreprises (bureaux d'étude, architectes, ingénieurs, informatiques, télécommunications, communication, transit etc.)	X					20 000	0	0	0	0	0	DIEN/DIC/DAE
A.3.3.3.5	Mettre en place un guichet de signature électronique	X	X	X	X	X	0	7 000	12 000	15 000	20 000	20 000	DIEN/DIC/DAE
Ri.3.4	La présence du secteur privé burkinabè à l'international est renforcée												
E3.4.1	Les entreprises disposent de nouveaux services de soutien à leurs opérations internationales												
A.3.4.1.1.	Plaider pour un renforcement de la diplomatie économique auprès des représentations du Burkina Faso à l'étranger et renforcer la collaboration avec les Conseillers Économiques	X	X	X	X	X	0	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	DDIP/Représentations extérieures
A.3.4.1.2	Renforcer le rayonnement national et international de Africallia	X	X	X	X	X	50 000	350 000	50 000	350 000	50 000	50 000	DDIP /DIC/DAE
A.3.4.1.3	Organiser des missions commerciales vers des pays à fort potentiel pour le Burkina Faso	X	X	X	X	X	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	DDIP /DIC/DAE
A.3.4.1.4	Organiser un forum régulier d'échanges entre les Chambres de Commerce et d'Industrie de l'espace UEMOA (projets communs d'infrastructures,	X	X	X	X	X	0	20 000	0	20 000	0	0	DDIP

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021	
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire												
	d'industries, banque commune d'affaires, etc.)											
A.3.4.1.5	Créer un service de facilitation des affaires dans les représentations extérieures de la Chambre de Commerce (préparation et suivi des dossiers de projets ou de formalités pour nos ressortissants)	X					PM	PM	PM	PM		DDIP/Représentations extérieures
A3.4.1.6	Organiser les Journées Nationales de la Logistique (JNL)	X			X		0	50 000	0	50 000	0	DPEF
A3.4.1.7	Faciliter l'obtention de visas d'affaires	X			X		0	0	0	0	0	DDIP
Axe 4: Renforcement de l'accompagnement de proximité des entreprises dans les régions												
Ri.4.1	Le déploiement des services techniques est effectif dans les nouvelles DCR											
E4.1.1	Les services techniques déconcentrés sont opérationnels											
A.4.1.1.1	Aménager et équiper un siège pour chaque délégation consulaire régionale	X			X		315 000	0	0	0	0	DMG/DAE
Ri.4.2	Le secteur privé régional bénéficie d'un compact de services adaptés à ses besoins											
E4.2.1	L'accessibilité des services de proximité en régions est améliorée											
A.4.2.1.1	Ouvrir un bureau du Centre de Gestion Agréé (CGA) dans les chefs-lieux de régions qui n'en disposent pas	X			X		20 000	90 000	0	0	0	DAE/CGA
A.4.2.1.2	Ouvrir un bureau des Centres des Formalités des Entreprises (CEFORE) dans les chefs-lieux de régions qui n'en disposent pas	X			X		0	20 000	0	0	0	DAE/MEBF
A.4.2.1.3	Lancer des services structurants dans les délégations consulaires régionales en relation avec d'autres structures spécialisées et /ou des partenaires	X			X		0	20 000	20 000	20 000	20 000	DAE

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables	
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
Ri.4.3	Les délégations consulaires régionales contribuent à la promotion de l'économie locale												
E4.3.1	Un cadre de dialogue entre opérateurs économiques et les services administratifs locaux est créé et animé dans chaque région												
A.4.3.1.1	Promouvoir la mission consultative des DCR dans les régions	X	X	X	X	X	PM	PM	PM	PM	PM	PM	DAE
A.4.3.1.2	Mettre en place un cadre de concertation régional périodique entre le public et le privé	X	X	X	X	X	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	DAE/DCR
A.4.3.1.3	Mettre en place et animer une Coordination des Associations du Monde des Affaires (CAMA) dans chaque région	X	X	X	X	X	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000	DAE/DCR
E4.3.2	Les potentialités économiques régionales sont promues												
A.4.3.2.1	Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de marketing territoriale au profit des DCR	X					35 000	0	0	0	0	0	DAE
A.4.3.2.2	Formuler et mettre en œuvre un programme d'appui au secteur privé local		X				0	20 000	0	0	0	0	DAE
Axe 5: Développement et renforcement de l'offre des infrastructures et des équipements économiques													
Ri.5.1	Les infrastructures et équipements existants sont réhabilités												
E5.1.1	Les infrastructures dégradées sont rénovées												
A.5.1.1.1	Réaliser un audit technique des infrastructures et équipements existants	X					0	50 000	0	0	0	0	DPEF/Service Construction et Patrimoine Immobilier/DMG
A.5.1.1.2	Réhabiliter OUAGARINTER		X				0	417 000	0	0	0	0	DPEF/SCPI/DMG
A.5.1.1.3	Réhabiliter BVA 2 et 3	X					185 000	0	0	0	0	0	DPEF/SCPI/DMG

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables	
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
		7	8	9	0	1							
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
A.5.1.1.4	Aménager de l'aire de stationnement de camions à Koudougou	X					279 365	0	0	0	0	0	DPEF/SCPI/DMG
A.5.1.1.5	Réaménager les accès de ponts bascules de Nadiagou et Dakola	X					40 000	0	0	0	0	0	DPEF/SCPI/DMG
A.5.1.1.6	Réaliser les travaux de rebouchage de nids de poule de Dakola et Nadiagou	X					40 000	0	0	0	0	0	DPEF/SCPI/DMGI
A.5.1.1.7	Réaliser les travaux de génie civil sur les ponts-bascules de Kantchari et Nadiagou	X					5 000	0	0	0	0	0	DPEF/SCPI/DMG
A.5.1.1.8	Construire le quai pour dépotage de conteneurs à BVA1	X					7 000	0	0	0	0	0	DPEF/SCPI/DMG
A.5.1.1.9	Réaliser les travaux de reprise totale de la toiture du Magasin « Burkina » à Cotonou	X					PM	0	0	0	0	0	Représentation Cotonou/SCPI/DMG
A.5.1.1.10	Agrandir le Parking de Kantchari	X					200 000	0	0	0	0	0	DPEF/SCPI/DMG
A.5.1.1.11	Réaliser une étude technique d'exécution pour l'assainissement du site de Ouagarinter et services connexes	X					0	PM	0	0	0	0	DPEF/SCPI/DMG
A.5.1.1.12	Mener une négociation avec l'État pour la concession et la gestion des zones industrielles	X	X	X	X	X	0	0	1 000 000	2 000 000	2 000 000	0	DPEF /CJ
A.5.1.1.13	Négocier avec les communes un schéma d'élaboration d'un plan d'aménagement des infrastructures et équipements marchands	X	X	X	X	X	0	PM	PM	PM	PM	PM	DPEF/DAE/CJ
A.5.1.1.14	Négocier le changement de destination des terrains à usage économique avec les communes	X	X	X	X	X	0	PM	PM	PM	PM	PM	DPEF /DAE/DRB
A.5.1.1.15	Réaliser une étude de la définition d'une politique de développement et de gestion des parcs par la CCI-BF (Les ZAD, les activités économiques et spéciales, les zones industrielles, les technopôles)	X					0	50 000	0	0	0	0	DPEF/SCPI/DMG
A.5.1.1.16	Réhabiliter la voirie de BOBORINTER	X	X	X	X	X	80 000	0	0	0	0	0	DRB

Réf.	Logique d'intervention	Programmation physique					Programmation financière (en milliers de F CFA)					Acteurs responsables	
		2017	2018	2019	2020	2021	2017	2018	2019	2020	2021		
Axe 1: Amélioration de la gouvernance et mobilisation de l'expertise consulaire													
Ri.5.2	De nouvelles infrastructures sont réalisées et mises à la disposition du secteur privé												
E5.2.1	Le secteur privé est équipé d'infrastructures de soutien qui favorisent l'essor économique												
A.5.2.1.1	Lancer le processus de construction du port sec multimodal de Ouagadougou	X	X	X	X	X	5 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	0	DPEF/ SCPI/ DMG	
A.5.2.1.2	Réaliser l'extension de Boborinter	X	X	X	X	X	16 000 000	0	0	0	0	DPEF/ SCPI/ DMG/DFC	
A.5.2.1.3	Siège national de la CCI-BF	X	X	X	X	X	1 200 000	1 200 000	1 200 000	0	0	DPEF/DAE/ S C P I /DMG	
	Sièges de 8 DCR	X	X	X	X	X	300 000	300 000	300 000	0	0		
A.5.2.1.4	Identifier, négocier et aménager un site de parc d'entreprises/équipement/infrastructures (Boutiques) dans chaque région (sauf Bobo et Ouaga)	X	X	X	X	X	50 000	200 000	200 000	200 000	50 000	DPEF/DAE/S C P I /11 DCR/DMG	
A.5.2.1.5	Réaliser les travaux de génie civil et installation de ponts-bascules à Galgouli et Ouessa	X					40 000	0	0	0	0	DPEF/ S C P I /DMG	
A.5.2.1.6	Construire un bâtiment à usage de bureaux CCI-BF à Dakola	X					50 000	0	0	0	0	DPEF/ SCPI/ DMG	
A.5.2.1.7	Construire un parking pour véhicules poids lourd à Akassato (Abomey-Calavi)/Cotonou	X	X	X			337 000	885 000	885 000	0	0	Représentation BENIN/ S C P I/DMG	
A.5.2.1.8	Construire la clôture du terrain à usage d'habitation de Dakola	X					10 000	0	0	0	0	DPEF/ S C P I	
A.5.2.1.9	Construire les infrastructures de transit au Mole 8 du Port de Dakar	X					0	360 000	0	0	0	DPEF	
A.5.2.1.10	Réaliser les travaux de purge et remblai du terrain de la CCI BF au Port de San Pédro	X					0	250 000	0	0	0	Représentation Abidjan/S C P I	
A.5.2.1.11	Réaliser les travaux de construction du siège de la CCIBF à Lomé	X					503 480	0	0	0	0	Représentation Lomé/S C P I	

ANNEXE III : ACTIVITÉS DES STRUCTURES SPÉCIALISÉES À RÉALISER PAR CONTRAT D'OBJECTIFS

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Chronogramme de réalisation					Hypothèses/Risques
						2017	2018	2019	2020	2021	
AXE 2: Développement du capital humain et facilitation de l'accès au financement des entreprises											
Ri.2.2	Des dispositifs de facilitation de l'accès au financement des entreprises sont mis en place et fonctionnel Des services financiers en faveur des entreprises sont promus (services financiers classiques des banques, des institutions de micro-finance, financements innovants)	Le nombre de dispositifs fonctionnels		Les rapports d'activités							Adhésion des acteurs
E2.2.1		Le nombre de bénéficiaires	4160	Les rapports d'activités							Adhésion des acteurs
-	Mener des activités d'éducation financière, d'élaboration de Business Plan et de suivi post-financement	Le nombre activités menées Le nombre de bénéficiaires	3 4160	Les rapports d'activités	CGA		X	X	X	X	Adhésion et disponibilité des acteurs
Axe 3: Développement de l'intelligence économique et du portefeuille de services d'appui-conseil aux entreprises											
Ri3.3	Les activités du secteur privé national sont davantage développées	Le nombre d'actions menées	PM	Les rapports							Adhésion des acteurs
E3.3.2	L'activité industrielle est davantage développée	Le nombre d'actions menées pour le secteur	2	Les rapports d'activités							Disponibilité des ressources
-	Dynamiser le programme de restructuration et de mise à niveau des entreprises en difficulté	* Le nombre d'entreprises restructurées * Le nombre d'entreprises mises à niveau	PM PM	Les rapports d'activités	BRMN		X	X	X	X	Disponibilité des ressources
-	Formaliser les entreprises	Le nombre d'entreprises créées	53 700	Les rapports d'activités	CEFO RE/ME BF		X	X	X	X	Amélioration du climat des affaires

ANNEXE IV : PROJETS PERTINENTS A EXECUTER EN 2^{ème} ORDRE DE PRIORITES

N°	DÉSIGNATION	COUTS (FCFA)	OBSERVATIONS
1	Création d'une 3 ^e ZAD à Ouagadougou	PM	-
2	Réalisation de technopole à Ouagadougou	1 250 000 000	Phase 1 du projet
3	Réalisation d'une ZAD à Bobo-Dioulasso	9 600 000 000 ⁹	Le coût total du projet est de 20 500 000 000
4	Réalisation d'une plateforme logistique à Bagré	1 600 000 000	-
5	Construction d'infrastructures pour abriter le cycle d'ingénieurs de conception au sein de l'ISGE	1 800 000 000	-
6	Extension du Port sec de Bobo (composantes moins prioritaires)	12 750 000 000	-

⁹ Prévission des investissements sur la période 2018-2020

ANNEXE V : TABLEAUX DES REFORMES STRATÉGIQUES

Réf.	Reforme	Indicateurs de réalisation	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
A.1.1.1.1	Relire/élaborer et adopter les nouveaux référentiels de la gouvernance consulaire : règlement intérieur, charte d'éthique et de déontologie, manuel de procédures, Règlement intérieur des DCR, Délégation de signature et compétence, etc.	Les nouveaux référentiels adoptés	Au moins 5	Les nouveaux référentiels	CJ/DACI	Adhésion des élus consulaires
A.1.1.2.1	Créer et animer un comité d'audit et un comité d'éthique	Le comité d'audit et le comité d'éthique créés et animés	2	La note de création	DACI/CJ	Adhésion et disponibilité des élus consulaires
A.1.1.2.2	Diagnostiquer le système électoral consulaire	Le diagnostic réalisé	1	Rapport diagnostic	CJ/DES/ DIEN/DRB	Adhésion des élus consulaires
A.1.1.2.3	Créer et animer un cadre d'échanges des mandataires consulaires	Le cadre d'échanges des mandataires consulaires créé	1	Rapport d'activités	CJ / DIC/CCSCC	Adhésion et disponibilité des élus consulaires
A.1.1.2.4	Mettre en place un Conseil des Sages du Secteur Privé	Le Conseil des Sages créé	1	La note ou décision de création	CJ/DIC	Adhésion des élus consulaires
A.1.1.3.1	Créer et animer un cadre d'échanges et de concertation entre les structures spécialisées de la CCI-BF	Le cadre d'échanges et de concertation créé	1	Rapports de séances	CJ/DIC	Adhésion des élus consulaires et des structures
A.1.3.1.1	Lancer un processus d'évaluation de la RGSP et les cadres de concertation sectoriels pour les dynamiser et/ou créer de nouveaux espaces de dialogue	L'évaluation réalisée; Nombre de nouveaux cadres créés	1	Rapport d'évaluation	DDIP/CJ	Disponibilité des ressources financières
A1.4.2.2	Créer un Centre d'Appels sur les préoccupations des entrepreneurs au Siège CCI-BF	Le Centre d'appels créé et fonctionnel	1	Le siège CCI-BF	DIC	Disponibilité des ressources financières
A1.5.1.1	Mettre en place un nouvel organigramme compatible avec le plan stratégique de mandature	Le nouvel organigramme	1	Rapports d'activités	Direction Générale/ DRH	La volonté du Bureau consulaire

Réf.	Reforme	Indicateurs de réalisation	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
A1.5.1.2	Étendre le Progiciel de Gestion Intégrée (PGI)	Le niveau d'extension du PGI à la CCI-BF (national comme extérieur)	100%	Rapports d'activités	DIEN/DFC/DPEF/DR/DACI/ Représentations à extérieur	Adhésion du Bureau consulaire; Disponibilité de fonds
A1.5.1.3	Adopter un système de management de la qualité	Le système de management de la qualité adopté	1	Rapport d'activités	DMG	Adhésion du Bureau consulaire et du personnel
A1.5.1.4	Mettre en place une comptabilité analytique, le tableau de bord de gestion, un système de contrôle de gestion	Ces outils opérationnels	3	Rapport d'activités	DFC/ DACI	Adhésion du Bureau consulaire
A1.5.2.1	Élaborer et mettre en œuvre le nouveau plan de développement et de gestion des ressources humaines	Le nouveau plan opérationnel	1	Rapports d'activités	DRH	Adhésion du Bureau consulaire et du personnel
A1.5.4.1	Créer un groupe consulaire CCI-BF	La note de création du groupe consulaire	1	La note ou décision de création du groupe	DG/ Bureau consulaire	Adhésion et engagement des acteurs
A1.5.4.3	Accompagner la restructuration des CGA	Le rapport diagnostic élaboré	1	Rapports d'activités et financiers	DACI	Disponibilité des ressources financières
A2.1.1.1	Restructurer le Centre de Formation en Tourisme et Hôtellerie (CFTH)	Le CFTH restructuré	1	Le rapport d'exécution	DFP	Disponibilité des ressources financières
A2.1.1.2	Dynamiser ¹⁰ l'École professionnelle de commerce (EPC)	L'EPC est dynamisée	1	Les rapports d'exécution	DFP	Disponibilité des ressources financières
A2.1.1.3	Dynamiser ¹¹ le centre de formation professionnelle CFTRA	Le CFTRA est dynamisé	1	Le rapport d'activités	DFP	Disponibilité des ressources financières
A2.2.1.3	Mettre en place un fonds d'investissements structurants	Le fonds d'investissements structurants mis en place	1	La Direction générale	DACI/DFC	Disponibilité des ressources

¹⁰Nouvelles filières, construction de salles de classes, équipements, 1 étude

¹¹Achat de 2 ensembles articulés (Véhicules), 1 simulateur, équipements et installation, formation des formateurs, 1 étude

ANNEXE VI: TABLEAU D'INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
<i>Axe 2: Développement du capital humain et facilitation de l'accès au financement des entreprises</i>						
-	Créer de nouveaux centres ou filières de formation	Le nombre de nouveaux centres ou filières créées	6	Les PV de réception des centres	DFP	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
A2.1.1.1	Former les apprenants au Centre de Formation Touristique et Hôtelière (CFTH)	Le nombre d'apprenants formés	19 433	Les rapports de formation	DFP	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
A2.1.1.2	Former les apprenants à l'École des Professions Commerciales (EPC)	Le nombre d'apprenants formés	750	Les rapports de formation	DFP	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
A2.1.1.3	Former les apprenants au Centre de Formation en Transport Routier et Auxiliaire (CFTRA)	Le nombre d'apprenants formés	5 000	Les rapports de formation	DFP	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
A2.1.2.1	Organiser des sessions d'alphabetisation des acteurs économiques dans les Centres Alpha	Le nombre d'acteurs économiques formés	6 000	Les rapports de formation	DFP	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
A2.1.2.3	Former les apprenants au Centre de Formation en Bâtiment et Travaux Publics (CF-BTP)	Le nombre d'apprenants formés	666	Les rapports de formation	DFP	Disponibilité des ressources financières; Adhésion des acteurs
A2.1.4.1	Organiser des sessions de formation à la carte	*Le nombre de personnes formées *Le nombre de formations proposées	500 20	Les rapports de formation	DFP	Disponibilité des ressources et l'adhésion des partenaires financiers
A2.1.5.1	Organiser des sessions de formation des acteurs économiques sur des thématiques d'intérêt économique	Le nombre de personnes formées	2 000	Les rapports de formation	DFP/DRB/DE S /DAE/DPEF/D DIP	Disponibilité des acteurs
A2.1.5.2	Organiser des sessions d'information et de sensibilisation au profit des acteurs économiques	Nombre de participants	8 500	Les rapports de séances	DFP/DRB/DE S /DAE/DPEF/D DIP	Disponibilité des acteurs

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
Axe 2: Développement du capital humain et facilitation de l'accès au financement des entreprises						
A.2.1.1	Opérationnaliser les activités de la Société de Financement des Micro-entreprises (SAFINE SA)	Le nombre de bénéficiaires au fonds	2 753	Les rapports financiers	DACI	Disponibilité des ressources ; Adhésion des partenaires financiers
Axe 3: Développement de l'intelligence économique et du portefeuille de services d'appui-conseil aux entreprises						
A.3.1.2.1	Mettre en place et animer un système d'intelligence économique sur les secteurs et les filières porteurs	*Le système d'intelligence économique sur les secteurs *Le nombre de secteurs bénéficiaires	1 500	*Document de projet IE et innovation *Rapport d'activités	DES	Adhésion des acteurs Disponibilité des ressources humaines
A.3.2.1.3	Mettre en place un programme élargi de promotion des affaires à implanter sur l'ensemble du territoire (franchise nationale et internationale, accompagnement à l'installation de services critiques dans les régions : essenceries, médecins, pharmaciens, garages de réparation, boulangeries, bureaux d'assurance, consultants, etc.)	* Le programme élargi de promotion des affaires mis en place * Le nombre d'acteurs accompagnés	1 Au moins 100	* Le document du programme * Les rapports d'activités	DAE/ DDIP	Adhésion des acteurs
A.3.2.1	Dynamiser le programme de restructuration et de mise à niveau des entreprises en difficulté	* Le nombre d'entreprises restructurées * Le nombre d'entreprises mises à niveau	PM PM	Les rapports d'activités	BRMN	Disponibilité des ressources
A.3.2.3	Mettre en place un programme d'amélioration continue de la productivité dans les industries (KAIZEN, LEAN Manufacturing, etc.)	Nombre d'entreprises accompagnées par le programme d'amélioration	30	Les rapports d'activités	DRB/DAE/ BRMN	Engagement des instances de décision de la CCI-BF ; Adhésion des industries
A.3.2.3	Mettre en place un programme d'efficacité énergétique dans les industries et à la CCI-BF	Le nombre d'entreprises accompagnées par le programme	48	Les rapports d'activités	DRB/DAE/ BRMN	Disponibilité des ressources ; Adhésion des industries

Réf.	Logique d'intervention	Indicateurs	Cibles	Source de vérification	Acteurs responsables	Hypothèses/Risques
Axe 2: Développement du capital humain et facilitation de l'accès au financement des entreprises						
		d'efficacité énergétique				
A.3.4.1.3	Organiser des missions commerciales vers des pays à fort potentiel pour le Burkina Faso	*Nombre de missions organisées *Nombre de participants aux missions	20 500	Les rapports de missions	DDIP	Engagement des instances de décision
-	Formaliser les entreprises	Le nombre d'entreprises créées	53 700	Les rapports d'activités	CEFORE/MEBF	Formaliser les entreprises
-	Mener des activités d'éducation financière, d'élaboration de Business Plan et de suivi post-financement	Le nombre d'activités menées Le nombre de bénéficiaires	3 4160	Les rapports d'activités	CGA	Mener des activités d'éducation financière, d'élaboration de Business Plan et de suivi post-financement
-	Délivrer les documents d'importation et d'exportation	* Nombre de dossiers créés à l'exportation *Nombre de dossiers créés à l'importation	1470 50 169	Les rapports d'activités	SOGESY¹²	Amélioration du climat des affaires
Axe 5: Développement et renforcement de l'offre des infrastructures et des équipements économiques						
A.5.2.1.3	Construire le siège national et ceux des DCR	Le nombre de sièges construits	9	*Les rapports d'exécution des travaux *Le PV de réception des travaux	DMG/SCPI/DAE	Disponibilité des ressources ; Engagement de Bureau consulaire
A.5.2.1.4	Identifier, négocier et aménager un site de parc d'entreprise/équipement/infrastructure (Boutiques de rue) dans chaque région (sauf Bobo et Ouaga)	Le nombre d'infrastructures réalisées	1 000	*Les rapports d'exécution des travaux *Le PV de réception des travaux	DMG/ SCPI /DAE	Disponibilité des ressources ; Adhésion des acteurs concernés

¹² Société de Gestion de Sylvie

ANNEXE VII : LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE ET DU COMITÉ TECHNIQUE

A- Comité de Pilotage (CP)

N°	Nom et prénom(s)	Titre	Contacts
1	DOUMBIA Doudou	V.P CCI-BF/Président du Comité de Pilotage (CP)	70 20 31 60 76 60 89 89
2	ZAMPALEGRE Abdel	BOA/Membre du CP	70 21 72 72
3	DABIRE K. Constantin	Premier Ministère/Membre du CP	65 21 37 74
4	MILLOGO Dieu-Donné Hubert	Membre du CP	70 72 25 25

B- Comité Technique (CT)

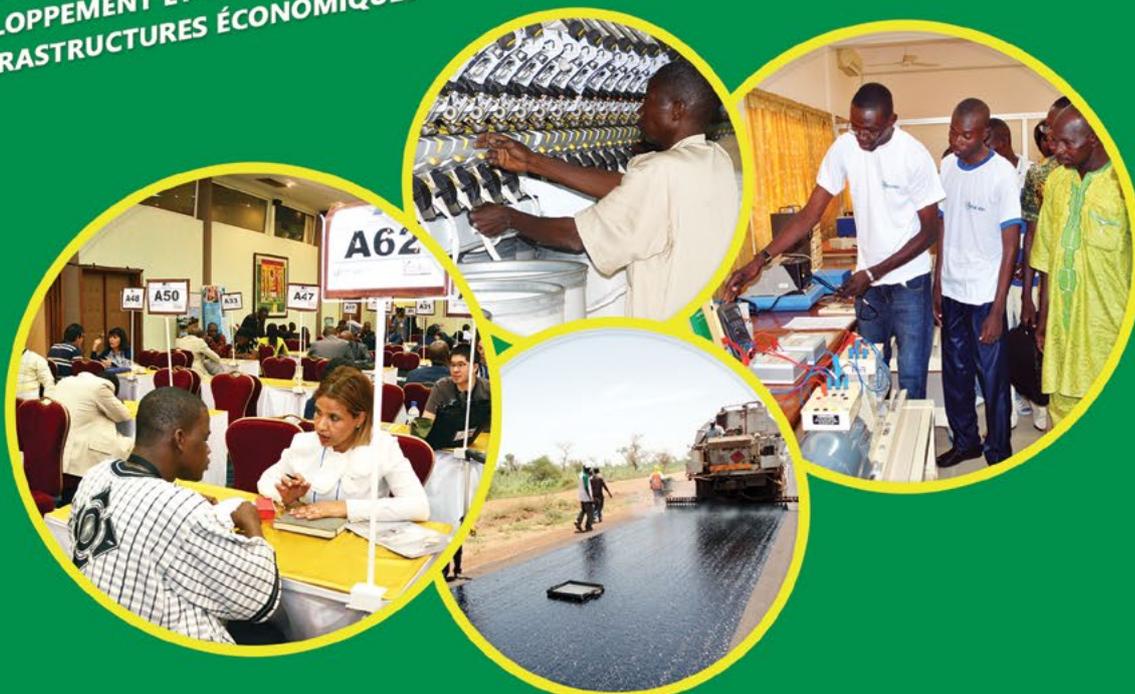
N°	Nom et prénom(s)	Direction/Fonction	Contacts
1	KARGOUGOU Issaka	Directeur Général CCI-BF/ Président	-
2	DADJOARI Yacouba	Directeur de planification stratégique Vice-Président	70 29 24 29
3	TRAORE Hyacinthe	Directeur de l'audit et de contrôle de gestion/Membre	70 33 61 78
4	KOANDA Marcel	Directeur des finances et de comptabilité/Membre	70 13 78 78
5	KONE Fousséni	Directeur régional/CCI-BF Bobo/Membre	70756613
6	DABIRE Thimothée	Directeur de la prospective et de l'intelligence économique/Membre	70 36 29 33
7	LOMPO Ibrahima	Directeur de l'action territoriale/Membre	70 27 64 65
8	TRAORE Sylvanus	Directeur du Bureau de restructuration et de mise à niveau/Membre	70 25 54 51
9	SANOU Martin	Chef de service à la Direction de l'information et de la communication/CCI-BF/Membre	70415515
10	SAWADOGO Boukary	Directeur de Centre de gestion agréée/OUAGA	76611402
11	Mme KARAMA Clarisse/KIENOU	Directrice des Études, de la Capitalisation et de la Qualité/MEBF/Membre	70 72 18 84
12	Mme Boli Bintou/DJIBO	Secrétaire Permanent/CAMC-O/Membre	-
13	OUEDRAOGO Zahara	Chef de service développement des Ressources Humaines à la DRHP/Membre	76 61 00 75
14	SORE Djebré	Chef de service à la Direction des services informatiques/Membre	70 74 75 69
15	OUARMA Pégnani	Chef de service à la Direction des services aux entreprises et à la coopération/Membre	70 75 52 37
16	OUEDRAOGO Gilbert	Chef de service à la Direction de l'information et de la communication /CCI-BF/Membre	70 65 28 38
17	DRABO François	Directeur de Boborinter/CCI-BF/Membre	70531540
18	KABORE Idrissa	Chargé d'étude à la DPIE/CCI-BF/Membre	70134102
19	BALIMA Rodrigue	Chef de service à la Direction de développement et de gestion d'infrastructures/Rapporteur	76 36 84 14
20	DEME Abounabas	Chargé d'études à la DGA/ Rapporteur	78 77 23 04
21	CISSE Baba	Chargé d'études à la DPS/ Rapporteur	70 04 76 39



CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DU BURKINA FASO

L'instrument de votre croissance

- INFORMATION, FORMATION, PROSPECTIVE
ET INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE
- APPUI-CONSEIL AUX OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES;
- PROMOTION COMMERCIALE
- DÉVELOPPEMENT ET GESTION
D'INFRASTRUCTURES ÉCONOMIQUES



Avenue de Lyon, 01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél : +226 25 30 61 14 / +226 25 30 61 15 - Fax : +226 25 30 61 16
E- mail : info@cci.bf - site web : www.cci.bf



Adresse:
Siège Ouagadougou,
Avenue de Lyon
01 BP 502 Ouagadougou 01
Tél. : (226) 25 30 61 14/15
Tél. : (226) 25 31 12 66/67
Fax: (226) 25 30 61 16
E-mail: info@cci.bf